

DEFAILLANCES TECHNOLOGIQUES ET SITUATIONS DE CRISE

LA CATASTROPHE DE SAN JUAN IXHUATEPEC

MEXICO, 19 NOVEMBRE 1984

par

Patrick LAGADEC

Laboratoire d'Econométrie de l'Ecole Polytechnique

FEVRIER 1985

S O M M A I R E

PRESENTATION

LA CATASTROPHE DE SAN JUAN.

UNE ANALYSE PARTICULIERE, UN PROGRAMME GENERAL DE RECHERCHE

1. Catastrophe à Mexico : les toutes premières informations en France	3
2. L'étude des accidents : l'esprit de la démarche	4
3. L'organisation de la mission	6
4. Le déroulement de la mission	9
5. Des éléments de réponse, des questions en suspens	11
6. Le rapport	13
7. Collaborations	14
8. Perspectives	15
REFERENCES	16
REMERCIEMENTS	18

Première Partie**ESSAI PROVISOIRE DE SYNTHÈSE**

I. LE LIEU ET LE CONTEXTE	23
1. San Juan Ixhuatepec, banlieue nord de Mexico	23
2. Une accumulation de risques liés au gaz	23
1° Les installations de la Pemex	25
2° Les installations de Unigas	27
3° Une voie ferrée	27
3. L'absence de périmètre de sécurité	27
II. LE SINISTRE	31
1. La conflagration	31
2. Des effets en chaîne	33
3. "What if ? "	33
4. Les premiers effets sur la population	35
5. Les bilans (au 3 décembre)	36
III. LES SECOURS ET L'ORGANISATION GÉNÉRALE DE LA RÉPLIQUE	39
1. Points de repère	39
2. L'intervention médicale	40
3. L'organisation de la réplique	41
1° Assurer l'ordre	41
2° Assurer la montée en puissance, le commandement et la coordination	41

IV. L'INFORMATION	43
V. ACTES ET PAROLES DE HAUTS RESPONSABLES	47
1. Le Président de la République	47
2. Interventions ministérielles	48
1° Les causes du sinistre : sabotage? Unigas ou Pemex?	49
2° La question de la sécurité : l'industrie, Pemex, Mexico, Azcapotzalco	49
3° Les capacités de réponses en matière de santé	50
3. Les dirigeants de Pemex	50
4. Le Gouverneur de l'Etat de Mexico	51
VI. LA DYNAMIQUE SOCIALE	53
1. Solidarité, fraternité	53
2. Des lézardes : le retour à une réalité moins idyllique ; à une lecture plus lucide des faits	53
VII. CRITIQUES FONDAMENTALES EXPRIMEES PAR LA PRESSE	57
1. La construction du désastre	57
1° Les pratiques au regard de la sécurité	57
2° Des problèmes de Société	58
3° Des mécanismes globaux : une "logique du désastre"	58
2. La sécurité du système à considérer - la mégapole Mexico	59
VIII. EPILOGUE (provisoire)	61
1. La responsabilité de Pemex	61
2. De vives critiques	62
1° Un rapport du Comité d'Hygiène et de Sécurité de Pemex	62
2° Des attaques, de graves accusations	63

Deuxième Partie**ETUDES DU DOSSIER DE PRESSE**

I. ELEMENTS DE CHRONOLOGIE	67
II. BILANS : INCERTITUDES ET DISCUSSIONS	75
III. DECLARATIONS OFFICIELLES	79
1. Le Président de la République	79
1° Message télévisé, 19 novembre 1984	79
2° Autres déclarations du Président	80
2. Déclarations du Ministre de l'Energie	81
1° Entretien au Palais National, 20 Novembre 1984	81
2° Autres déclarations publiées dans la presse	83
3. Déclarations du Procureur Général de la République	84
1° Entretien au Palais National, 20 novembre 1984	84
4. Déclarations du Ministre de la Santé et de l'Assistance	87
1° Entretien au Palais National, 20 novembre 1984	87
2° Autres déclarations ou communiqués	87
5. Déclarations de la Pemex	89
6. Le directeur de la SEDUE	89
7. Le Gouverneur de l'Etat de Mexico	89
IV. LA DYNAMIQUE SOCIALE	91
1. L'élan général de solidarité	91
1° Les secours d'urgence	91
2° L'aide multiforme	91
3° La prise en charge des orphelins, des enfants de parents blessés	92
4° Le relogement des sans-abri, la reconstruction	93
5° Des dons de l'étranger	94

2. Des lézardes dans le mouvement d'union nationale	95
1° Critiques de l'aide reçue du Gouvernement	95
2° Rivalités dans le contrôle des dons	95
3° Vols et détournements de dons	96
4° Approvisionnement en gaz, spéculation	97
5° La discussion des causes immédiates du sinistre	97
6° Le thème de l'irresponsabilité ; les antécédents	99
7° Des manifestations	101
8° Autres prises de position sur les grands problèmes de sécurité industrielle	102
IV. DES ARTICLES DE FOND	103
1. "Alarma"	103
1° L'occupation du sol aux abords immédiats du site industriel	103
2° Les migrations quotidiennes	103
3° La difficulté de se faire entendre	103
2. "La Jornada"	104
3. "Por Esto"	106
1° Mexico, une poudrière	106
2° Des responsabilités que ne sauraient effacer le mouvement de solidarité	106
3° Des incidents précurseurs ignorés	107
4° Une attaque en règle contre la Pemex, son image, son responsable	107
5° Migrations et ceintures de misère	108
6° L'exploitation du témoignage de solidarité	108
4. "The News"	109
5. "Proceso"	111
A) " <i>Mexico, ville minée</i> "	111
1° Le sinistre : des hypothèses sur l'événement initiateur	111
2° Des antécédents	112
3° Mexico, champ de mines	112
4° Surplus de gaz en raison de difficulté avec les USA	113
5° Sécurité des installations	114
6° Sécurité des installations	114
7° Déplacer Azcapotzalco pour éviter "Hiroshima"	114
8° S'organiser pour pallier l'irresponsabilité	115

VI

B) " <i>Pemex a une responsabilité juridique</i> "	115
1° Au delà des justifications : négligence et corruption	115
2° La question de la localisation du stockage de gaz à San Juan	116
3° Les déclarations hâtives de la Pemex	117
C) " <i>La solidarité a été populaire. La protection officielle n'est venue qu'après les enterrements</i> "	118
1° Le sinistre	118
2° La réponse : extraordinaire	118
3° Le rôle crucial de Televisa	120
4° "L'irresponsabilité institutionnelle"	121
5° Le "Paradis de l'irresponsabilité"	123
6° "Bombes à retardement" et résignement	123
7° La douleur, comme ultime voile pour l'irresponsabilité	124
8° Pemex responsable : anomalies, corruption, déficiences	125
9° Au delà de San Juan : Azcapotzalco, et les autres	128

ANNEXES

1. Compte-rendu de la mission Médecins Sans Frontières-Société Française de Médecine de catastrophe ; par Jean Michel ABBEYS (Samu-94)	131
2. "Mexican gas disasters". <i>Occupational Safety & Health</i> , February 1985	144
4. "La fin du monde commence à Mexico". <i>Le Monde</i> , 26 Novembre 1984	146

ILLUSTRATIONS

1. Vue générale du site depuis la colline nord	20
2. Le site sur carte au 1/25 000è (installations, ville, points d'impact des projectiles)	22
3. Le site (grossissement)	24
4. Les raffineries et gazoducs du Mexique	26
5. Les installations, la ville, les voies de fuite	28
6. Les deux grosses sphères et des cylindres	30
7. Cylindre, tel que celui projeté dans une rue de San Juan à 350-400 m. du site	30
8. Camions de livraison de bouteilles de gaz en feu (sur le parking Unigas)	32

VII

9. Unigas : parking camions-citerne ; parking camions de livraison	32
10. Unigas : batterie de cylindres intacts	32
11. Unigas : vue de l'installation - "What If ?"	34
12. Premiers moyens mis en place pour la localisation des disparus (avant recours informatique)	37
13. Effervescence dans San Juan	38
14. Le grand thème du discours public et de la presse dans les premiers jours : la Solidarité	52

PRESENTATION :

LA CATASTROPHE DE SAN JUAN ,

UNE ANALYSE PARTICULIERE , UN PROGRAMME GENERAL DE RECHERCHE

1. Catastrophe à Mexico : les toutes premières informations en France

Le lundi 19 novembre 1984, peu après 18 h.45, nous recevions un appel téléphonique de Thierry Guerrier, journaliste à la rédaction de France-Inter: il y avait un grave accident en cours à Mexico. L'information serait diffusée au journal de 19 h. Les dépêches de l'A.F.P. précisaient :

- **dépêche de 15 h. 30 :**

" au moins 15 personnes ont été tuées et 400 blessées, selon un premier bilan de la police, dans la série d'explosions survenues lundi matin dans des entreprises de gaz d'un quartier industriel très peuplé du nord de Mexico.[...]"

- **dépêche de 18 h.18 :**

" Plus de 80 personnes ont été tuées et 300 autres blessées dans une série d'explosions survenues lundi matin dans les entreprises de gaz d'un quartier industriel nord de la capitale mexicaine, selon un bilan provisoire diffusé par le Gouverneur de l'Etat de Mexico, M. Alfredo del Mazo. Dans des déclarations à la télévision, M. del Mazo a indiqué que ces

chiffres n'étaient pas définitifs car la police et les pompiers n'avaient toujours pas réussi à circonscrire l'incendie.

La nouvelle a d'abord été révélée par la Croix-Rouge mexicaine, qui avait demandé de l'aide aux voisins et aux automobilistes, et indiqué qu'il y avait beaucoup de morts et de blessés, sans pouvoir en préciser le nombre.

Une première explosion, qui, selon la police, aurait eu lieu dans une usine de mise en bouteille de gaz de la société nationale Pemex, s'est produite à 05 h. 50 locales (11 h. 50 GMT), ébranlant les habitations dans un rayon de 20 km. Elle a été suivie de huit autres, qui se sont succédées à des intervalles de 15 à 20 minutes.

Un embrasement de plus de 300 m. de haut s'est élevé au-dessus de la ville, qui s'est ensuite recouverte d'un gigantesque nuage blanc rougeâtre. Prises de peur, de nombreuses personnes du quartier ont abandonné leurs logements, alors que la radio lançait des appels au calme."

Un bilan de victimes qui s'alourdissait de façon très rapide, un phénomène d'effets en chaîne, la situation du complexe de gaz dans un quartier très peuplé : nous examinons immédiatement l'opportunité d'une mission d'étude à Mexico.

Nous nous mettons en rapport avec le Service de l'Environnement Industriel (S.E.I.) au Ministère de l'Environnement - attaché depuis de longues années à tirer ainsi de chaque événement significatif le plus grand nombre d'enseignements. Nous avons établi par ailleurs une convention de recherche avec le Centre de Prospective et d'Évaluation (C.P.E.) au Ministère de la Recherche et de l'Industrie, qui prévoyait l'étude sur le terrain d'une situation post-accidentelle.

Au fil des heures, il apparut que le déplacement était justifié.

- A 22 h., sur France-Inter, le Conseiller de presse de l'Ambassade de France confirmait la gravité de l'accident :

" Il semblerait qu'il y ait environ 90 morts mais c'est un chiffre qui n'est absolument pas confirmé pour l'instant, puisque certains vont jusqu'à parler de 500 morts - cela paraît tout à fait abusif - et il y aurait à peu près 400 blessés [...]

Il y a à peu près 2000 policiers, pompiers et militaires qui travaillent pour contrôler le feu et, de ce côté-là, ça va plutôt bien : les ingénieurs de Pemex (la société qui exploite le pétrole et le gaz au Mexique) ont réussi à fermer les gazoducs qui amenaient le gaz depuis les raffineries jusqu'aux zones de stockage où il y a eu les explosions - donc il semblerait maintenant qu'il n'y ait plus que des flammes qui viennent de

réservoirs qui fuient ; il y a vraiment un contrôle assez complet de l'incendie "

- Le lendemain matin (7 h. à Paris, 0 h. à Mexico), les bilans présentés étaient nettement plus lourds :

" Il a fallu 18 heures aux pompiers pour contrôler cet incendie ; c'est quand même quelque chose de très impressionnant. On est toujours resté à une première explosion venant d'un camion-citerne qui se serait transmise à d'autres réservoirs plus importants ; il y a eu une réaction en chaîne. La ville n'est pas tout à fait tranquille encore puisqu'il y a des ambulances qui la sillonnent toujours.

Il y aurait - d'après les derniers chiffres qui ont été donnés - 270 morts, 100 000 sans-abri pour l'instant, et 2000 blessés dont 500 hospitalisés.

Le problème est ces sans-abri puisque la température est en train de descendre assez rapidement, il fait assez froid : la nuit est venue, et donc c'est pour l'instant le plus grand problème.

Le Président de la République, Monsieur de la Madrid vient de lancer un message et a annoncé que le Mexique était en deuil. Il s'est félicité de la solidarité du pays face à cette tragédie et cela à la veille d'une fête nationale." (Le Conseiller de presse de l'Ambassade de France, journal de 7 heures, France-Inter).

- A 7 h.30, le bilan apparaissait plus grave encore :

" 4 réservoirs de 12 millions de litres de gaz liquides qui explosent, le feu qui embrase deux autres cuves et des dizaines de maisons, une flamme de 300 m. de haut, le souffle des explosions a été ressenti jusqu'à 20 km. à la ronde. La population a été surprise en plein sommeil : on a retrouvé des corps carbonisés, d'autres personnes transformées en torches vivantes essayant de fuir.

Les sauveteurs continuent de fouiller les décombres. Déjà on a dénombré près de 400 morts et plus de 2000 blessés, mais le bilan de cette catastrophe pourrait être beaucoup plus lourd. 600 maisons détruites des milliers de sans-abri. Tous les hôpitaux de la ville sont mobilisés pour soigner les blessés. L'armée, la police, les pompiers et de nombreux volontaires participent aux opérations de secours. Le Mexique célèbre aujourd'hui sa fête nationale : le 74^e anniversaire de sa Révolution - une journée de fête qui, en un instant est devenue une journée de deuil." (France-Inter)

La décision était rapidement prise de partir à Mexico pour étudier l'événement sur place et sans retard.

2. L'étude des accidents : l'esprit de la démarche

L'esprit de la démarche mérite d'être quelque peu détaillé pour éviter tout malentendu - facteur critique en situation post-accidentelle.

1. **Dans une série de travaux précédents**, nous avons ainsi examiné de près quelques unes des grandes défaillances technologiques récentes, porteuses de bien des enseignements en matière de prévention du risque, de maîtrise des dynamiques de crise [1][2]. Parmi elles :

- **Flixborough** (Grande-Bretagne, 1974), dont l'analyse établit avec clarté comment on peut "construire" une catastrophe industrielle : conception de l'installation ignorant le problème du risque majeur, absence d'ingénieur d'entretien, maintenance inexistante ou presque, fonction "sécurité" très mal reconnue, incidents précurseurs systématiquement ignorés car n'entrant dans aucune catégorie mentale ("mindset"), etc. [3].
- **Seveso** (1976), qui permet de mieux comprendre la complexité d'une dynamique post-accidentelle lorsque l'incertitude sur la situation immédiate est extrême et que se pose en outre la redoutable question d'éventuels effets à long terme (caractéristique la plus nouvelle en matière d'accident). [4]
- **Three Mile Island** (1979), qui montre comment une défaillance peut engendrer une confusion organisationnelle aiguë. Le Gouverneur de Pennsylvanie se voit ainsi conseiller simultanément par deux bureaux d'une même agence : de se préparer à évacuer sans délai un million de personnes ; de ne rien faire. C'est la rupture rapide des échelons intermédiaire, la présidence des Etats-Unis devant bientôt se porter en première ligne. [1][2].
- **Mississauga-Toronto** (Canada, 1979), qui est hautement instructif pour la pratique des évacuations de très grande échelle et de longue durée (220 000 personnes déplacées avec une dextérité remarquable par les autorités de l'Ontario, pour 3 à 6 jours). [5].
- **La marée noire du Tanio** (1980), sixième pétrolier à sombrer ou s'échouer sur les côtes nord-ouest de la France, qui a provoqué une profonde émotion des populations, allant jusqu'à l'amorce de rupture entre une région et l'Etat : administrés, élus de toute tendance politique, forces vives locales, commençaient à se dresser ensemble dans un mouvement de refus ; et, plus graves que de simples manifestations de circonstances, des fissurations semblaient s'approfondir jusqu'à rejoindre et faire brutalement émerger des

"blessures" culturelles régionales. [6].

- L'accident de **Taft** (Louisiane, USA, 1982) : fuite d'acroléine , évacuation de 17000 personnes, fermeture du Mississippi sur 80 km.), qui montre comment une situation peut être difficile à conduire pour des autorités très peu informées par un industriel. [7].

2. Pourquoi ces études ? Les accidents graves sont rares ; les questions qu'ils posent sont à chaque fois redoutables. Il est donc d'autant plus important de tirer de chaque situation significative - où qu'elle se produise - le plus grand nombre d'enseignements. En consultant les responsables publics et privés, les témoins, les analystes locaux. En échangeant avec tous observations et questions - l'examen devant s'avérer profitable pour tous.

Dans chaque cas, des innovations pertinentes sont à retenir ; repérées, analysées, elles peuvent aider les uns et les autres à améliorer leurs capacités.

3. Pour balayer toute ambiguïté, précisons encore les hypothèses qui marquent cette quête :

- Il est clair qu'aucun pays n'est à l'abri de grands accidents industriels ou technologiques, même si certains risques et vulnérabilités semblent plus aiguisés ici que là.
- Il est évident que tous les pays ont de sérieux efforts à poursuivre et à déployer pour mieux maîtriser les risques majeurs introduits au cours des dernières décennies, les risques majeurs encore en gestation, les tendances lourdes qui, aujourd'hui, accroissent singulièrement les vulnérabilités des grands systèmes socio-techniques.
- Personne, aucun pays ni aucune organisation, ne saurait se passer de l'enseignement de l'expérience. Cela exige une attention d'autant plus soutenue aux événements qui surviennent dans le monde.

C'est dans cet esprit de recherche constructive que nous sommes partis à Mexico - et notre démarche a d'ailleurs été immédiatement comprise par l'ambassade du Mexique en France qui nous a encouragé et soutenu dans nos efforts.

3. L'organisation de la mission

Nos travaux précédents sur des cas d'accidents avaient reçu l'appui du ministère de l'Environnement (Service de l'Environnement Industriel [3 ; 4 ; 5] ; Groupe de Prospective [6]) et du ministère de l'Industrie et de la Recherche (Centre de Prospective et d'Evaluation [7]).

C'est avec ces deux concours, et celui de la Société pour l'Avancement de la Sécurité des Systèmes en France (3S.F.) que nous avons pu réaliser cette mission d'analyse de la catastrophe de San Juan Ixhuatepec.

Il faut ici rendre hommage à tous ceux qui ont permis de résoudre ou d'aplanir les difficultés qui ne manquent pas de surgir lorsque l'on veut mettre sur pied une pareille mission en 48 heures (la simple préparation du déplacement est d'ailleurs en elle-même un excellent entraînement à la gestion de crise).

Pendant deux jours le principe fut retenu d'une mission effectuée au titre du Ministère de l'Environnement. L'Ambassade du Mexique à Paris accueillit favorablement ce projet.

La mission se déroulerait du jeudi soir 22 novembre (19 h. 35, heure d'arrivée à Mexico) - soit un peu plus de trois jours après l'accident - au mercredi 28 au matin.

Ce départ relativement rapide avait des avantages indiscutables : l'observation immédiate permet de saisir l'événement "à chaud", avant que l'oubli ou la reconstitution trop "lissée" des faits n'aient pu intervenir. La réflexion sur les situations de crise post-accidentelle ne saurait se faire au vu des seuls documents de presse, ou sur la base des seuls rapports d'enquête (lorsqu'ils sont publiés dans leur intégralité). La présence sur place, les rencontres qui permettent d'établir des liens sont du plus grand intérêt : aussi bien pour la compréhension immédiate du cas, que pour l'avenir, les collaborations internationales étant souhaitables dans un domaine d'intérêt aussi large.

Mais, bien entendu, ce choix pour l'observation précoce comportait quelques difficultés :

- Travailler immédiatement après la survenance d'un événement d'ampleur nationale est toujours délicat : les responsables ont d'énormes charges critiques à assurer ; les demandes d'entretiens sont déjà nombreuses (journalistes et experts de tous pays,...). On peut aller sur place pour commencer à

comprendre, non pour "lire" l'événement comme dans un rapport d'enquête, ni pour discuter avec les responsables comme on pourrait éventuellement le faire six mois après (ou plusieurs années après, en cas de problème juridique, comme cela est courant).

- Pour de multiples raisons, le pays éprouvé peut ne pas souhaiter recevoir des observateurs étrangers. Une règle semble commune à cet égard : toute venue extérieure pourrait être interprétée comme la reconnaissance officielle de l'extrême gravité de la situation, voire de difficultés nationales à y faire face-elle est donc souvent jugée inopportune. Cela est surtout vrai d'ailleurs pour les propositions d'"aide". Dans le cas qui nous préoccupe, l'aide étrangère en matière sanitaire fut refusée.

Une mission médicale française, prévue par le Secrétariat d'Etat aux Risques Naturels et Technologiques majeurs - et à laquelle nous aurions pu nous joindre, à l'invitation du Secrétariat d'Etat - dut ainsi être annulée, le mercredi 20 novembre.

- Soucieux de respecter le parti pris par le Gouvernement du Mexique, les services diplomatiques français exprimèrent un avis négatif sur notre mission. L'Ambassade de France ne pourraient en aucune manière nous introduire auprès des responsables mexicains.

L'idée d'une mission officialisée dut être abandonnée.

Si, en dépit des recommandations pressantes qui étaient formulées, le déplacement était tout de même maintenu (au seul titre de l'Ecole Polytechnique), il était très fermement suggéré par les mêmes services que nous ne prenions directement aucun contact avec les autorités mexicaines. Il était précisé également que la zone de la catastrophe était interdite d'accès, qu'il serait impossible d'entrer en rapport avec des responsables des services gouvernementaux chargés de l'investigation et que de toute manière rien ne serait dit avant les premières conclusions de l'enquête.

La décision fut prise néanmoins d'effectuer le déplacement, les difficultés annoncées n'étant finalement que le contexte normal de toute situation de crise. Si on renonçait à l'observation sur place pour les raisons avancées, il fallait renoncer dans le même temps à l'étude du sujet en tant que tel. Le déplacement se ferait donc, mais sans reconnaissance particulière.

Nous partirions en tant que chercheur du Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique, avec le souci d'observer la plus extrême prudence pour ne causer aucun problème à quiconque.

L'Ambassade du Mexique à Paris, lors d'un ultime contact, nous encouragea une nouvelle fois dans notre démarche ; peu après notre départ, elle annonçait notre venue à Mexico avec bienveillance.

Sur place, certaines des difficultés annoncées se vérifièrent bien sûr, mais la situation n'était ni bloquée, ni socialement ou politiquement explosive. Toutes les portes ne purent s'ouvrir (outre des réticences bien compréhensibles, le week-end ne favorisait pas les choses). Mais, des contacts extrêmement fructueux purent avoir lieu.

Avant d'en venir plus précisément à ces rencontres, soulignons encore une autre caractéristique générale de la situation d'étude post-accidentelle immédiate : les personnes rencontrées ont souvent en commun avec le chercheur de se poser les mêmes questions que lui. Cela présente l'intérêt de rendre possibles maints échanges, mais l'inconvénient de fournir peu de données bien établies.

Expériences étranges par exemple que les suivantes.

- Au retour d'une visite de la zone en compagnie d'experts officiels, alors que nous demandions des plans pour vérifier notre croquis des lieux du sinistre, il apparut qu'il n'existait pas de plans immédiatement disponibles... et notre croquis fut adopté comme schéma de référence.
- Alors que nous posions des questions sur les points qui seraient examinés par la commission d'enquête, on ne pouvait encore nous répondre mais nos interrogations notées, dactylographiées et discutées.
- Alors que nous posions des questions sur les "dérapages" qui auraient pu avoir lieu dans les jours suivant le sinistre, on nous demandait ce qui, à notre avis, pouvait précisément provoquer encore pareils phénomènes de crise socio-politique aiguë.

On ne saurait bénéficier à la fois, et de l'observation de la dynamique de turbulence propre à la situation de "crise", et de renseignements exigeant des semaines de vérification pour être rassemblés.

Mentionnons enfin ceci : les acteurs-clés, en situation de crise, n'ont guère besoin d'"observateurs"; le chercheur qui est convié à leurs discussions voit donc son rôle glisser vers celui de "consultant". Certains veulent échapper à l'ambiguïté par des a priori du type : l'observation exclut toute implication. Nous gardons quant à nous la question ouverte : l'équilibre est à trouver dans chaque cas, entre distance critique et rapprochement utile aux uns et aux autres.

4. Le déroulement de la mission

Notre premier objectif était donc de ne causer aucune gêne ni aux autorités mexicaines, ni aux services français. Le second était tout de même de tirer parti de la mission.

Nous avons rencontré une extrême bienveillance et ouverture de la part des personnes rencontrées - observateurs, acteurs de premiers rang, officiels ayant pourtant un travail harassant et des responsabilités très lourdes. La compétence de nos interlocuteurs nous permit de beaucoup apprendre.

Ajoutons que leur accueil si amical, et plus encore le partage des questions et réflexions nous permirent aussi de contrebalancer une difficulté réelle en pareille circonstance : ce sentiment diffus (ou parfois franchement aigu comme sur les lieux dévastés du sinistre, au milieu de tant de détresse accumulée) de mener une quête ambiguë, voire indécente.

Nous avions au départ quatre noms d'observateurs : ceux du directeur du bureau de l'AFP, d'un médecin français correspondant d'Europe-Assistance, d'une journaliste mexicaine, d'un prêtre français curé d'une paroisse de la zone nord de Mexico. Les rencontres et démarches devaient se dérouler à un rythme extrêmement soutenu.

- Premiers entretiens. Ainsi, avec Maria Victoria Llamas, journaliste ayant suivi de très près la catastrophe pour Televisa, la grande chaîne de télévision mexicaine. Ainsi, le Père Malhomme, très au fait des problèmes de la zone nord de Mexico ; le lendemain matin, nous visiterons avec lui le quartier urbain sinistré.
- Introduction auprès d'autres observateurs mexicains, comme Madame Enriqueta Loeza, spécialiste en communication.
- Rédaction en Espagnol et dactylographie d'une note présentant notre recherche et nos travaux antérieurs ; celle-ci fut immédiatement adressée à de hauts responsables de l'Etat de Mexico.

Le vendredi 23 au soir, nous étions invité par le Ministre de l'Administration de l'Etat de Mexico (qui avait suivi de près la coordination des mesures d'urgence), Monsieur Carlos Almada, à le rencontrer le lendemain matin. Ce serait possible à l'issue d'une cérémonie au cours de laquelle le Gouverneur de l'Etat de Mexico remettrait à plusieurs dizaines de familles sinistrées les clés des habitations construites à leur intention. Cela se déroulerait à une quinzaine de kilomètres du lieu du sinistre (à Anahuac, ville d'Ecatepec).

Après cette cérémonie, le samedi 24, nous étions invité à venir rencontrer le Procureur de la République de l'Etat à San Juan Ixhuatepec, la ville sinistrée. Particulièrement attentionnées, les autorités nous invitèrent à prendre place dans une des voitures du cortège officiel qui ramenait sur San Juan les responsables venus à Anahuac pour assister à la cérémonie.

L'après midi, nous étions convié à visiter la zone de la catastrophe, sous la conduite d'experts officiels, qui allaient d'ailleurs rapidement entreprendre leurs travaux dans le cadre des Commissions d'enquête (quatre commissions devaient travailler : Justice fédérale; justice de l'Etat ; Institut du Pétrole ; Pemex). Ces experts nous emmenèrent sur la zone interdite - y compris dans les secteurs d'accès rigoureusement contrôlé par l'armée : le site dévasté des installations de la Pemex et le site voisin d'Unigas. Ensuite, une réunion technique nous fut ouverte. Le lundi 26 nous étions reçu par un collaborateur de Monsieur Almada.

Il nous fut également donné de nous entretenir à deux reprises avec le docteur Samuel I. del Villar, Conseiller Spécial du Président de la République (lundi 26 et mardi 27) ainsi qu'avec le Général Eduardo Maldonado, attaché à la Présidence de la République (mardi 27). Six heures d'entretien nous permirent non seulement d'approfondir l'observation de la catastrophe de San Juan, mais encore de réfléchir aux problèmes des situations de crise, de la sécurité industrielle, de la vulnérabilité des mégapoles ; d'examiner les possibles réponses techniques et institutionnelles à apporter à ces questions.

Nous aurions souhaité pouvoir rencontrer des représentants industriels cela s'est avéré impossible, malgré les meilleures introductions dont nous disposions. Par ailleurs, alors que nous quittions Mexico, nous recevions de nouvelles propositions d'entretien - du Ministère de l'Energie notamment -. Nous pouvons ainsi espérer approfondir à l'avenir et la question de San Juan Ixhuatepec, et les problèmes de sécurité industrielles telles qu'ils se présentent actuellement au Mexique.

Signalons aussi qu'après notre entretien avec Maria Victoria Llamas, , nous avons été invité, par Guillermo Ochoa, directeur du programme d'information matinale de la chaîne Televisa, à venir présenter nos réflexions sur le risque majeur.

Il était bien clair que nous éviterions toute référence à la catastrophe de San Juan (mise à part la question des communications avec le public, sujet sur lequel on pouvait parler sans aucune gêne pour quiconque : la télévision mexicaine avait en effet montré sur ce point des capacités d'innovation et un sérieux unanimement appréciés). Notre intervention aurait donc pour objet de

mettre le cas de San Juan en perspective, en précisant les points clés de la problématique du risque technologique majeur. Nous avons bien sûr averti les responsables gouvernementaux que nous rencontrions : certains nous invitèrent à la prudence, ce qui était naturellement le seul comportement possible et souhaitable ; d'autres ne manifestèrent aucune inquiétude.

Au cours de l'émission (mardi 27, 8h.30- 8h. 40) , Guillermo Ochoa sut laisser toute la place à la réflexion, sans jamais imposer de clichés à son invité, ce qui vaut d'être souligné.

5. Des éléments de réponse, des questions en suspens

Les rencontres réalisées et la lecture de la presse nous ont permis de rassembler bien des données sur la catastrophe. Il faut cependant souligner les limites de l'information disponible au moment de la rédaction de ce rapport.

Nous n'avons pas pu faire usage de tous les documents d'enquête officielles, sources de précisions souvent fort précieuses. La plupart de ces rapports (quatre enquêtes ont été lancées à la suite de la catastrophe) sont en cours de rédaction ou d'examen. Nous avons eu connaissance des seuls éléments officiels suivants.

- Un court rapport de la Commission Interministérielle créée à la demande du Président de la République. Publié le 3 décembre 1984, il donne un bilan de la catastrophe : 452 morts, dont 322 durant leur hospitalisation, 4248 blessés au total, dont 113 se trouvent toujours dans un état critique, 1600 familles sinistrées, 31 000 personnes évacuées. Ce document fournit en outre les précisions ci-dessous :
 - * Le gouvernement fédéral a immédiatement affecté 356 millions de pesos (environ 15 millions de francs) pour assister et indemniser les victimes.
 - * Les offres d'assistance venant de l'étranger "n'ont heureusement pas été nécessaires en raison de la capacité des services nationaux à faire face aux besoins."
 - * "Les études ne permettent pas (au 3 décembre) de préciser l'origine du sinistre ni le lieu où il a commencé."
- Des extraits du rapport des services d'expertise de la Procuraduria General de la Republica (Ministère public de la République). Remis officiellement au gouvernement le 21 décembre, le texte intégral de ce rapport n'a pas été rendu public ; la presse en a discrètement rendu compte dans ses éditions du

dimanche 23 décembre :

- * Le texte conclut à la responsabilité de la Pemex, et non des installations voisines de Unigas.
- * Le sinistre "a commencé principalement au niveau des installations de stockage horizontal, situées près des réservoirs sphériques."
- * " Pour ces raisons la société nationale paiera aux autorités compétentes, et en tenant compte de sa responsabilité sociale objective, les sommes nécessaires à la réparation des dommages et à l'indemnisation des victimes."

Ces éléments sont importants. Ainsi l'origine du sinistre est-elle déterminée : ce fut là un point clé de discussion après le drame. Mais le rapport du ministère public n'apporte pas toutes les précisions, soulignant notamment :

" La destruction pratiquement entière de l'usine de Pemex prive le Ministère de certaines informations qui seraient d'une très grande utilité pour préciser avec plus de certitude les caractéristiques du sinistre."

De la même manière, le bilan officiel arrêté par la Commission Interministérielle n'efface pas toute question : comme on le verra par la suite, un bilan officiel, lui aussi, arrêté dans les jours suivant l'accident, faisait état de l'enterrement immédiat en fosse commune de 272 corps ; si 322 personnes sont effectivement décédées durant leur hospitalisation on voit mal comment le total de 452 morts pourrait être retenu. Il paraît étrange également que le poste "disparus" ait pu être réduit à zéro, alors qu'il comptait plusieurs centaines de personnes quelques jours encore après le sinistre.

Nous devons donc attendre la publication (éventuelle) des autres rapports d'expertise pour en savoir davantage. Ainsi par exemple sur les aspects techniques du dossier :

- Peut-on mieux cerner les causes du sinistre ?
- Quelles étaient les mesures de prévention appliquées sur chacune des installations, sur le site pris globalement (conception de base, mesures spécifiques, consignes, personnel, organisation) ?
- Comment était conçue l'organisation générale de la lutte contre un sinistre grave ? Quels étaient les dispositifs de lutte contre l'incendie ? Peut-on confirmer que le sinistre a immédiatement mis hors d'état l'ensemble du dispositif de lutte contre l'incendie dont disposaient les installations de la Pemex - comme il en était question au moment de notre passage ? Comment

le sinistre s'est-il propagé ? Etc.

De même, bien des points seraient intéressants à éclaircir sur la dynamique post-accidentelle :

- D'où est venue la toute première alerte ? Quel était le contenu du message ? A quel moment est-il apparu que le sinistre était d'une gravité sortant des schémas de référence habituels ? Qui a fait la lecture appropriée de l'événement (problème de catégorie mentale) ?
- Réactions des victimes : Quelle a été l'ampleur de la panique, bien réelle dans ce cas? Il y a quelques années on redoutait fortement cette question de la panique ; par la suite on a fait observer que celle-ci était rarement constatée ; l'événement du 19 novembre devrait amener à ré-ouvrir la question. Quel a été le rôle de la panique, des rumeurs ?
- Réactions des autorités : Quand les hauts responsables gouvernementaux ont-ils été informés ? En quels termes ? Quels réseaux de communication ont alors fonctionnés ? Quel était le contenu des messages ? Comment a-t-on traité le problème de la complexité (par exemple le fait que Pemex dépend du fédéral et ne peut être traité à l'échelon régional) ? Quelles fut la teneur des premières communications entre les autorités et le public ?

Ces préoccupations ont guidé notre approche. Elles ont orienté la rédaction de notre rapport.

6. Le rapport

Cette présentation un peu développée était nécessaire pour clarifier une démarche encore peu pratiquée, du moins en Europe. Les objectifs et conditions du travail d'enquête en situation post-accidentelle restent en effet à étudier et l'expérience "méthodologique" a aussi valeur d'élément pour la réflexion.

On trouvera ci-après deux développements.

1° Une synthèse des observations qu'il a été possible de réunir sur les points suivants :

- le lieu et le contexte ;

- le sinistre ;
- les secours et l'organisation générale de la réplique ;
- l'information ;
- les actes et paroles de hauts responsables ;
- la dynamique sociale ;
- les critiques fondamentales exprimées par la presse.
- les ultimes articles de presse après la publication des deux premiers rapports d'enquête.

2° Un traitement du dossier de presse , qui reprend sur ces points les observations de la presse mexicaine :

Ce traitement des publications journalières permet de réunir bon nombre de "données" sur l'événement. Ceci est précieux car, en situation de désastre, l'urgence immédiate, la confusion, le pathétique, laissent peu de place à l'observation et à la mise en mémoire de la dynamique post-accidentelle. La catastrophe se traduit régulièrement par une avalanche de faits qu'il est difficile de rassembler après-coup : les journaux donnent là quelques points de repère à ne pas négliger.

Ajoutons que la presse, au travers de ses incertitudes, contradictions, erreurs (elle n'est pas la seule à en commettre) donne également des relations contrastées de l'événement qui traduisent assez bien la dynamique de désorganisation, de tension, de conflit, qui marque la situation de haute turbulence consécutive à un désastre de grande échelle.

Le dossier de presse est également capital pour la compréhension de la dynamique post-accidentelle car cette dernière a pour contexte une société de communication de masse, dans laquelle les médias sont une pièce essentielle. Les journaux reflètent et influencent les préoccupations de l'opinion, les jeux de forces sociales, les idées et lignes d'intervention développées par des leaders d'opinion. Des thèmes bien évidents ou seulement latents affleurent, naissent, s'imposent à l'occasion d'une crise - et en particulier au travers de la presse.

7. Collaborations

Le travail de traduction des documents de presse a été réalisé grâce aux concours de Philippe Hubert, chercheur au CEPEN (Centre d'Etudes sur l'Évaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire, Fontenay-Aux-Roses), et de Alexandre Bastias (Samu-94).

En annexe à notre texte, on trouvera le compte-rendu de mission établi par le Docteur Jean Michel Abbeys (Samu-94), mandaté à Mexico par "Médecins sans Frontières" et la "Société Française de Médecine de Catastrophe". Nous reprenons la synthèse de ce rapport, qui, dans sa version complète, comprend en outre une documentation photographique et la collection des articles de presse originaux.

Nos investigations respectives à Mexico, menées dans le même esprit et en collaboration sur des terrains complémentaires, ont beaucoup profité l'une de l'autre. C'est là d'ailleurs une toute première leçon à retenir : la complexité est telle en période post-accidentelle immédiate que la conjonction de compétences diverses est source de grand enrichissement pour la saisie et l'analyse des phénomènes.

8. Perspectives

L'étude précise des accidents et situations post-accidentelles est nécessaire pour apprendre précisément à mieux faire face à ces défaillances majeures [8]. Mais l'examen doit bien sûr avoir aussi des retombées en matière de prévention et d'anticipation.

Ce fut là un de nos thèmes de discussion avec les responsables mexicains soucieux d'examiner, au delà du désastre de San Juan Ixhuatepec, la sécurité d'autres installations industrielles et systèmes urbains du pays.

Nous avons dit à nos interlocuteurs notre vif intérêt pour pareilles investigations - pour leurs aspects techniques mais aussi socio-politiques. Elles pourraient se poursuivre parallèlement dans nos pays respectifs.

L'accueil que nous avons reçu des autorités mexicaines laisse entrevoir, en cette matière aussi, de fructueux échanges.

REFERENCES

- [1] P. Lagadec,
Le risque technologique majeur - Politique, risque et processus de développement,
Pergamon Press, collection Futuribles, Paris, février 1981 ;

Major Technological Risk,
Pergamon Press, Oxford, 1982.
- [2] P. Lagadec,
La civilisation du risque - Catastrophe technologique et responsabilité sociale,
Editions du Seuil, Collection "Science Ouverte", Paris, novembre 1981 ;

La civilizacion del riesgo - Catastrofes tecnologicas y responsabilidad social,
Editorial Mapfre, Madrid, 1984 ;
- [3] P. Lagadec,
Développement, environnement et politique vis à vis du risque : Cinq cas britanniques,
Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique, 1978.
- 4] P. Lagadec,
Développement, environnement et politique vis à vis du risque : Le cas de l'Italie - Seveso,
Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique, 1979.
- [5] P. Lagadec,
L'accident de Mississauga-Toronto,
d'après : " The Mississauga Evacuation ", final report to the Ontario Ministry of the Solicitor General " par : Ian Burton, Peter Victor, Anne White et al. The Institute for Environmental Studies, University of Toronto, June 1982,
Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique - Ministère de l'Environnement, Service de l'Environnement Industriel, avril 1983.

- [6] P. Lagadec,
De l'accident à la crise. L'affaire du Tanio, une marée noire de trop
(mars-avril 1980),
Laboratoire d'économétrie de l'Ecole Polytechnique - Ministère de
l'Environnement, Groupe de Prospective, décembre 1983.
- [7] P. Lagadec,
Défaillances technologiques majeures et grandes situations d'urgence (le cas
de l'accident survenu à Taft le 10 décembre 1982)
Ministère de l'Industrie et de la Recherche, Centre de Prospective et
d'Evaluation, Publication N° 31, mars 1984.
- [8] P. Lagadec,
Le risque technologique majeur et les situations de crise,
Annales des Mines, pp.41-52, août 1984.

REMERCIEMENTS

Nous voulons remercier ici tous ceux qui nous avons pu nous travailler sur ce cas de San Juan Ixhuatepec :

- Le docteur Samuel I. del Villar,
Conseiller Spécial du Président de la République.
- Le Général Eduardo Maldonado.
- M. Dultzin,
Premier Secrétaire, à l'Ambassade du Mexique à Paris.
- MM. Pierre-Henri Guignard et François Saint-Paul,
Attaché de Presse et Second Secrétaire, à l'Ambassade de France à Mexico.
- M. Carlos Almada, et son adjoint
Ministre de l'Administration du Gouvernement de l'Etat de Mexico et chargé de la coordination de l'action post-accidentelle.
- M. le Procureur de l'Etat de Mexico.
- M. Abel Huitron Rosete,
Sous-Procureur pour la Délégation Municipale de San Juan Ixhuatepec.
- Ing. Frederico Lopez de Alba,
Directeur Général, Instituto para el Desarrollo de la Seguridad en el Trabajo,
Ministère du Travail, Etat de Mexico.
- Mme Enriqueta Loeza,
Directrice de Promociones y Relaciones Publicas Internacionales,
- Le Docteur Duhamel,
Correspondant d'Europe Assistance.
- Mme Maria Victoria Llamas,
Journaliste à "Televisa"
- M. Guillermo Ochoa,
Directeur des informations du matin à "Televisa".

- Padre Malhomme,
Curé d'une paroisse voisine de San Juan et animateur d'un centre social.

- Le Docteur Manuel Garduno Valdes,
Director de Servicios Pericales, Procuradoria General de Justicia, Etat de Mexico.

- M. Roger Toll,
Directeur du journal "The News"
et la journaliste ayant suivi plus particulièrement l'affaire de San Juan.

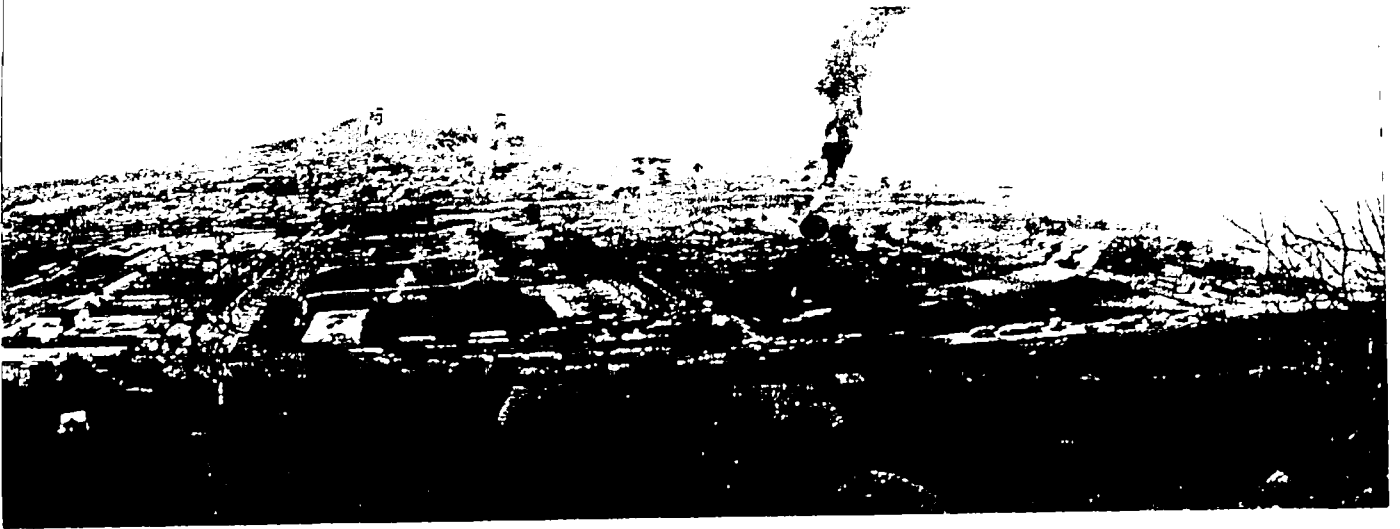
- M. René Centassis,
Directeur de l'AFP à Mexico.

Bien entendu nous sommes seul responsable du présent document, de ses insuffisances, aussi bien que de ses erreurs éventuelles.

Holocausto

ACIERTO 3 DICIEMBRE/84

Incredulidad ante la solidaridad de los mexicanos con las víctimas de la peor explosión de gas de la historia



Première Partie

ESSAI DE SYNTHÈSE PROVISOIRE

I. LE LIEU ET LE CONTEXTE

1. San Juan Ixhuatepec, banlieue nord de Mexico

Le contexte de l'événement, c'est la "ceinture de misère" très densément peuplée de la banlieue de Mexico - mégalopole de 17-18 millions d'habitants, confrontée en permanence à la démesure, la pauvreté, les contradictions, le risque quotidien, le risque majeur. (voir en annexe l'article du «Monde» sur Mexico).

L'aéroport international pris au piège dans l'agglomération, la vieille raffinerie d'Azcapotzalco au milieu d'un quartier d'un million d'habitants, les gazoducs du nord de la ville dans un état critique... la capitale mexicaine, qui forme le "District Fédéral", est le type même de système hyper-complexe appelant des études de sécurité.

San Juan Ixhuatepec, le quartier touché par la catastrophe, se trouve en bordure nord de la capitale, à une dizaine de kilomètres du centre de Mexico. Mais San Juan ne dépend pas, administrativement, du District Fédéral : elle se situe en effet sur le territoire de l'Etat de Mexico - doté de son propre Exécutif (capitale : Toluca).

Nous sommes à quelques centaines de mètres de l'autoroute Mexico-Pachuca, à trois kilomètres du terminus de la ligne de métro menant à Mexico (station Indios Verde). Le relief est marqué par plusieurs collines, au nord, à l'ouest et au sud : culminant à 2500-2700 m, elles dominent le lieu de quelques centaines de mètres.

2. Une accumulation de risques liés au gaz

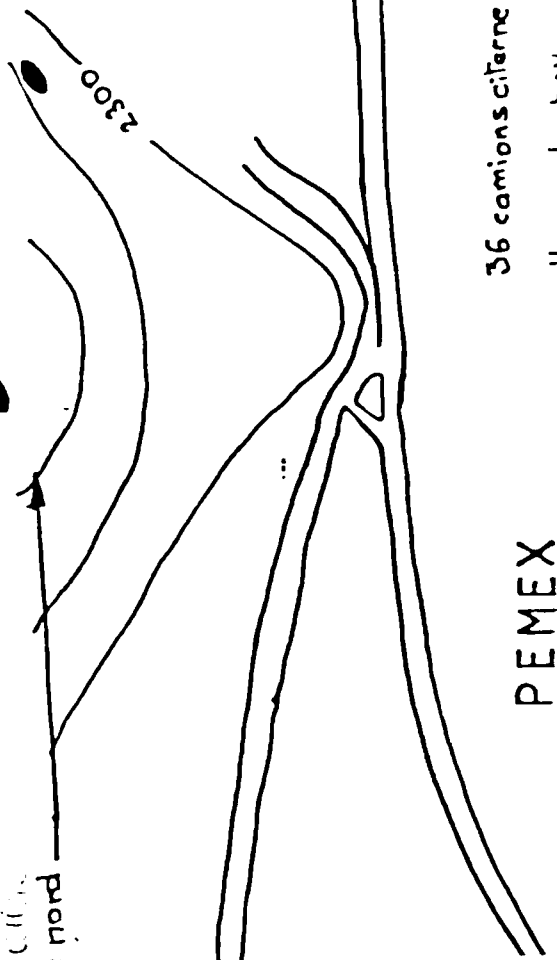
La zone industrielle de San Juan comprenait une demi-douzaine d'entreprises. La plus importante : le site de stockage de gaz (butane) de la compagnie nationale mexicaine Petroleos Mexicanos (Pemex).

Autour : des entreprises liées à la Pemex et spécialisées dans la distribution de gaz ; l'une de ces compagnies est Unigas, dont les installations seront touchées par le sinistre. Des responsables de la Pemex et certains officiels (Pemex est une entreprise publique) affirmeront immédiatement que le sinistre

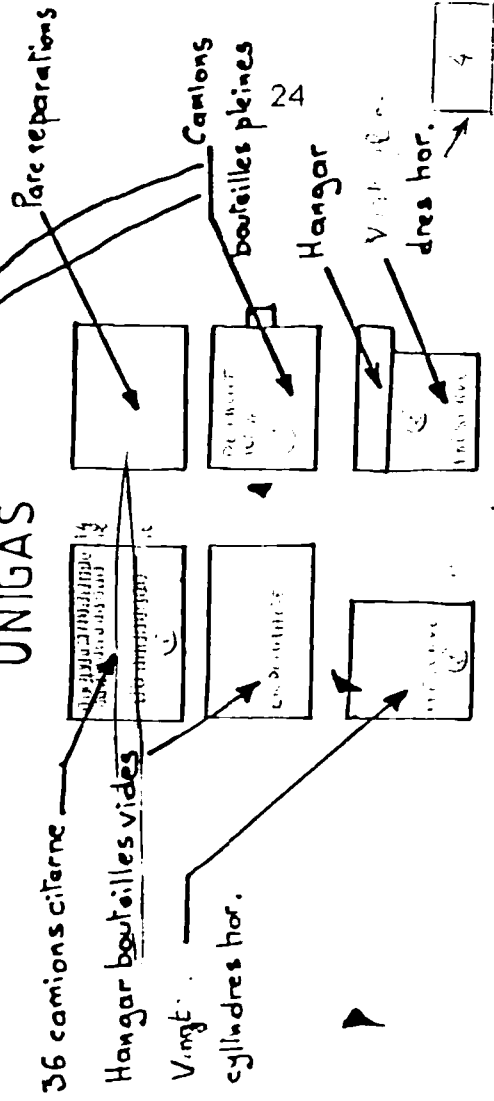
Cité
Nord

100 m

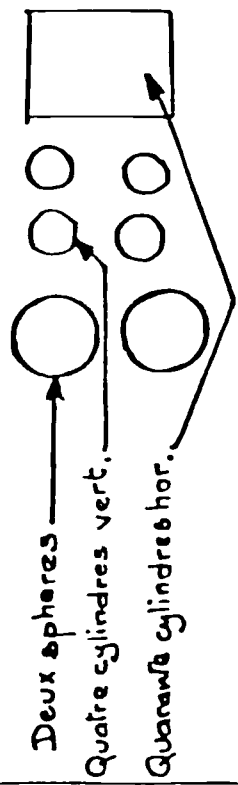
Partie nord de S. Juanico
Cylindre 47000 l projeté
Fragment cylindre vertical.



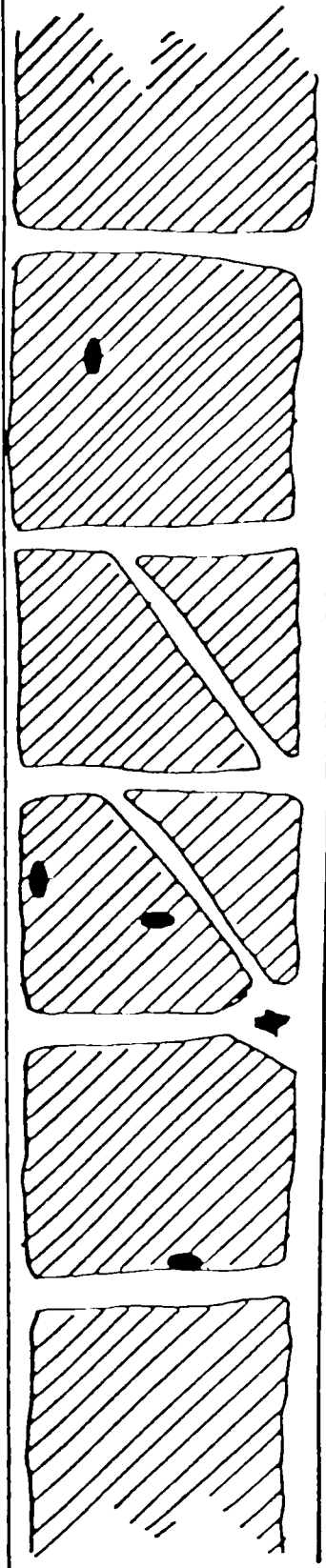
UNIGAS



PEMEX



Voie ferrée



a eu pour point de départ Unigas - ce qui a été infirmé depuis par les enquêtes officielles.

Il faut rappeler que le Mexique est un gros producteur d'hydrocarbures et que la Pemex jouit d'une grande puissance dans le pays. Mais cette position a pourtant été quelque peu entamée ces dernières années, en raison de la baisse des prix du pétrole.

Il convient de noter un autre point : l'utilisation très généralisée du gaz au Mexique, qui s'expliquerait notamment par des difficultés d'exportations vers les Etats-Unis. Cela ne se fait pas sans problèmes sérieux de la sécurité : utilisation de vieux réseaux de canalisation, circulation intense de camions-citerne et de camions de livraison de bouteilles de gaz dans Mexico, bouteilles à tous les étages des immeubles, etc.

1° Les installations de la Pemex

Selon le journal Ovaciones [21 novembre], le volume total de butane liquéfié stocké au début de l'incendie était de 80 000 barils (ce qui correspond au chiffre qui nous a été avancé : 12 millions de m³).

Toujours selon Ovaciones [21] *, ce gaz était réparti dans :

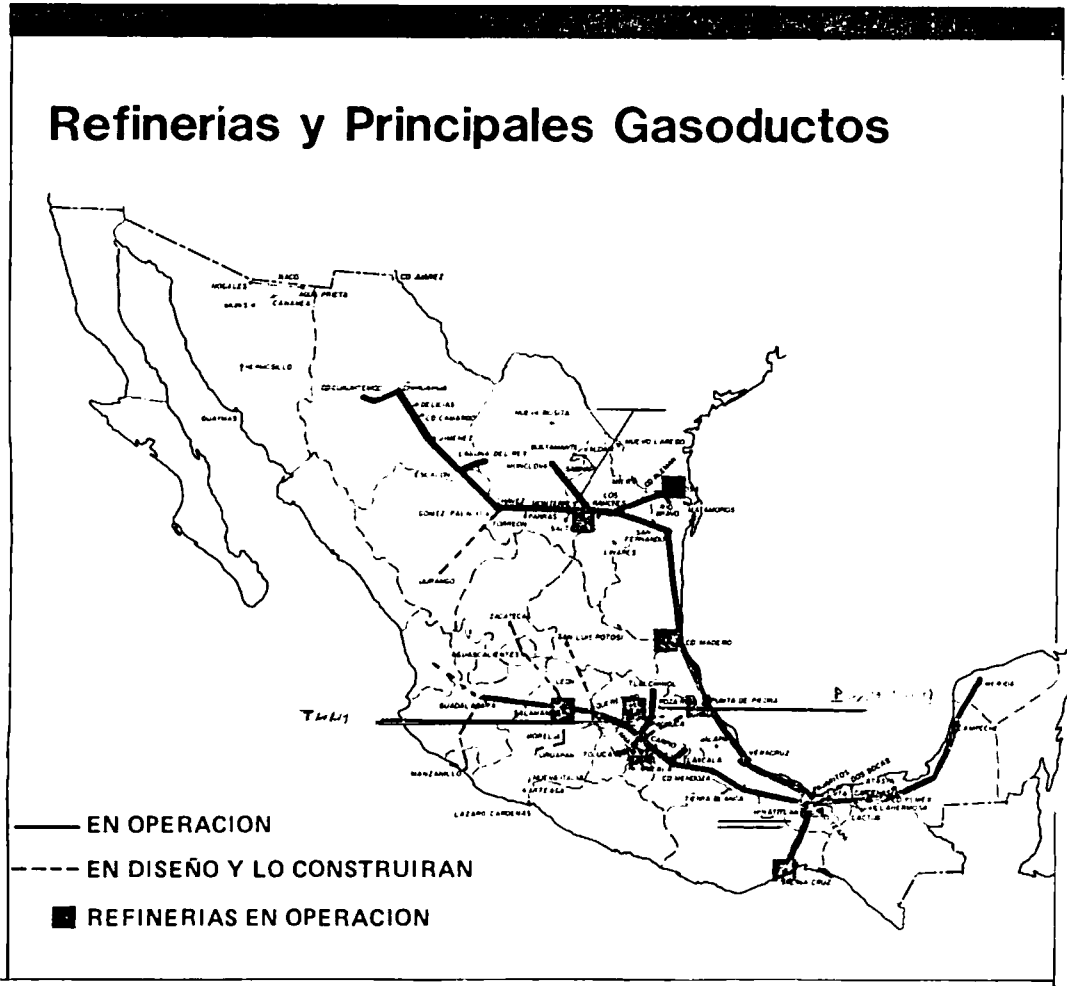
- 2 réservoirs sphériques de 15 000 barils (chacun) ;
- 4 réservoirs sphériques de 10 000 barils (chacun) ;
- 44 réservoirs cylindriques d'une capacité unitaire de 710 barils;
- 4 réservoirs cylindriques d'une capacité unitaire de 1300 barils.

L'installation était alimentée par 3 gazoducs :

- 1 gazoduc de 12 pouces d'une capacité de 80 000 barils-jour, reliant le site de stockage à la raffinerie de Minatitlan, au sud du pays (50% du débit allant à l'installation de Tula) ;
 - 1 gazoduc de 4 pouces amenant du gaz de la raffinerie de Poza Rica, sur la côte ouest ;
 - 1 gazoduc de 4 pouces reliant le site à la raffinerie d'Azcapotzalco.
- [Ovaciones, 21]

* **NOTE** : Dans la suite du texte, les numéros suivant les noms de journaux indiquent, sauf précision autre, le jour du mois de novembre 1984 où l'article a été publié (Ovaciones, 21 - Ovaciones, 21 novembre 1984).

Refinerías y Principales Gasoductos



1970

2° Les installations de Unigas

A 300 m. environ du site de Pemex, on trouvait les installations de la compagnie de distribution Unigas :

- Un ensemble de stockage, composé d'une quarantaine de cylindres identiques à ceux de Pemex et séparés entre eux par une distance inférieure à 3 mètres ; cet ensemble était doublé d'une installation similaire à 200 m. de là.
- Un parking de camions-citerne (de transport de gaz) : 36 véhicules chargés de gaz, prêts à la livraison, étaient rangés à moins de 2 mètres les uns des autres au moment du sinistre ;
- Un parking de camions de livraison de bouteilles de gaz, sur lequel il pouvait y avoir plusieurs dizaines de véhicules (environ 50 au moment du sinistre). Les bouteilles avaient été remplies pendant le week-end ; les véhicules étaient stationnés à moins de 2 mètres les uns des autres.

3° Une voie ferrée

Une ligne de chemin de fer traverse le site d'est en ouest, dans l'espace restant entre les réservoirs de stockage et les quartiers d'habitation.

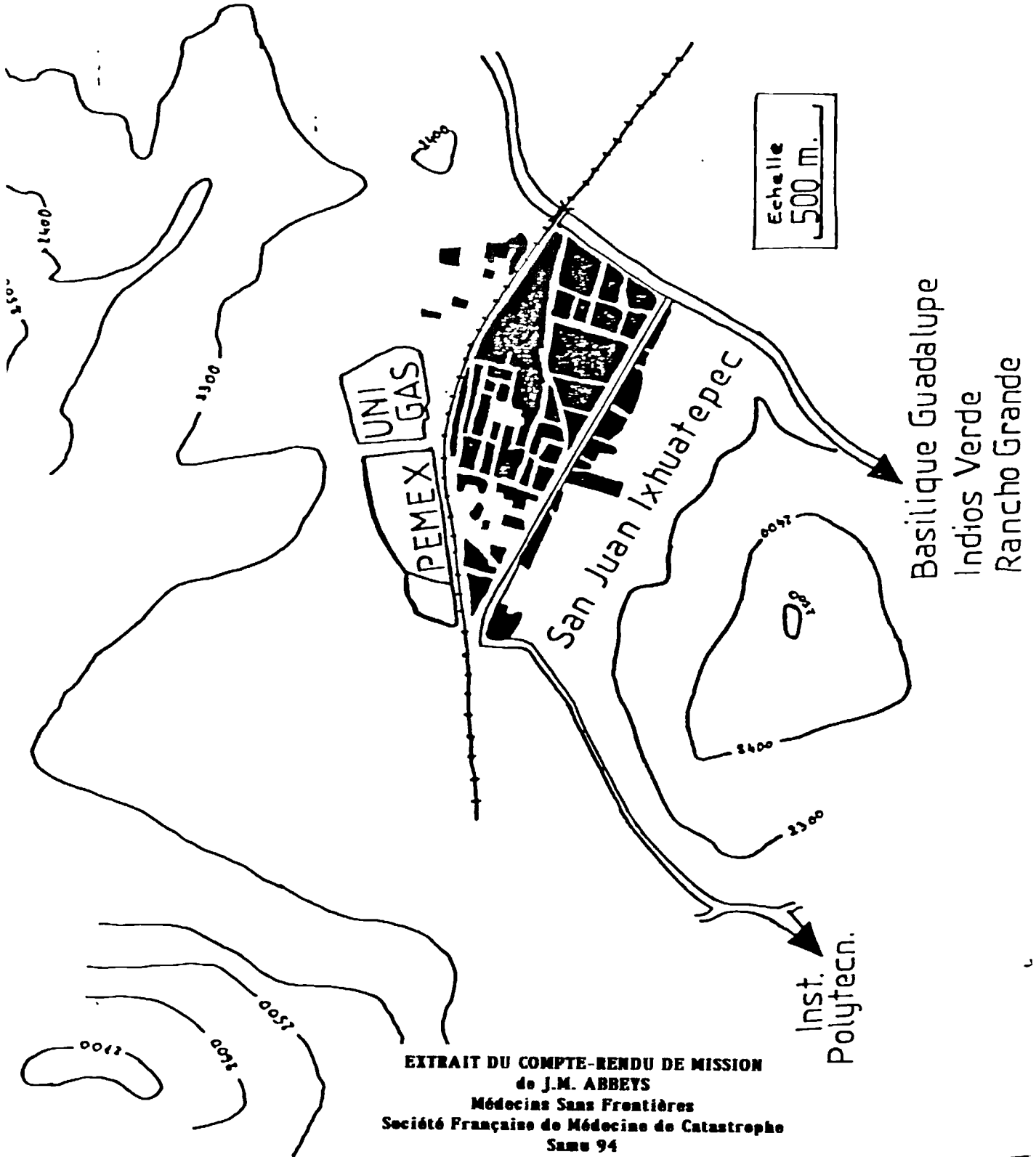
3 . L'absence de périmètre de sécurité

Les installations de stockage de gaz de la Pemex ont été implantées à proximité de l'agglomération de San Juan en 1961 : à cette époque la zone urbanisée ne s'étendait pas au-delà du Rio de Los Remedios.

Depuis, la ville a vu sa population augmenter considérablement : elle compterait aujourd'hui 25 000 habitants, l'ensemble urbain dans lequel elle s'insère regroupant plusieurs centaines de milliers de personnes. L'expansion démographique locale ne fait que refléter la situation générale prévalant à Mexico et s'explique par un exode rural extrêmement prononcé. On évalue à 2000 personnes par jour le mouvement de migration vers la capitale (entretien).

Ce facteur entre pour une bonne part dans quelques points importants du dossier :

- La proximité existant entre les installations industrielles et la ville : la faible distance d'éloignement respectée à l'origine entre le site industriel et les

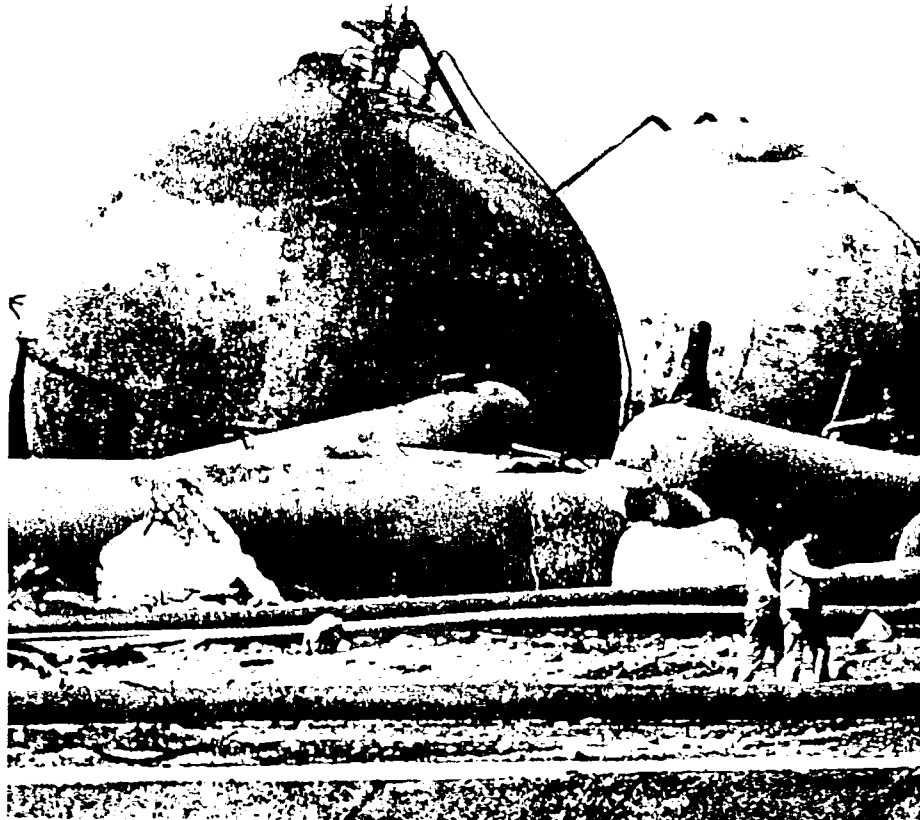


EXTRAIT DU COMPTE-RENDU DE MISSION
de J.M. ABBEYS
Médecins Sans Frontières
Société Française de Médecine de Catastrophe
Samu 94

premières habitations a bientôt été réduite à une séparation symbolique, inférieure à 100 m. (sans doute 70-80 m.).

La difficulté d'établir des bilans : en raison précisément des mouvements rapides de populations, on ne connaît pas avec précision le nombre d'habitants qui vivaient dans le quartier sinistré.

Ajoutons peut-être que la pauvreté des demeures, faites de tôles et de briques légères, ne pouvaient offrir de protection. Certes, devant la violence des phénomènes, il y aurait eu peu d'écrans efficaces ; mais on a tout de même noté (témoignage d'un médecin) que " beaucoup d'animaux ont survécu à l'incendie parce que leurs cages étaient dans des espaces protégés, comme entre des murs de ciment élevés " [The News, 22].



Bombas letales

11



Rastros de indolencia

II . LE SINISTRE

1. La conflagration

Le sinistre a été marqué par :

- Une dizaine d'explosions, la seconde ayant été la plus violente et la plus meurtrière : les gens étaient alors dans les rues, essayant de fuir après la première déflagration.
- Des flammes de plusieurs centaines de mètres de hauteur (1km. selon l'Excelsior [21]) provoquant un rayonnement thermique considérable. Sur les sites de stockage nous avons observé du béton recristallisé ; les vitres des camions de transport de bouteilles de gaz avaient fondu.

Outre les phénomènes de rayonnement général et les effets dus au vent (le côté nord, une colline non habitée, est beaucoup plus touché que le sud - fort heureusement -), les enquêteurs avec qui nous nous sommes entretenu s'interrogeaient sur le phénomène de "langue" de feu qui avait détruit sélectivement certains "couloirs" sur le site ; comme si les flammes avaient ainsi "fusé" sur 300 mètres dans telle direction, comme s'il s'agissait "d'axe de tir" selon l'expression d'un de nos accompagnateurs (visuellement c'était comme si des couloirs bien délimités avaient été passés au lance-flammes).

- Des projections imposantes à longue distance :
 - * de réservoirs cylindriques entiers (12 m. de long, 2,5 m. de diamètre, 4.5 cm. d'épaisseur), jusqu'à 300m., en pleine ville - comme nous l'avons indiqué sur la carte (□ p²⁶);
 - * de pièces volumineuses à plus de 600m., puisque l'une d'entre elles a été retrouvée à 1km. sur les hauteurs de la colline de Lomas (au nord de San Juan), qu'une autre encore a été repérée à 2km. [Excelsior, 21].
Il est aussi fait état de projections de pièces de plus d'une tonne et demie à 3km. [The News, 24]. Précisons que certains des points d'impact se trouvent séparés du site par telle ou telle colline.
- On a pu noter sur place que les quatres sphères "moyennes" avaient presque



ACIERTO 3/DICIEMBRE/84



100-01-010005

ACIERTO 3/DICIEMBRE/84



Unigas Partes intactas

complètement disparu : il ne restait que des décombres et des projections au loin. Les réservoirs cylindriques étaient quant à eux soit détruits, soit - au minimum - déplacé de leurs supports ; soit encore projetés. Les autres bâtiments de Pemex étaient bien évidemment en ruine totale.

Tout cela explique l'avis du journal l'Excelsior : " il ne sera pas possible de découvrir des corps sur le site : les victimes ont été transformées en poussière" [Excelsior, 21]. Le spectacle hallucinant qui s'offre au visiteur laisse peu de doute sur le bien fondé de cette observation : réservoirs anéantis, camions presque méconnaissables...

2. Des effets en chaîne

Il y a eu effets en chaîne sur le site de la Pemex entre les multiples réservoirs très proches les uns des autres. Mais il y a eu aussi effets en chaîne entre les installations de Pemex et celles d'Unigas :

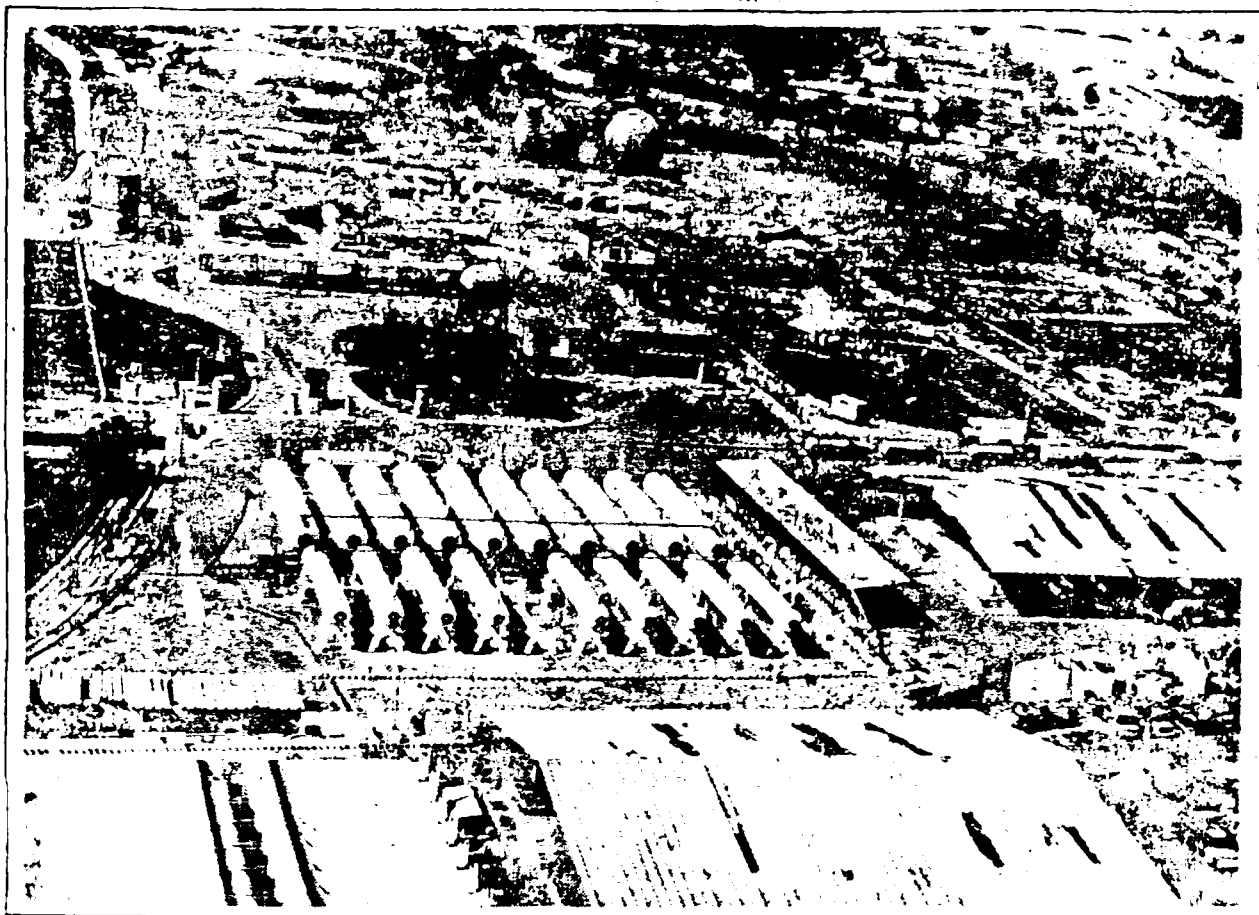
- Tout le parking de camions de bouteilles de gaz a été ravagé (on trouve près de ce parking des morceaux de réservoirs provenant de la Pemex).
- Le parking de camions-citerne, chez Unigas toujours, a été traversé par une "langue" de flammes qui est passée dans la voie centrale du parc de stationnement, détruisant l'avant de toute une rangée de camions.

3. "What If ?"

Qu'aurait-il pu se passer d'autre ?

- Les projections sur Unigas auraient pu être beaucoup plus graves : une pièce métallique tranchante et pesant plusieurs dizaines de kilogrammes s'est fichée en terre entre deux cylindres de la zone de stockage (n°2 sur la carte). Lorsque l'on observe l'écart existant entre chaque cylindre on se demande comment le morceau de réservoir a pu réussir à passer sans toucher l'un d'eux. Il y avait là, rappelons-le deux groupes de vingt réservoirs de 250 000 litres ; et , à 200 mètres, un stockage similaire.
- Dans le parc de stationnement de camions-citerne, on observe que l'avant d'une quinzaine de véhicules a été complètement détruit par une "langue" de feu comme on l'a dit : les réservoirs, eux, ont résisté. Ils étaient tous pleins. Plusieurs dizaines de camions-citernes auraient pu exploser.

Desolación en Ixhuatepec



"¡Gracias a Dios!", estos tanques de la compañía particular Unigas, no estallaron el lunes tras producirse la serie de estallidos porque de lo contrario, la tragedia hubiera sido de mayores consecuencias.

1980/05/22 11/9

Ajoutons tel autre détail : comme nous le fit observer un des spécialistes qui nous guidaient lors de notre visite du site, il y avait, à moins d'un mètre d'un des camions, une bouteille de gaz (que faisait-elle là ?) complètement calcinée: encore un détonnateur possible.

- De la même manière, on a pu craindre que d'autres installations gazières soient victimes des projections issues du site de Pemex, qui allaient dans toutes les directions.
- Mais l'interrogation la plus préoccupante s'est posée à propos du comportement des deux grosses sphères de stockage de la Pemex. Allaient-elles exploser, elles aussi ?

La question fut très sérieusement examinée par les experts le lundi entre 12h. et 13h. Deux attitudes furent étudiées :

- * les faire exploser préventivement de façon "contrôlée", pour éviter l'explosion non maîtrisée - qui aurait pu entraîner des projections très dangereuses à 2km de distance.
- * ne rien faire de tel, car ces explosions provoquées pouvaient faire exploser de nouveaux cylindres.

Le groupe d'experts - une vingtaine de personnes - décida de ne pas intervenir. Et finalement, le problème trouva une issue "heureuse" : des explosions internes limitées se produisirent dans les sphères, qui se déformèrent ; du gaz pu s'échapper et il y eut inflammation par le haut, sans explosion.

- La question des gazoducs se posa aussi, jusqu'à ce que les techniciens parviennent à les fermer.

4 . Les premiers effets sur la population

Du dossier de presse il ressort que :

- Les habitants, très nombreux dans chaque logement, ont été surpris dans leur sommeil ; beaucoup d'hommes étaient cependant déjà partis au travail (les temps de transport sont longs pour les habitants de San Juan).
- La première explosion a jeté des milliers de gens dans les rues ; la seconde a ensuite frappé.
- Plus meurtrière que le souffle, une onde thermique s'est propagée tuant sur son passage. Selon le Dr. Antonio Fraga directeur de l'hôpital La Raza : "Les victimes ont été prises dans une onde thermique qui allait s'amplifiant. Il y a

eu une explosion et ensuite une boule de feu qui consuma tout sur son chemin" [The News, 25].

- San Juan Ixhuatepec s'est transformé en "enfer" (selon l'image retenue par la presse : "le diable s'est levé tôt ce matin") : foules tentant de s'échapper, gens en flamme courant de toute part, vacarme assourdissant de l'incendie et des explosions, site de stockage transformé en un gigantesque brasier dégageant un rayonnement thermique insoutenable, projections de réservoirs...

5 . Les bilans (au 3 décembre)

Les bilans sont extrêmement discutés : moins de 500 morts pour les comptes officiels, beaucoup plus pour les journaux.

Le chiffre officiel des morts, dans la semaine de la catastrophe, était de moins de 400 ; le lundi 26 novembre, il était de 484 (selon The News du 27). Dans le rapport publié le 3 décembre par la Commission Interministérielle créée à la demande du Président de la République on trouve, on l'a dit, le chiffre de 452 morts.

On lit d'autres estimations dans la presse : plus de 1200 morts [El Universal, 25] ; "des résidents estiment ce chiffre à plus de 1000, certains disent 2000" [The News, 27].

Le problème des disparus a été très difficile. On a mis en place des centres d'information, la télévision a joué un grand rôle dans le repérage des personnes, un système informatique a été mis en oeuvre pour aider à ce travail. Mais bien des inconnues subsistaient et subistent sans doute encore.

Comme on l'a souligné précédemment on ne maîtrise guère les déplacements de population : Combien étaient présents ? Combien ont quitté la zone ? Combien ont été réduits en poussière ? Combien étaient déjà dans les entreprises pour prendre leur travail à 6 h. ? Y avait-il 6 personnes sur le site de la Pemex (plus un agent de sécurité) comme l'a affirmé l'entreprise ? ou 62 comme l'a déclaré le procureur de l'Etat de Mexico (Acierto, 3. XII.) ? ou 200 comme l'ont colporté certaines rumeurs ? (Entretiens).

Autres postes du bilan :

- 500 orphelins (il a fallu recueillir 1200 enfants perdus, dont 450 de moins de cinq ans qui ne connaissaient que leur prénom).

- 139 maisons détruites, plusieurs centaines endommagées.
- Une suspension de certaines livraisons de gaz, qui a occasionné, pendant quelques jours, l'arrêt de l'activité de plus de 50 entreprises employant plus de 10 000 personnes [The News, 24] ; qui s'est traduit aussi par des mouvements de spéculation sur le prix de distribution du gaz à domicile.



No todos los buscados aparecen en las listas



Al tener conocimiento de la fuga de gas de un cilindro de 47 mil litros, socorristas y médicos, así como trabajadores que se encontraban en San Juan Ixhuatpec, iniciaron la desbandada para ponerse a salvo. (Foto de Manuel Navarrete)

III . LES SECOURS ET L'ORGANISATION GENERALE DE LA REPLIQUE

1. Points de repère

- L'alerte aurait été donnée à 5 h. 50 par les employés de la Pemex, à la suite de la première explosion (entretien) ; selon un journal [Uno Mas Uno, 21], le premier appel aux pompiers eut lieu à 5 h.45 et il était anonyme.
- Les premiers pompiers seraient arrivées entre 5 h.55 et 6 h.10 (selon les sources) et auraient commencé à attaquer le feu dans des habitations encore très éloignées de l'aire de stockage de gaz. La seconde explosion, qui se produit entre 5 h.55 et 6 h.05 selon les sources, ne sera pas meurtrière pour ces tout premiers secours (provenant des localités voisines).
- A 6 h. 10 commence la réplique de grande envergure. L'armée met en oeuvre le plan général de secours à la population civile (plan DN-III-E). Elle met en place un cordon de sécurité.
- Les pompiers purent véritablement entrer en action vers 7 h. 30, après la sixième explosion [Uno Mas Uno, 21]. On comptera une dizaine d'explosions, se succédant jusqu'à 11 heures du matin.
- Des dizaines de milliers de personnes fuient la zone immédiate ; on ne saurait véritablement parler d'"évacuation". Il y a plutôt " des choqués qui vont raconter l'horreur partout alentour, une psychose collective, des foules qui fuient comme dans une guerre, et qui bloquent les deux seules routes de sortie" (entretien).
- Plus de 2000 policiers, 1500 pompiers, des dizaines d'ambulances, des organisations secouristes comme la Croix-Rouge ou "Rescate" (le service sanitaire de la police fédérale) vont bientôt s'activer sur les lieux.
- Les moyens mis en place permettent d'endiguer les flux, de favoriser un regroupement des blessés et des sans-abri. En quatre points principaux : un terrain de sport (Rancho Grande), la basilique de Guadalupe, l'Institut Polytechnique National, l'hôpital de Traumatologie (l'hôpital le plus proche).

Comme l'observe J. M. Abbeys (voir son rapport en annexe) : "Il faut

considérer que ces quatre points n'ont certainement pas été désigné volontairement, mais qu'ils correspondent à un afflux naturel des victimes vers des références connues."

Spécialiste de médecine de catastrophe, le Dr. Abbeys ajoute : au niveau de ces quatre pôles de regroupement "quelques soins ont été prodigués, mais il ne semble pas qu'un triage réel ait été effectué."

- Le métro a été largement utilisé : la station Indios Verde [terminus de ce qui correspondrait à un R.E.R.] menait directement à un hôpital (La Raza).
- Plus globalement, 200 à 250 000 personnes semblent s'être déplacées de la zone, prise au sens large (dans un rayon de 6 à 10 km.). [entretien].
- A San Juan, les pompiers semblent commencer à dominer quelque peu le sinistre vers midi. A 11 h. 50 le Secrétaire de la Protection Civile fait savoir au chef du District Fédéral que les pompiers contrôlent la situation [Uno Mas Uno, 21].

En réalité, comme on l'a dit, d'autres explosions sont encore possibles : celles des deux grosses sphères notamment. Les spécialistes de la Pemex le font savoir (selon le même journal).

La Jornada [22] rapporte qu'une nouvelle alerte eut lieu à 13 h. 30, lorsque se produisit une autre fuite de gaz : panique, cordon de sécurité renforcé.

- Le feu est circonscrit le soir du premier jour vers 20 h. On compte déjà au moins 272 victimes.
- Le lendemain à 10 h. les 10 000 "évacués" sont autorisés à regagner leur domicile (pour ceux d'entre eux qui en possèdent encore, tout au moins) ; dans un premier temps seuls les hommes sont autorisés à pénétrer dans la zone.
- Le lendemain, mardi 20 novembre, vers 18 h., le feu est déclaré éteint : la lutte a duré 36 heures.

2. L'intervention médicale

On se reportera pour ce point au rapport du Docteur Abbeys, en annexe.

3 . L'organisation de la réplique

L'action des autorités a été guidée par des préoccupations essentielles (d'après : entretiens)

a) Assurer l'ordre

Les services publics ont immédiatement veillé à assurer l'ordre : canaliser les foules, combattre les effets de la panique, empêcher les pillages (on a arrêté 27 personnes).

L'armée, dotée d'un plan d'intervention, a établi un cordon de surveillance autour de la zone. Sa présence avait d'abord une fonction de dissuasion.

Plusieurs barrages successifs ont été établis.

- Un large périmètre a été bouclé (police et armée), autour de San Juan, depuis l'autoroute Mexico-Pachuca.
- A l'intérieur, une seconde zone a été mise sous bonne garde et plus difficile à pénétrer (armée): celle du quartier le plus touché, proche du site.
- Le site lui-même faisait l'objet d'une interdiction d'accès extrêmement stricte, un laissez-passer officiel étant rigoureusement nécessaire (très sévère contrôle par des militaires en tenue de combat).
- Enfin, à l'intérieur du site industriel, les installations dévastées de la Pemex étaient sous contrôle d'accès encore renforcé (les appareils photographiques y étaient interdits).

b) Assurer la montée en puissance, le commandement et la coordination

Nous avons recueilli les observations suivantes (entretiens) :

- Il semble que le premier appel des employés de la Pemex (dont la plupart ont ensuite été tués par la seconde explosion) fit état d'incendie et d'explosion. La magnitude immédiate ou possible du sinistre n'était peut-être pas précisée. En arrivant à proximité, les pompiers se sont rendu compte que le sinistre était extrêmement grave.

- Le plan de secours DN III a été mis en application dans les 30 minutes comme on l'a vu.
- Le Gouverneur de l'Etat a été prévenu (nous n'avons pas pu connaître les heures, les cheminements d'informations, les messages). Il a anticipé : sans attendre que les problèmes s'accumulent, il a nommé un responsable, le Procureur Général de l'Etat, chargé de coordonner l'ensemble des opérations concernant les populations. La nomination est intervenue dans la demi-heure, à partir du moment où le Gouverneur a été mis au fait de la situation.
- Les responsables ont veillé à se déplacer : le coordonnateur a travaillé sur le site ; le Gouverneur y était tous les jours. L'articulation entre les différents services ne semble pas avoir posé de graves problèmes, du moins si on en croit tel officiel rencontré : "on était tellement épouvanté que cela faisait disparaître les frictions".
- On a veillé à assurer la meilleure coordination avec les autorités fédérales, impliquées à plusieurs titres : armée, police, pompiers, services de santé, tutelle industrielle (puisque Pemex relève d'une autorité fédérale, ce qui pouvait accroître sensiblement les difficultés), services sociaux... L'administration fédérale a respecté les prérogatives de l'Etat de Mexico. Le Président de la République lui-même, par ses interventions, a renforcé cette confiance.
- Il faut cependant préciser que le cas de l'Etat de Mexico était sans doute l'un des plus favorables pour un tel fonctionnement. Celui-ci, fort de 10 millions d'habitants, est bien pourvu en capacités administratives. Les autorités fédérales avaient des interlocuteurs régionaux dans les différents secteurs intéressés. Le Gouverneur de l'Etat de Mexico est un personnage important du pays - souvent promis à de hautes responsabilités.

Un des officiels régionaux rencontrés, nous le précisait : il existe des Etats où le fédéral aurait très vraisemblablement été contraint de prendre lui-même en charge le problème.

Note : cette expérience mexicaine et sa lecture tout en souplesse peut constituer un élément intéressant dans la discussion française, souvent passionnée et rigidifiée sur ce sujet des compétences territoriales et organisationnelles (voir les discussions à propos de l'article 101 de la loi sur la liberté des communes).

IV . L' INFORMATION

La presse mexicaine ayant de tout temps été assez contrôlée par l'Etat - qui, entre autre moyen de persuasion, possède le monopole de l'importation de papier -, on aurait pu s'attendre à une certaine inhibition de la part des médias. Cela fut le cas dans d'autres circonstances de catastrophe. Dans l'affaire qui nous préoccupe l'expression des médias ne semble pas avoir été bridée, tout au moins dans les jours ayant suivi la catastrophe, alors qu'aucune responsabilité précise ne pouvait encore être établie.

On notera qu'une direction générale de l'information fut mise sur pied pour répondre aux besoins des journalistes en très grand nombre (entretien).

Mais l'essentiel à retenir est le rôle crucial de la télévision, et plus particulièrement de la grande chaîne du pays : Televisa - chaîne privée, qui a de loin le plus fort taux d'écoute au Mexique et qui est aussi largement relayée par des stations des Etats-Unis.

On sait qu'en situation de catastrophe l'information passe surtout par la radio et la télévision, moins par la presse écrite - ceci en raison du rythme des événements. Dans le cas ici étudié, la règle fut radicalement observée puisque radio et télévision furent les seuls grands moyens d'information pendant deux jours : le 20 était jour de fête nationale, le 19 était un pont - il n'y eut pas de publications écrites pour ces deux journées. Les premiers journaux arrivèrent le mercredi matin 21 novembre.

Entre la radio et la télévision, l'avantage va généralement à la première, plus souple. Mais la télévision peut gagner en flexibilité si elle décide de "faire de la radio" en ne restant plus aussi tributaire de l'image : ce fut le cas ici. Et la conflagration de gaz, avec son côté spectaculaire, ne pouvait que servir la télévision.

Mais, au delà de ces considérations, Televisa bénéficiait d'atouts propres.

- Une grande capacité de décision et d'organisation tout d'abord, comme l'a

souligné le magazine Proceso [26] :

" Pendant que la 13^e chaîne [publique] essayait, par des efforts maladroits, de mettre sur le compte de l'émotion sa pauvreté en moyens personnels et matériels, la gravité des circonstances ont fait de Televisa le centre de coordination de l'information et un vecteur important de la solidarité".

- Une large crédibilité ensuite. Forte confiance dans la chaîne, ce qui n'était pas le cas du canal 13. Forte confiance dans la parole de ses journalistes, plus crédibles que bien d'autres intervenants. A ce propos le magazine Proceso [26] porte un jugement sévère :

" Le caractère familial, pour chaque foyer, des commentateurs de la télévision, contrastait avec l'anonymat des fonctionnaires qui, par ailleurs, ont gaspillé leur temps d'intervention en faisant l'apologie du Gouvernement. Les leaders syndicaux, quant à eux, ont trouvé là une tribune pour s'exprimer. Pendant ce temps, les téléspectateurs apportaient des informations sur les mécanismes d'aide ; on voyait la solidarité devenir réalité sur fond d'images de feu et de mort."

Televisa a montré des images qui ont répondu à l'attente habituelle d'information, et suscité un profond mouvement de solidarité.

Mais surtout, Televisa a donné en continu des informations précises et utiles, a établi des réseaux entre les gens. Ainsi par exemple : dans quel hôpital se rendre pour se faire soigner, et, à l'inverse où aller donner du sang ; quels dons fournir, où aller les déposer ; ici des gens perdus et recherchés, là, au contraire des groupes retrouvés vivants... La chaîne a joué un rôle de coordination - une fonction véritablement opérationnelle.

Un officiel rencontré se félicite de ce travail : la télévision et la radio donnaient beaucoup d'informations précises, en évitant les spéculations. Toutes les 5 minutes la télévision faisait le point sur les morts, les blessés, les disparus, les retrouvés, les centres d'aides médicale et sociale, les lieux où trouver de la nourriture, un toit... (entretien).

Il faut ajouter un élément capital à ces observations : les journalistes de Televisa qui étaient au travail (ou allaient le commencer) lorsque l'événement fut connu formaient une solide équipe, chargée d'une émission d'informations (nouvelles, météo, sport, reportages). Très connu, créé il y a treize ans, ce programme occupe les plages horaires 7 h.- 9 h. 30 et 9 h. 30 - 11 h. (la seconde partie étant relayée par de nombreuses chaînes des Etats-Unis). Il bénéficie d'une

très large audience. C'est une émission flexible, laissant une bonne marge d'improvisation.

L'équipe est dirigée par une des grandes figures des médias mexicains : Guillermo Ochoa, ayant beaucoup de "métier" (directeur de l'émission depuis 13 ans), capable d'une grande maîtrise face à une situation dramatique. Dans l'équipe également, Maria Victoria Llamas, figure bien connue des téléspectateurs, journaliste à l'émission depuis 9 ans.

Sur la réaction de Televisa à l'événement voici quelques précisions (entretien) :

- Tout a commencé par des dizaines d'appels téléphoniques à Televisa. Des gens affolés : "on a eu une bombe". 50 appels avaient déjà été reçus à 6 h.10.
- Une caméra étant toujours disponible, un cameraman est parti immédiatement "vers le nord". Il est arrivé avant la troisième explosion et a pu filmer.
- Maria V.Llamas partit à 7 h. 30 avec un autre journaliste (le délai s'expliquant par le temps mis à trouver d'autres caméras). Sa mission : filmer, donner des renseignements brefs, interroger le plus haut responsable sur le site et revenir tout de suite en studio ; le second journaliste devait rester sur place avec une unité mobile pour fournir de l'information en continu. Lorsque l'équipe arriva on parlait de 30 morts. Il était trop tard pour voir les nombreuses victimes. Il était trop tôt pour avoir des informations précises : c'est plutôt la confusion.
- Deux problèmes : la saturation des lignes téléphoniques, les énormes difficultés de circulation qui rendaient difficile le retour au studio. La police permit de résoudre ces problèmes : en fournissant une voiture radio, en ramenant la journaliste par hélicoptère.
- Cette coopération s'est prolongée : du matériel de télévision a pu être acheminé sur place par hélicoptère.
- Il y eut bientôt 7 équipes de Televisa sur l'événement : 4 sur le site lui même, et 3 autres dans les centres d'hébergement, écoles, églises, mairies...
- La télévision recevait et donnait des informations, jouait le rôle de centre de communication. Exemple : un autobus de ramassage scolaire avait disparu, et on craignait qu'il ait été touché par l'explosion ; demande de recherche ; quelqu'un d'autre appelle, le bus était retrouvé, sans problème ; diffusion de l'information.

- On a évité de s'apesantir sur des images d'horreur.
- Un tel travail est extrêmement éprouvant nerveusement. Il y a bien évidemment le choc du désastre. On ne peut non plus être totalement insensible (au moins rétrospectivement, lorsque le travail est terminé) aux risques physiques que l'on prend: risque lorsqu'on est à l'aplomb d'un gazoduc; lorsqu'on utilise l'hélicoptère dans des conditions atmosphériques aussi spéciales que celles régnant aux alentours d'un incendie aussi gigantesque...

Finalement Televisa réorganisa tous ses programmes de la journée. A 10 h. il fut décidé de prolonger l'émission d'information au delà de 11 h. jusqu'à 12 h. 30, heure à laquelle on pourrait faire le lien avec l'émission d'information qui débute ordinairement à 14 h. et que l'on décida de commencer à 12 h.30. Finalement, ce programme aussi fut prolongé : jusqu'à 16h. 30.

Televisa, le 19 novembre, aura de la sorte assuré près de dix heures de suivi ininterrompu de l'événement. Il y eut encore d'autres reportages en soirée, et la déclaration du Président de la République à 23 h. Le lendemain le programme 7 h. - 11 h. fut encore consacré au suivi de l'affaire, avec, comme la veille, synthèses générales à intervalles réguliers.

V . ACTES ET PAROLES DE HAUTS RESPONSABLES

On trouvera des comptes-rendus plus détaillés de ces déclarations dans le dossier de presse. Retenons ici encore les thèmes-clés de référence, par grands groupes d'acteurs.

1 . Le Président de la République

L'après-midi du premier jour le Président de la République a survolé la zone en hélicoptère et visité le centre civique de la localité d'Ecatepec transformé en centre d'hébergement. Il a adressé un message de condoléances aux victimes et remercié les citoyens pour leur solidarité.

Au soir du premier jour, à la télévision - et sur un ton de profond recueillement peu habituel dans la vie politique mexicaine (entretien) -, le Président de la République a parlé :

- De la tragédie, mais en évitant toutefois l'hyperbole : "sans doute parmi les grandes tragédies dont le Mexique a souffert ces dernières années" (et non : "la plus grande catastrophe industrielle de tous les temps").
- D'explosion, mais non du risque industriel en général ou des risques liés au gaz; a fortiori, le sigle de la compagnie nationale n'apparaît pas. Le moment est à la douleur, non aux questions.
- Des médias, qui "ont maintenu l'opinion publique informée de l'ampleur du désastre" : "Grâce à eux, depuis les premières heures de la matinée d'aujourd'hui, chacun a pu être informé de façon permanente de l'évolution de la tragédie."
- De l'appui apporté par le Gouvernement Fédéral à l'Etat de Mexico, de la coordination établie.
- De la solidarité profonde qui s'est manifestée, solidarité "de toutes les classes sociales, de toute la République," et qui représente un "phénomène dont nous

avons lieu d'être fiers."

- Du peuple du Mexique qui "a la capacité de répondre", qui "se tient aux côtés de ses frères tombés" et qui a des tâches concrètes à effectuer pour contrôler le péril et sauver ce qui peut l'être.
- De l'unité nationale : "Nous sommes unis dans la tragédie, dans l'effort, et la solidarité, comme nous l'avons démontré aujourd'hui."

Un discours donc où le tragique est racheté par la solidarité, la fraternité; où le désarroi est combattu par la fierté, la capacité à faire face, la désignation des tâches à accomplir ; où les lézardes creusées par le malheur ne font qu'appeler davantage le ciment de l'unité.

Par ailleurs, le Président a aussi donné des instructions pour que :

- les fêtes de l'anniversaire de la Révolution (se déroulant le 20 novembre) soient sobres ;
- soit mis en place un fonds de 4 milliards de pesos ;
- le Secrétaire du Gouvernement mette sur pied une commission inter-ministérielle ayant pour tâche d'étudier la situation actuelle des installations industrielles pouvant affecter la sécurité du public dans les zones urbaines du Mexique.

Le Président a aussi précisé qu'on ne reconstruirait pas l'usine à San Juan mais que l'on transformerait la zone en jardin public.

Par ailleurs, l'épouse du Président, en sa qualité de Présidente de l'organisme chargé de la famille (le DIF, Développement Intégral de la Famille) a porté aide aux victimes, et en particulier aux enfants - le DIF s'engageant à trouver des familles pour adopter les orphelins, ou à les prendre en charge lui même.

2 . Interventions ministérielles

A l'issue des cérémonies de commémoration de la Révolution, des ministres se sont exprimés depuis le Palais National. Les thèmes suivants ont été abordés .

1° Les causes du sinistre : sabotage ? Unigas ou Pemex ?

La question du sabotage est souvent posée par les journalistes. La réponse commune : il n'existe aucune indication permettant de retenir cette thèse. Le procureur général de la République précise qu'il faut attendre les résultats de l'enquête pour se prononcer, sur ce sujet comme sur les autres ; et que l'hypothèse de l'attentat fait partie de celles sur lesquelles travaillent les enquêteurs.

Dans cette ligne, des questions sont posées sur la violence au Mexique en général : faut-il voir un lien entre les nombreuses affaires qui ont rempli l'actualité ces derniers temps ? La réponse du procureur est nette : il ne faut faire aucun amalgame, la presse devrait veiller à la plus grande rigueur à ce sujet.

Sur le fait de savoir si l'événement initiateur est intervenu dans l'enceinte de Pemex ou dans celle d'Unigas (distributeur privé), la réponse est le plus souvent tout à fait claire - et elle anticipe d'ailleurs parfois la question - : le sinistre a débuté chez Unigas. Seul le Procureur Général précise qu'il faudra attendre les résultats de l'enquête pour se prononcer - mais il finit tout de même lui aussi par retenir plus ou moins la thèse de la non responsabilité de Pemex.

La question sera posée sans détour au ministre de l'Energie, des Mines et du Secteur Parapublique (SEMIP) : cherche-t-on à protéger Pemex ? La réponse : non, il n'est pas question de protéger qui que ce soit.

2° La question de la sécurité : l'industrie, Pemex, Mexico, Azcapotzalco

L'ensemble du spectre est balayé : la sécurité industrielle en général, la sécurité dans les installations de la Pemex, la sécurité de Mexico, celle de la raffinerie d'Azcapotzalco. Les réponses sont les suivantes :

- Azcapotzalco : la raffinerie a un haut niveau de sécurité, les normes de sécurité y sont très strictes, il n'y rentre que du personnel autorisé. On étudiera son transfert (le ministre de l'Energie, d'après Acierto du 3. XII)
- Mexico et ses installations de gaz : une évaluation générale est en cours avec l'aide de la Pemex.
- Mexico : "la ville a le droit de ne pas courir de risque" (le Ministre de l'Energie). Le procureur se voit franchement poser la question : la ville est-elle encore sous contrôle ? Réponse : la ville est sous le contrôle des autorités mais aussi

des citoyens, nous avons un haut degré de civisme ; nous sommes tous en train de pleurer un grand malheur.

- **Sécurité industrielle** : Les mesures de sécurité seront renforcées non seulement dans les installations de la Pemex mais dans toutes les usines pétrochimiques. Les nouvelles installations de gaz de la Pemex seront éloignées des centres de populations et protégées par des périmètres de sécurité.

La situation est délicate. Une lumière crue est jetée sur des dossiers bien évidemment extrêmement complexes, souvent mal maîtrisés : la sécurité de Mexico est à l'évidence un problème critique ; la raffinerie d'Azcapotzalco serait sans doute une installation nécessitant des études de sécurité approfondies, son déplacement est peut être à la fois indispensable (même après amélioration) et impossible vu son coût, etc.

Le désastre et ses centaines de morts peuvent mettre les responsables en position très difficile, les contraindre à prendre des engagements très lourds.

Dans les réponses on tente de rassurer, de montrer que des mesures nouvelles sont prises, de poser des principes, d'éviter de prendre des engagements trop précis.

Et on peut toujours avoir recours à des voies de dégagement qui reviennent comme leitmotiv : c'est prématuré, nous pleurons aujourd'hui des morts, la solidarité du peuple est magnifique...

3° Les capacités de réponses en matière de santé

Interrogé sur le thème : y a-t-il suffisamment de moyens pour prendre en charge les blessés, le Ministre de la Santé est affirmatif sur tous les points. C'est d'ailleurs même en raison des capacités dont le pays peut faire preuve que les propositions d'aide internationale ont pu être repoussées. L'Espagne, la France, les Etats-Unis, l'OMS ont été remerciés pour leurs offres.

3. Les dirigeants de la Pemex

Le Directeur Général de l'entreprise nationale a immédiatement déclaré que le feu avait démarré en dehors de l'usine de la Pemex, où tout était normal jusqu'à 6 h. du matin le 19 novembre.

A la question de savoir si la Pemex indemniserait les victimes, le Directeur Général a répondu que la Pemex escomptait bien être indemnisée pour les dommages subis par ses installations.

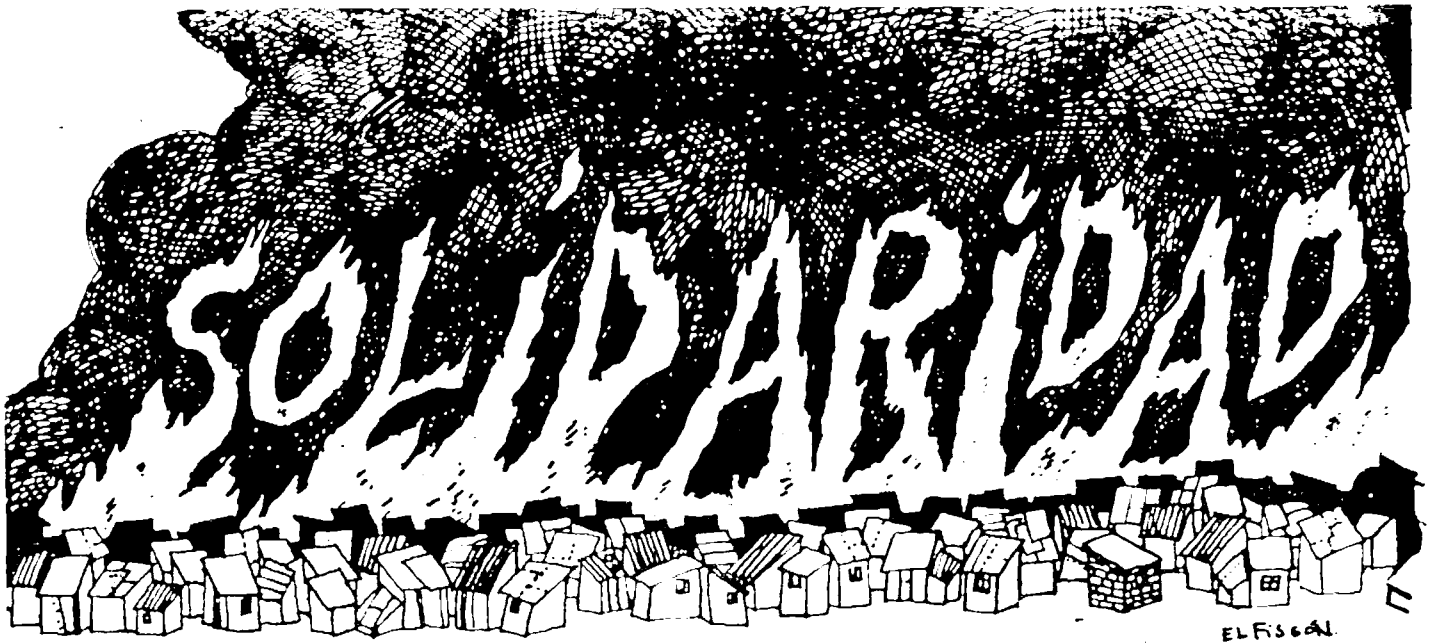
Il a encore été précisé que l'installation de San Juan ne serait pas reconstruite sur place et que la zone serait transformée en parc.

4. Le Gouverneur de l'Etat de Mexico

Le gouverneur a fait de nombreuses déclarations ayant pour thème l'aide concrète apportée aux victimes : centre d'information, organisation de la solidarité, relogement, aide à la reconstruction, etc. Et sur l'avenir du site : sa transformation en parc public.

Le samedi 24 novembre, il remettait solennellement les clés du premier lot de 45 maisons livrées aux habitants totalement sinistrés.

Conjointement avec le sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, il a aussi annoncé la création d'un groupe de travail qui travaillerait avec la Commission Interministérielle fédérale chargée d'étudier les situations pouvant conduire à des situations semblables "en raison de l'irresponsabilité de certaines entreprises". [The News, 24].



EL FISGAL

VI . LA DYNAMIQUE SOCIALE

1. Solidarité, fraternité

Une première réaction de fond enveloppe toute la scène : un élan général de solidarité, sorte d'état de grâce bannissant toute critique - elle apparaîtrait inconvenante. On pleure les morts, on soigne les blessés, on entoure les orphelins, on chante la vaillance du peuple mexicain, les héros - ces pompiers qui ont travaillé sous les flammes et dans les nappes de gaz.

Ce mouvement général, est décrit dans la presse ; comme on le verra ultérieurement, les points de réconfort et d'action sont notamment :

- l'efficacité des secours d'urgence ;
- les aides en tout genre ;
- la prise en charge des orphelins, des enfants de parents blessés ;
- le relogement des sans-abri ; la reconstruction ;
- les dons en provenance de l'étranger.

Le drame n'a pas et n'aura pas raison du peuple mexicain : telle est la réaction de fond traduite par la presse qui, aux dires des observateurs rencontrés, ne trahit pas la réalité.

Jetant un regard d'ensemble sur cette dynamique d'ensemble, La Jornada [22] voit dans ce profond mouvement de solidarité "une preuve des énormes réserves morales de notre pays".

2. Des lézardes : le retour à une réalité moins idyllique ; à une lecture plus lucide des faits

Au fil des jours la réalité apparut cependant plus contrastée. La vision de l'homme bon et fraternel laisse place à des constatations moins roses. Avec les jours, semble-t-il, des clivages reprennent leur place; le discours sur la solidarité est perçu quelque peu suspect (même s'il n'était pas dénué de fondement) ; le besoin collectif de se conforter dans une image positive s'estompe à mesure que

la situation est mieux maîtrisée ; des réalités peuvent être considérées.

Quelques lézardes apparaissent ainsi dans ce mouvement d'union nationale et de fraternité peu coutumières.

- Critiques sur l'aide reçue du gouvernement : " le peuple nous a aidé, pas le gouvernement".
- Rivalité dans le contrôle des dons.
- Détournements des dons - par des officiels, y compris par des policiers et des membres de la Croix-Rouge.
- Difficultés d'approvisionnement en gaz et spéculation.
- Recherche de responsabilité dans le désastre :
 - * Mise en cause de la bienveillance dont semble bénéficier la Pemex .
 - * Mise en cause de la Pemex : on cherche, on énumère les éléments qui permettent de penser que le désastre a bien eu pour origine les installations de la compagnie nationale : torchère de contrôle bien haute et sifflements inhabituels, le dimanche soir (pression de gaz élevée) ; torchère de sécurité éteinte à 3 h. du matin (échappement du gaz, conduisant à l'explosion, odeurs de gaz, expliquant, pour une part tout au moins, que des gens, aux dires de certains, aient quitté la zone avant le début du sinistre).
 - * Discussion des antécédents que l'on n'a jamais pu faire valoir pour obtenir des garanties de sécurité : explosion en mars ; explosion en août. Idée que des "gens humbles" ne peuvent avoir mot à dire. Une délégation s'est ainsi vu répondre que "tout était sous contrôle".
- Mises en cause des déclarations du directeur général de la Pemex qui a accusé Unigas.
- Mises en cause des bilans officiels, du chiffre donné par la Pemex sur le nombre d'employés présents au moment du sinistre.
- Exigence d'indemnisation immédiate (3 milliards de pesos).
- Dénonciation des responsabilités en matière d'occupation des sols.

- Manifestation locale, dirigée contre la Pemex ; on exige que l'entreprise :
 - * paye,
 - * n'échappe pas à ses responsabilités,
 - * évacue immédiatement ses installations de gaz situées en zones métropolitaines.

- Protestations "dans tout le pays" contre les installations dangereuses, plusieurs manifestations.

- Demandes faites à des entreprises gazières, par des autorités municipales et des Chambres de Commerce, pour qu'elles se réinstallent dans des endroits où elles ne menaceraient pas la sécurité des populations.

- Demandes pour le déplacement de la raffinerie d'Azcapotzalco, exprimées par des représentants de partis politiques (PRI au pouvoir, Démocratie Mexicaine).

- Dénonciations des risques liés aux vieilles conduites de gaz traversant la partie nord de Mexico.

VII. CRITIQUES FONDAMENTALES EXPRIMEES PAR LA PRESSE

Dans des éditoriaux ou des "dossiers" plus complets que ne le sont les articles publiés au jour le jour, les organes de presse abordent deux des questions de fond qui se posent en situation post-accidentelle :

- Le système global qui a produit la catastrophe.
- La sécurité des systèmes désignés directement ou indirectement par l'évènement.

L'examen de la presse est souvent très sévère sur ces points. On trouvera les textes correspondants au chapitre du dossier de presse. Donnons ici seulement les thèmes mis en avant.

1. La construction du désastre

1. Les pratiques au regard de la sécurité

Des attaques et accusations sont portées, sur de nombreux points, à l'encontre de nombreux acteurs- la Pemex au premier chef.

- Des mesures de prévention insuffisantes : jusqu'à l'absence même de plans pour l'installation de San Juan, l'arrêt des mesures d'entretien (Proceso [26]).
- Des problèmes de conception : l'approvisionnement d'Unigas à partir de Pemex était faite "de façon très dangereuse" (pompage effectué directement à partir d'une dérivation des sphères, à la même pression que celle du gazoduc - Proceso [26] citant un vieil employé de Pemex).
- La corruption : allant par exemple jusqu'à l'installation d'un by-pass permettant de fournir du gaz aux distributeurs à partir du stockage de la Pemex sans que la manipulation soit enregistrée (Proceso [26]).
- Le laxisme de l'Etat : dès lors qu'être fonctionnaire signifie avoir l'impunité ; "l'agent signe, ses supérieurs approuvent sans savoir mais aussi sans ignorer"

(Proceso [26]).

- L'incohérence du contrôle : "un Secrétariat au Commerce qui est dur quand cela lui convient et brutalement extraordinairement laxiste" (Por Esto, 19 XII).
- L'ignorance des accidents précurseurs : une délégation locale s'était inquiétée après les accidents précédents ; réponse obtenue : "tout est sous contrôle"; on chercha à étouffer l'affaire (Alarma, n° 1127).
- Des politiques de firmes qui ne font pas grand cas de la sécurité ; Pemex est particulièrement critiquée à cet égard.

2° Des problèmes de Société

- L'exode rural et les ceintures de misère : échec du développement.
- L'occupation des sols : entre le besoin de sols pour vivre, le souhait de produire sans coûts trop élevés, la spéculation, la recherche de profits rapides...

3° Des mécanismes globaux : une "logique du désastre"

Au delà de ces points particuliers, les journaux soulignent le caractère cumulatif de tous ces facteurs, les logiques de fond dans lesquels ils s'inscrivent.

La Jornada [21] parle "de logique de production et de développement urbain" pour ne pas séparer les problèmes industriels des problèmes de Société.

The News [27] souligne que "les tentatives pour jeter un blâme immédiat se révèlent un exercice aussi stérile que futile" ; "la responsabilité a été cumulative et longue à se construire".

Proceso [26] s'en prend au capitalisme et parle du "paradis de l'irresponsabilité", de la résignation : " il n'y a pas de moyens, les circonstances sont plus fortes que nous, la vague démographique nous submerge" ; "des gens arrivent et s'installent : pourquoi les déloger puisque d'autres viendront ?"

2 . La sécurité du système à considérer - la mégalopole de Mexico

- Azcapotzalco : une poudrière ... mais un coût énorme si on veut la déplacer : The News [27] cite un chiffre calculé il y a une dizaine d'années : 600 milliards de pesos.
- Les gazoducs : "un champ de mine"; de vieux tuyaux, des plans très insuffisants ou inexistant, des fuites..."Autrement dit Pemex ignore où se trouvent ces véritables mines enfouies sous les pieds des habitants de la zone nord du District Fédéral" [Proceso,26].

Les critiques sont nombreuses, sévères. Mais le plus dur dans ces écrits est la tonalité générale du discours : il reste quelque énergie pour dénoncer, il ne semble plus toujours y en avoir pour espérer.

Les lignes suivantes sont significatives de ce mouvement :

- "Le mépris administratif pour le risque encouru tous les jours par la population, la conviction que le progrès rend vaine toute tentative d'opposition aux volontés de la Pemex, les protestations entendues seulement lorsqu'elles sont posthumes sont la règle.
Les fonctionnaires déclarent : "pour nous, le plus important est d'aider les victimes et non de déterminer les responsabilités". Mais pour nous, le plus important est que la protection ne commence pas le lendemain des enterrements" [Proceso, 26].
- "Cette absence de prévention nous oblige à un jugement critique. Dans les premières heures, les fonctionnaires insistèrent sur la capacité d'aide du Gouvernement Fédéral (c'était leur devoir et ils s'en sont très bien acquitté) , et sur l'aide populaire impressionnante. Mais dans les jours qui suivirent, l'autre geste envers les victimes - celui de reconnaître les erreurs - n'a pas même été ébauché" [Proceso,26].
- "Le Gouvernement, comme à l'accoutumée, ne fera pas grand chose. Il attendra que le temps calme les esprits et que tout tombe dans l'oubli. Depuis quatre ans les autorités n'ont tenu aucun compte des avertissements reçus." [Proceso, 26].

The News [27] rappelle pour sa part qu'au début du mois d'octobre il avait publié un éditorial intitulé : " Exodus ou Hara-Kiri urbain " : "un éditorial examinant des raisons pour lesquelles ont tourné court tant de programmes si bien intentionnés (et pour certains d'entre eux applicables) devant permettre de désamorcer notre bombe métropolitaine de 17-18 millions d'habitants".

C'est bien toute cette complexité que devront prendre en charge les études de sécurité de l'avenir sur les grands systèmes urbains.

The News laisse la voie ouverte en indiquant que la catastrophe du 19 novembre 1984 insufflera peut-être de nouvelles énergies : "Ixhuatepec peut obliger à d'autres décisions politiques plus "dures", de nature plus immédiate... comme la création de polygones de sécurité de taille suffisante autour des installations à haut risque."

VIII . EPILOGUE (provisoire)

Comme il a été indiqué précédemment, deux rapports d'enquête ont été publiés (au moins partiellement) à ce jour : celui de la Commission Interministérielle, le 3 décembre 1984 ; celui de Procuraduria General de la Republica, le 21 décembre. Ces textes et de nouvelles publications de presse (peu nombreuses cependant) permettent de faire un nouveau point (début 1985).

1. La responsabilité de Pemex

Reprenant le rapport des services du Procureur Général de la République, l'Exelsior du 23 décembre 1984 indique :

- La destruction totale du site et la mort de la plupart des employés a privé les enquêteurs de données, mais suffisamment d'éléments ont pu être rassemblés pour qu'il soit possible de se former une opinion sur l'accident.
- L'incendie a commencé dans les installations de la Pemex.
- Le sinistre a eu pour origine une fuite massive de gaz au niveau de la torchère ; les réservoirs cylindriques horizontaux ont été les premiers à exploser.
- Le chiffre officiel des morts est de 490.
- La Pemex a remis aux experts chargés de l'enquête un dossier relatif au fonctionnement normal de l'installation. Ces derniers sont parvenus à la conclusion que l'accident n'a pas eu pour origine un problème de maintenance.
- La Pemex a fait savoir, le 22 décembre, qu'elle assumerait la responsabilité civile et morale de la catastrophe et qu'elle paierait les dommages occasionnés.
- 431 plaintes pour dommages matériels ont été enregistrées. Les demandes d'indemnisation varient entre 3000 pesos et 25 millions de pesos. La législation du travail servira de base pour le calcul des sommes qui seront versées. Le montant des dommages dépasse 457 millions de pesos.

2. De vives critiques

1° Un rapport du Comité d'Hygiène et de Sécurité de Pemex

El Universal fait état d'un rapport élaboré par la Commission Mixte d'Hygiène et de Sécurité de Pemex et portant sur le fonctionnement de l'installation de San Juan. Ce rapport est en date du 17 septembre 1984 et, selon le journal, l'Etat de Mexico l'a repris à son compte.

La maintenance de l'installation de Pemex est critiquée sur de nombreux points :

- Il manquait une valve de sécurité sur le gazoduc Poza Rica - Mexico.
- Environ 25 % des manomètres des réservoirs cylindriques étaient en mauvais état.
- Le manomètre du gazoduc Minatitlan - Mexico donnait des indications erronées.
- Les dispositifs de sécurité sur les cylindres étaient en mauvais état.
- Un graissage général était nécessaire.
- Le dispositif automatique de lutte contre l'incendie n'était pas entièrement installé.
- 25 % des tuyaux de remplissage et 75 % des systèmes d'accouplement étaient en mauvais état.
- La surface herborisée autour de l'installation était insuffisante : il fallait l'accroître de 25 %.
- Il fallait débarrasser le site de tous les rebuts qui s'y trouvait : ferrailles, poussières, émerie, etc.

Le 5 novembre, soit 14 jours avant la tragédie, la même Commission ajoutait :

- Il manquait d'éclairage dans les parties nord et sud de l'installation.
- Il fallait accroître de 50 % la surface arborisée.
- Les camions-citerne en réparation devraient être éloignés.
- Il y avait des ordures dans les zones où se faisait le remplissage des camions-citerne.

2° Des attaques, de graves accusations

Conservant son style particulièrement critique, Proceso (24 décembre) rend compte d'exigences et de rumeurs tendant à montrer que le temps de l'"état de grâce" post-accidentel est vraiment révolu :

- Les habitants de la zone exigent une reconstruction sur place de leur logement; ils s'opposent à toute migration. Ils exigent le départ de toutes les usines dangereuses.
- Ils mettent en cause le bilan officiel des morts et demandent que le nombre des décédés soit déterminé en prenant en compte les témoignages des familles.
- Ils exigent une indemnisation juste pour toutes les familles des disparus. Comme le stipule la législation, l'indemnisation pour un mort ne devrait pas être inférieure à 3,5 millions de pesos - sans réduction possible, pour quelque motif que ce soit.
- Ils demandent qu'un document officiel soit établi au profit des victimes, cette reconnaissance leur permettant de recevoir tous les soins voulus - médicaux et psychologiques. En plus, ils demandent que tous les brûlés aient droit à un traitement de chirurgie plastique.
- Au cours d'assemblées qui se sont tenues les dimanches 9 et 16 décembre, et qui ont réuni plusieurs centaines de personnes, des plaintes ont été exprimées au sujet de l'aide publique : les distributions n'ont pas atteint la grande majorité des victimes ; certains ont seulement reçu quelques vêtements vieux, sales, ne pouvant pas servir.
- Les victimes exigent que les autorités présentent un rapport complet de toute l'aide reçue ; et que ce soit la population elle-même qui administre ces biens.

- Pour ceux qui se sont rendus coupables de malversations, ils exigent des condamnations.
- Ils protestent contre l'utilisation politique qui est faite de la tragédie.
- Plus grave, toujours selon Proceso (24 décembre), on dénonce la répression dont auraient été victimes certains leaders locaux à la suite de la manifestation du 25 novembre.

Deuxième Partie

ETUDE DU DOSSIER DE PRESSE

I. ELEMENTS DE CHRONOLOGIE

LUNDI 19 NOVEMBRE

5 h. 35 :

- Grande explosion ; champignon de feu ; onde de choc enregistrée jusqu'à 50km par les instruments de l'Institut de sismologie. Des milliers de logements et des centaines de fabriques situées dans un rayon de 1 km détruits [La Jornada, 21].
- Rugissement semblable au bruit d'un gros porteur au décollage, suivi d'une énorme explosion ressentie dans toute la partie nord de Mexico [The News, 21].

5 h. 40 :

- A 5 h. 40 mn. et 1 seconde l'oscillographe sismologique de l'Institut de géophysique, sur le campus universitaire, détectait un tremblement de terre dont l'épicentre était situé à 20 km. au nord, en un point se situant entre les deux municipalités de Tlanepantla et San Cristobal Ecatepec.

Gustavo Gonzalez Lopez arrive à ce moment là chez lui, à Nezahualcoyoti : il a vu quelque chose de plus grand qu'un éclair, comme une boule de feu qui s'élevait au nord, à quelque 20 km. de là. Quelques secondes après, il entendait un bruit d'explosion.

Jud't Valenzuela, auxiliaire de rédaction au journal "Uno Mas Uno" dormait dans sa chambre de l'unité d'habitation CTM, à San Juan Ixhuatepec. Elle s'est souvenue plus tard "avoir vu le ciel s'illuminer de rouge. J'ai vu une brillance extrême et une immense flamme qui s'élevait devant mes yeux à perte de vue. Après est survenue une formidable explosion et une colonne de fumée noire s'est élevée prenant la forme d'un champignon géant [Uno Mas Uno, 21].

- Milliers de femmes, hommes et enfants sortent en courant de leurs

habitations. La zone est illuminée par le champignon de feu. Les flammes commencent à se répandre. Les gens courent et hurlent de douleur, cherchent refuge loin du sinistre [La Jornada, 21].

5 h. 45 :

- Le téléphone sonne à la caserne de pompiers de Fray Servando Teresa de Mier dans la ville de Mexico. C'est le premier appel anonyme de demande de secours. Quelques secondes après les appels arrivent à une quinzaine de casernes des environs [Uno Mas Uno, 21]
- On commence à entendre le bruit des sirènes. Des fleuves de gens descendent de leur quartier jusqu'à la route. Ils courent, ils pleurent, ils meurent calcinés [La Jornada,21].

5 h. 55 :

- Arrivent les premières voitures de pompiers, les ambulances. Tout n'est qu'un gigantesque incendie [La Jornada, 21].

6 h. 00 :

- Il s'agit déjà d'une énorme catastrophe. Toute une ville est détruite : San Juan Ixhuatepec. Village agricole jusqu'au début du siècle, San Juan compte plus de 200 000 habitants aujourd'hui : des chômeurs, des smicards, des sous-employés ; des habitants de maisons misérables... à proximité immédiate du stockage de gaz.
Huit explosions de gaz en ont fini avec la ville en trente minutes [La Jordana, 21].

6 h. 05 :

- Survient une seconde explosion qui surprend des milliers de personnes : beaucoup périront carbonisés dans les rues. Des réservoirs sont projetés jusqu'à 500 m. [Ovaciones, 21].
- C'est la seconde explosion qui a été à l'origine des projections de moceaux de réservoirs de gaz. A ce moment on dispose du témoignage des journalistes.

C'est alors que le nombre des victimes a cru considérablement, selon les témoignages ; le plus grand nombre de victimes était à l'extérieur. Au moins 3 réservoirs, 1 sphérique et 2 cylindriques de grande dimension ont été projetés jusqu'à 1 km. de distance, détruisant plusieurs maisons et une tour qui, en s'écroulant, a détruit elle-même des habitations [Acierto, 3 décembre].

6 h. 10 :

- Le général Juan Arévalo Gardoqui, Secrétaire de la Défense Nationale, qui est à son domicile, ordonne la mise en oeuvre du plan DN-III-E de secours à la population civile en cas de catastrophe. L'hôpital central militaire reçoit l'ordre d'ouvrir ses portes à tous les blessés [Uno Mas Uno, 21].
- L'armée arrive sur les lieux. Les soldats, équipés de masques à gaz, bouclent la zone pour prévenir les pillages et canaliser les populations. Les gens continuent à courir en tout sens. La police ferme l'autoroute Mexico-Pachuca. Des pompiers des alentours arrivent et commencent à attaquer le feu dans des habitations situées à 1 km de l'usine de gaz : il n'est pas question d'avancer plus car on craint de nouvelles explosions. Plus de 2000 policiers tentent de contrôler l'hystérie collective. Les secouristes s'occupent des blessés les plus graves, mettent de côté des dizaines de morts et déblaient les décombres. La fumée, très noire, recouvre la zone ; une puissante odeur de gaz et un bruit aussi fort que celui de plusieurs jets décollant simultanément accroissent l'hystérie [La Jordana, 21].
- A partir de 6 h. du matin le Général Gardoqui a mis en oeuvre le plan DN-III sur instruction présidentielle. L'armée a établi un cordon de 1, 5 km. de périmètre autour des installations. C'était la seule façon d'assurer l'efficacité de l'évacuation des victimes et de gérer l'afflux des dizaines d'ambulances et de camions de pompiers qui se concentraient à San Juan. On a compté jusqu' à 1500 pompiers du district fédéral et des municipalités voisines, auxquels il faut ajouter les équipes de secours de la Croix-Rouge et d'autres institutions. La Pemex a mis en action ses équipes de lutte contre l'incendie et ses experts. [Acierto, 3 décembre]

6 h. 14 :

- Des journalistes, des photographes sont sur place pour la deuxième explosion, plus forte que la première. Le champignon de feu s'amplifie, atteint plusieurs quartiers proches de la station de stockage de Pemex. Puis la colonne couleur

orange monte jusqu'à 500 m. de haut et calcine maisons, humains, animaux. Les réservoirs de gaz volent en éclat [Uno Mas Uno, 21].

6 h. 15 :

- Des milliers de sinistrés cherchent refuge aux alentours de Chiquihuite et de Vicente Guerrero. Beaucoup souffrent de très graves brûlures [Uno Mas Uno, 21]

6 h. 17 :

- A la station de métro Indios Verde commencent à arriver des centaines de gens à la recherche d'aide [Uno Mas Uno, 21]

6 h. 47 :

- Une troisième explosion survient, d'une intensité moindre que les précédentes. Elle ne fait pas de victimes ; les villages de la zone sont en train d'être évacués par l'armée. Des conduites de gaz continuent d'éclater malgré la fermeture par la Pemex des quatre gazoducs alimentant les deux stockages intéressés [Uno Mas Uno, 21].

6 h. 59 :

- Une quatrième explosion se fait sentir, l'onde sonore étant perçue à 35 km. de là. Les pompiers ne sont pas encore entrés dans la zone incendiée [Uno Mas Uno, 21].

7 h. 00 :

- Le terrible sinistre paraît incontrôlable. La télévision commence à donner des informations : 80 000 m³ de gaz de la Pemex ont brûlé ; on parle de centaines de morts, de milliers de blessés, de dizaines de maisons détruites. 2 minutes après la diffusion des informations toute la ville commence à apporter de l'aide (vivres,...), médecins et infirmiers s'offrent pour aller s'occuper des blessés.

Les gens courent pour se sauver. Des groupes de volontaires se forment pour aider les sinistrés. Des centaines de personnes, dans des voitures particulières, transportent des blessés sur les hôpitaux et les postes de

secours. On aide comme on peut avec ce que l'on a à sa disposition. Dans les hôpitaux (La Magdanela de las Salinas, La Raza, La Villa) on s'occupe des blessés jusque dans les couloirs [La Jordana, 21].

- Les informations sur le sinistre ne parvinrent pas avant 7 h. aux citadins de Mexico, avec le premier journal télévisé du matin dirigé par Guillermo Ochoa, qui demanda des dons et en particulier du sang. Mais les nouvelles trouvèrent des voies plus rapides pour frapper les faubourgs du nord de la capitale : des milliers de personnes couraient vers la station de métro Indian Verde , d'autres couraient au hasard [The News, 21].

7 h. 01 :

- Cinquième explosion. Les réservoirs de gaz continuent d'exploser et les flammes des deux premières explosions continuent d'alimenter le gigantesque brasier [Uno Mas Uno, 21].

7 h. 31 :

- Sixième explosion, à la suite de laquelle les pompiers peuvent entrer en action. Ensuite des détonations mineures se succèdent à intervalles d'environ 30 minutes. La dernière interviendra vers 11 heures du matin [Uno Mas Uno, 21].

8 h. 00 :

- Les cloches de tous les villages des environs de San Juan Ixhuatepec sonnent sans interruption. Dans une zone dévastée d'un rayon de 2 km. les pompiers luttent pour que le feu ne se propage pas. Il y a encore des dépôts de gaz qui n'ont pas explosé [Uno Mas Uno, 21].
- Des hélicoptères de la police et de la Pemex transportent les blessés graves à l'hôpital central militaire, aux hôpitaux de la Pemex ; on donne l'ordre d'envoyer les blessés dans tous les hôpitaux possibles de la ville. A partir de la station de métro Indios Verdes, on commence à transporter des blessés et des milliers de sans-abri : 70 000 personnes à l'heure sont ainsi retirées de la zone grâce au métro. La solidarité commence : des quartiers voisins arrive tout ce que l'on pense indispensable en situation de désastre [La Jordana, 21].

8 h. 30 :

- Le président de la municipalité de Tlalneplantla déclare qu'il y a eu 20 morts et plus de 300 blessés. Dans les rues de San Juan les corps calcinés sont bien plus nombreux que ne le font apparaître les bilans officiels. Et les blessés sont bien plus nombreux qu'on ne le dit [La Jordana, 21].

9 h. 00 :

- Les flammes ont encore 100 mètres de haut. La chaleur qu'elles diffusent se sent à 1 km. de distance [Uno Mas Uno, 21].

9 h. 05 :

- Dans les hôpitaux de Tlalnepantla, Ecatepec et Cuautitlan on compte respectivement 122 , 150, et 125 blessés. Les ambulances amènent sans cesse d'autres victimes [Uno Mas Uno, 21].

9 h. 10 :

- Les premières évaluations indiquent 113 morts. Seulement 2% des victimes sont identifiables [Uno Mas Uno, 21].

9 h. 50 :

- La zone nord de Mexico est coupée en deux pour mieux contrôler le trafic des véhicules et des personnes. Le métro interrompt son service sur les lignes 3 et 7 [Uno Mas Uno, 21].

10 h. 00 :

- Les premiers blessés arrivent à l'ancienne basilique de Guadalupe ; ils sont installés dans la nef principale [Uno Mas Uno, 21].

11 h. 50 :

- Ramon Mota Sanchez, secrétaire de la Protection Civile, informe Ramon Aguirre, chef de la DDF (district fédéral), de ce que les corps de

sapeurs-pompiers contrôlent la situation.

Cette version est en contradiction avec celle des fonctionnaires de la Pemex qui préviennent que d'autres explosions sont possibles [Uno Mas Uno, 21].

12 h. :

- On a déjà dénombré 272 morts [Ovaciones, 21].

13 h. 30 :

- Nouvelle fuite de gaz ; panique, cordon de sécurité renforcé [La Jornada, 22]

15 h. 30 :

- Les pompiers parviennent à limiter le feu aux installations encore en feu des établissements de stockage de gaz [Uno Mas Uno, 21].

20 h.00 :

- Les pompiers arrivent à circonscrire le feu à San Juan. Des cordons de sécurité sont laissés en place [Uno Mas Uno, 21].

Soir :

- Le nombre des morts s'élève à 300 [Ovaciones, 21].

23 h. 00 :

- Le Président Miguel de la Madrid adresse un message de condoléances et de solidarité à toute la nation [Uno Mas Uno, 21].

MARDI 20 NOVEMBRE

10 h. :

- Ce n'est pas avant le mardi, 10 h., qu'il fut annoncé que les évacués pouvaient

regagner leur domicile [The News, 21].

- On observe quelque tension au moment où les autorités indiquent quels quartiers peuvent être réouverts ; il y a de l'électricité, de l'eau mais pas de nourriture. C'est un spectacle de détresse : "Ce n'est pas notre faute si nous sommes nés dans cet enfer". Seuls les hommes sont autorisés à revenir dans un premier temps. [The News, 22].

13 h. 30 :

- Après avoir présidé le défilé commémoratif de la révolution mexicaine, le Président de la République survole San Juan Ixhuatepec [Uno Mas Uno, 21].

17 h. 00 :

- Dans le cimetière El Caracol de Tlalneplantla (Etat de Mexico) sont enterrés les corps de 272 victimes [Uno Mas Uno, 21].
- On a enterré les restes de 300 victimes dans une fosse commune du cimetière de Tlalneplantla [Ovaciones, 21].

H + 36 :

- Après 36 heures on parvient à éteindre l'incendie [Ovaciones, 21]

II. BILANS : INCERTITUDES ET DISCUSSIONS

Le 20 décembre dans l'après-midi, le bilan officiel, selon "Uno Mas Uno", était de 317 morts, un peu plus de 2000 blessés et disparus, 10 000 sans abri, 250 000 évacués ; le sinistre avait détruit 139 maisons, endommagé 230 autres, brûlé plus de 24 véhicules. [Uno Mas Uno, 21].

Ce même bilan officiel, selon "Ovaciones", était de 324 morts, 700 familles sinistrées, 17 000 évacués, 139 maisons détruites, 344 endommagées. [Ovaciones, 21].

"The News" faisait état de 393 morts au 23 novembre [The News, 24].

"Acierto" du 3 décembre rapporte un bilan "officiel" de 320 morts, 1500 à 5000 blessés, 200 000 à 500 000 personnes ayant fui la zone. [Acierto, 3 décembre].

A ces incertitudes s'ajoutent les doutes, exprimés par la presse, voire par des responsables.

- The News [24] : "Selon Jose Carmen Moreno Hernandez, coordonnateur de l'information, les autorités ont une liste d'environ 900 noms de gens disparus quatre jours après la catastrophe. Le véritable nombre des disparus est probablement d'environ 600 seulement car 300 corps non identifiés ont été enterrés dans une fosse commune mardi soir [20 novembre]. Les autorités pensent que le nombre de ceux qui sont sur la liste des disparus seront retrouvés dans des hôpitaux ou des maisons privées. Cependant, Jorge Enriquez Arauz, coordonnateur de l'Institution pour le Développement de la Famille a déclaré à UPI que la plupart de ceux qui avaient trouvé refuge dans les maisons privées se sont maintenant signalés aux autorités : la probabilité augmente chaque jour qu'un nombre considérable de disparus soient morts, a déclaré Arauz, mais il s'est refusé à toute estimation."
- Excelsior [25] : " Il reste 1500 disparus."
- The News [25] : " le gouvernement mexicain [fait état de] 370 morts. Le bilan

réel d'une douzaine d'explosions de gaz et du fireball qui s'en est suivi est bien plus lourd. Des centaines de gens ne sont pas encore repérés des jours après ; et d'autres ne survivront sans doute pas à leurs brûlures au 3^{ème} degré."

- El Universal [25] : " Il y a plus de 1200 morts ; on a essayé de minimiser la tragédie. Il est faux qu'il y ait eu moins de 500 morts."
- The News [27] : " Bien que le bilan officiel des morts se soit élevé à 484 lundi 26, des résidents de la zone estiment ce chiffre à plus de 1000, d'autres disent à 2000."

Des discussions s'élèvent aussi sur le nombre d'employés de la Pemex victimes du sinistre :

- Acierto [3 décembre] :

" Quant aux travailleurs qui étaient dans l'usine, la Pemex a fait savoir dans une note que le personnel chargé des opérations et de la surveillance au moment de l'explosion était au nombre de 6 personnes, plus 1 pour la sécurité; seuls 2 d'entre eux ont été sauvés, dont 1 avec des blessures graves. Mais le Procureur de la Justice de l'Etat de Mexico, Humberte Lira Mora a affirmé que "au moment de l'explosion il y avait 62 travailleurs des pétroles travaillant dans l'installation".

Ces versions contradictoires alimentent la spéculation et permettent de supposer que les morts parmi les travailleurs et la population se comptent en centaines de plus que ne le disent les communiqués officiels - jusqu'à 1500 ou 2000 selon des comptes plus spéculatifs".

Par ailleurs, la presse rapporte des effets directs et indirects de la catastrophe sur la vie économique locale :

" Environ 50 entreprises installées dans la zone d'expansion industrielle de La Presa - proche du centre des explosions - ont annoncé qu'elles ne rouvriraient pas aussi longtemps que les conditions de sécurité ne seront pas remplies.

D'autres compagnies proches du centre industriel de Vallejo ont repris leurs activités mercredi, après avoir été réapprovisionnées en gaz - les livraisons ayant été suspendues depuis le 19 novembre.

Raphaël Carmona y Pardo, président de l'Association des industriels de l'Etat de Mexico, a rencontré mercredi [22.XI] des responsables du gouvernement pour étudier le cas des entreprises réticentes à reprendre leurs activités. Toutes

ces compagnies appartiennent au secteur de la chimie, du papier, du carton et autres produits inflammables - y compris du gaz. Ces compagnies emploient près de 10 000 salariés et s'emploient à établir une évaluation des dommages." [The News, 24].

III . DELARATIONS OFFICIELLES

1. Le Président de la République

1' Message télévisé, 19 novembre 1984

Pour le Mexique aujourd'hui est un jour de lutte.

Avec tous les Mexicains, je suis profondément ému et bouleversé par la tragédie qui nous a tous touché ce matin.

Cette explosion qui s'est produite à San Juan Ixhuatepec, dans l'Etat de Mexico, à la limite du District Fédéral, compte sans doute parmi les grandes tragédies dont le Mexique a souffert dans les dernières années.

Les médias -la presse, la télévision, la radio - ont maintenu l'opinion publique informée de l'ampleur du désastre. Grâce à eux, depuis les premières heures de la matinée aujourd'hui, chacun a pu être informé de façon permanente de l'évolution de la tragédie.

Elle est grande. Le plus tragique tient aux pertes en vies humaines, aux blessés, aux familles qui ont perdu leur foyer, leurs biens-quant il ne s'agit pas de tous les leurs.

Le Gouvernement Fédéral, au travers de ses diverses instances, a apporté tout son appui aux autorités de l'Etat de Mexico ; nous avons été en contact permanent avec elles ; nous avons détaché des éléments des forces de sécurité, de l'armée, du Département du District Fédéral, des Services Public de la Santé, de CONASUPO, afin d'aborder le problème avec solidarité.

Nous nous sommes coordonné avec le Gouverneur de l'Etat de Mexico et avec les autorités municipales compétentes. Mais je veux aussi rendre hommage, devant tous les Mexicains, aux témoignages de grande solidarité qui se sont manifesté au milieu de ce désastre, de la part de tous les Mexicains. Des groupes de toutes les classes

sociales, de toute la République, ont déjà manifesté , par des actes concrets, leur appui et leur aide qu'il s'agisse de dons de sang, de vêtements, de nourriture . Et ceci - je le répète - représente pour nous, au milieu de l'immense désastre qui nous frappe, un mouvement que nous devons reconnaître et dont nous avons lieu d'être fiers :

Face à la tragédie, face au malheur, le peuple du Mexique a la capacité de répondre ; il se tient aux côtés de ses frères tombés, aux côtés de ses frères frappés par le désastre, aux côtés des blessés, des sinistrés de cette horrible tragédie.

Je suis de tout coeur avec les familles des victimes ; moi-même, personnellement solidaire, et mon équipe avec tous les moyens de la République suivrons avec attention le déroulement et la maîtrise de cette tragédie de grande ampleur - si grande que nous nous sentons plus solidaires de tous les Mexicains en contrôlant le péril, en reconstruisant ce que nous pouvons reconstruire, en sauvant ce que nous pouvons sauver, en nous occupant des blessés qui sont déjà hospitalisés, et en nous attachant avec le plus grand soin à sauver la plus grande part de ce que nous pouvons des vies qui sont en danger.

MEXICAINS :

*Nous sommes unis dans la tragédie, dans l'effort et la solidarité, comme nous l'avons démontré aujourd'hui.
Bonsoir.*

2° Autres déclarations du Président

- " Lundi le Président de la République a survolé le village et a visité le centre civique d'Ecatepec transformé en centre d'hébergement. Il a qualifié d'admirable la solidarité manifestée par les Mexicains. Parallèlement, son épouse a porté aide aux réfugiés." [Ovaciones, 21]
- " Le Président a ordonné au Secrétariat du gouvernement de coordonner les actions de toutes les institutions concernées. Il a adressé un message de condoléance aux victimes, en remerciant les citoyens pour leur solidarité. Il a ensuite ordonné que les fêtes de l'anniversaire de la Révolution soient sobres et que l'on respecte une minute de silence à la mémoire des victimes.
Le Président a ordonné que l'on mette en place un fond de 4 milliards de pesos et que l'on s'interroge sur la localisation des industries dangereuses."
[Acierto, 3 décembre]

- " Dans une déclaration, le Président de la Madrid a précisé qu'on ne reconstruirait pas l'usine de la Pemex à San Juan mais qu'on ferait à la place un jardin public ; par ailleurs, on va renforcer la sécurité des installations industrielles." [Ovaciones, 22]
- " Mercredi 21 novembre, le Président Miguel de la Madrid a donné des instructions au Secrétaire du Gouvernement, Manuel Barlett, pour qu'il mette sur pied une Commission Interministérielle qui étudiera la situation actuelle des installations industrielles pouvant affecter la sécurité du public dans les zones urbaines du Mexique.
M. Barlett a indiqué que la Commission avait été créée immédiatement et que l'une de ses principales mesures avait été de fixer un délai de 72 heures pour le relogement des sans- abri." [The News, 24]

2. Déclarations du Ministre de l'Energie

1° Entretien au Palais National, 20 novembre 1984

(Extraits ; la traduction n'est pas faite mot à mot)

- Question sur les risques présentés par les installations de gaz dans la ville de Mexico : sont-elles un péril constant ? Y aura t-il déplacement hors de la ville ?
- Réponse :
Nous sommes en train de faire une nouvelle évaluation, demandée à la Pemex, et nous allons y travailler avec les autres ministères.
Il est un peu prématuré pour se prononcer sur la question de la relocalisation.
- Question sur la raffinerie d'Azcapotzalco : cette raffinerie réputée obsolète n'est-elle pas un danger majeur pour la ville ?
- Réponse :
Toutes les installations industrielles présentent des risques. Il n'est pas question de le nier. Mais la raffinerie a un haut niveau de sécurité pour de multiples raisons, en particulier parce que les normes de sécurité y sont très strictes.
- Question : Est-ce que le désastre a été provoqué ?
- Réponse :
Non, il n'y a aucune preuve là-dessus. On sait que l'accident a démarré dans une entreprise privée.

- Question : Existe-t-il une évaluation des dommages ?
- Réponse :
C'est prématuré.
(Le ministre transmet ses condoléances aux familles).

- Question : Quels organismes participent à l'évaluation de la situation ?
- Réponse :
Il y a nous, et le Secrétariat au Développement Urbain et à l'Ecologie.

- Question : Existe-t-il un programme d'aide en faveur des victimes ?
- Réponse :
Cela n'est pas du ressort du Secrétariat à l'Energie. Bien sûr nous coopérons, bien sûr il y a des quêtes parmi nos membres, bien sûr nous contribuons à l'effort national, mais non en qualité.

- Question : Est-ce que vous avez fait des enquêtes sur ce qui s'est passé ?
- Réponse :
Oui. On sait qu'il y a eu une rupture à cause d'une fuite de gaz dans une entreprise privée - Unigas -, d'où s'est propagé l'incendie ; nous n'en savons pas plus pour le moment. Il va y avoir une enquête, sous la responsabilité du Département de la Justice (Procuration) de l'Etat de Mexico et Pemex collaborera avec la dernière énergie à cette enquête.

- Question : Est-ce que vous allez réparer l'installation de la Pemex pour continuer à fournir du gaz ?
- Réponse :
Nous allons faire ce que nous pouvons pour réparer, pour reconstruire mais aussi et surtout pour amener du gaz à partir des zones de stockage c'est-à-dire principalement de Tula.

- Question : Est-ce que l'on peut conclure d'après ce que vous avez dit que Pemex n'est pas responsable ? Qu'on ne va pas manquer de gaz à Mexico ?
- Réponse :
Tout ce que l'on peut conclure c'est que la catastrophe n'a pas eu son origine dans les installations de la Pemex. Mais pour l'instant il est trop tôt pour aller plus loin. D'autre part, nous pensons être en mesure de fournir tout le gaz nécessaire dans les meilleurs délais.

- Question : Quel sera le montant des dégâts ?
- Réponse :
C'est prématuré.

- Question : Il semblerait, disent certains fonctionnaires, que l'on cherche à

protéger la Pemex de toute responsabilité dans cette tragédie.

- Réponse :

Non, c'est faux. Il n'est pas question se protéger qui que ce soit - sinon les blessés.

2° Autres déclarations publiées dans la presse

- Ovaciones [21] :

" Francisco Labastida Ochoa, responsable de la SEMIP [Secrétariat à l'Energie aux Mines et à l'Industrie Paraétatique], a annoncé hier qu'il y aurait une révision de toutes les installations de la Pemex dans la ville de Mexico - y compris de la raffinerie d'Azcapotzalco - pour renforcer les mesures de sécurité.

Il a accusé l'entreprise Unigas d'avoir provoqué l'accident et a répété qu'il s'efforçait de protéger la Pemex dans les investigations à propos de cette tragédie.

Il a déclaré que l'enquête se faisait par l'intermédiaire du Procureur de l'Etat de Mexico et s'est engagé à ce que la Pemex collabore, autant que ses ressources le lui permettent, pour faciliter la transmission de toutes les informations [...]

Le ministère de l'Energie va travailler avec d'autres ministères pour évaluer les risques des autres installations de Pemex dans la ville de Mexico.

Il a déclaré que la ville de Mexico avait le droit de ne pas courir de risque.

Il a admis qu'on ne saurait nier les risques, y compris à Azcapotzalco " qui a un niveau de danger plus faible, entre autres raisons parce que ses dispositifs de sécurité sont bien plus importants et qu'il n'y rentre que du personnel autorisé, connaissant bien son travail."

Labastida Ochoa a répété maintes fois que le feu avait démarré dans une compagnie privée - Unigas. Il a déclaré que si l'incendie ne s'était pas déclaré l'incident n'aurait pas eu lieu.

- Acierto [3 décembre] :

" Devant la vague de protestation qui a commencé à se lever contre les

installations énergétiques situées en zone urbaines, le président de la Semip, Francisco Labastida Ochoa, a fait une déclaration selon laquelle "les mesures de sécurité dans les installations de la Pemex seraient renforcées" et il a promis que l'on étudierait le transfert de la raffinerie d'Azcapotzalco dans un autre site."

- La Jordana [22] :

M. Ochoa a affirmé qu'on allait renforcer les mesures de sécurité, non seulement dans les installations de la Pemex, mais dans toutes les usines pétrochimiques.

Il a indiqué aussi que les nouvelles installations de gaz de la Pemex seraient éloignées des centres de population et protégées par des polygones de sécurité.

- Uno Mas Uno [21] :

" Francisco Labastida Ochoa a déclaré qu'une demande avait été faite à la Pemex pour qu'une évaluation permettant de déterminer le niveau de danger attaché aux installations industrielles de la Pemex située dans la ville de Mexico. *La ville a le droit de ne pas courir de risque* a affirmé le fonctionnaire."

3. Déclarations du Procureur Général de la République

1° Entretien, Palais National, le 20 novembre 1984

(Extraits, la traduction n'est pas mot à mot)

- Question : Est ce que les dommages dont Pemex a souffert sont du ressort du ministère fédéral de la Justice ?
- Réponse :
Oui, en ce sens que, si Pemex a eu à subir un dommage à partir de l'extérieur, le ministère fédéral est concerné. C'est pour cette raison et par solidarité institutionnelle qu'est intervenu le ministère public fédéral.
- Question : Peut-on estimer le dommage financier pour les institutions fédérales ?

- Réponse :
Non, il est impossible de faire un calcul dès à présent ; ce serait précipité. Nous n'avons pas les éléments ; tout ce que nous pouvons dire, c'est qu'il y a eu des pertes en vies humaines et que celles-ci sont irréparables.
- Question : Peut-on dire de façon définitive que ce n'est pas la faute de la Pemex ?
- Réponse :
On ne peut pour l'instant avancer aucune conclusion ; les résultats seront donnés par une enquête approfondie, comme le mérite le cas, à laquelle participerons diverses institutions.
- Question : On parle de terrorisme en ce moment. Il y a une vague de violence sur Mexico. Pensez-vous qu'il s'agisse de terrorisme ?
- Réponse :
Non, je ne pense pas.
Je ne pense pas qu'on puisse relier tous ces phénomènes. Je crois que les origines des uns et des autres sont bien distincts. Il y a des délits dont nous nous occupons et que nous cherchons à réprimer. Mais il y en a d'autres qui ont une origine accidentelle et on ne peut pas faire l'amalgame.
- Question: donc il faut écarter l'hypothèse d'un attentat ?
- Réponse :
Comme je vous l'ai dit, il faut attendre les résultats des enquêtes officielles et ne pas anticiper de conclusion. Jusqu'à présent, les informations en notre possession ne nous permettent pas de conclure qu'il puisse s'agir d'un acte de malveillance.
- Question : La ville est-elle sous contrôle ou y a-t-il un risque que tout échappe aux autorités ?
- Réponse :
Non. La cité est actuellement sous le contrôle des autorités mais aussi sous le contrôle des citoyens. Nous avons un haut degré de civisme. Les autorités sont au service des citoyens et le contrôle de la cité est le problème commun des autorités et des citoyens qui coopèrent. Il n'y a rien d'extraordinaire dans cette situation. Nous sommes tous en train de pleurer un grand malheur.
- Question : Indépendamment de cette nouvelle terrible affaire il faut quand même admettre qu'il y a eu beaucoup d'incendies récemment et que cela fait bien des coïncidences...
- Réponse :
Excusez-moi, mais je n'ai rien à dire sur les incendies récents qui ne sont en

rien de la compétence de la Justice fédérale.

- Question : A votre avis, n'y a-t-il pas une vague de violence, d'attentat, de terrorisme ?
- Réponse :
Jusqu'à présent je l'écarte et il serait bon que les médias - et je le dis avec tout le respect que j'ai pour les médias - aient une approche, un sens de l'observation, une analyse plus critique, plus précautionneuse et objective des faits. On ne peut pas faire d'amalgame.
- Question : A quel point en sont les enquêtes sur l'incendie d'hier ?
- Réponse :
Pour l'instant il y a plusieurs investigations qui font diligence. Avant tout la Justice de l'Etat de Mexico, qui travaille sur le sujet de façon exemplaire, du moins à mon point de vue ; et d'autres autorités encore.
- Question : Peut-on définitivement parler de quelque chose qui a eu lieu à l'intérieur de la Pemex ?
- Réponse :
D'après les informations que nous avons à la "Procuración General", rien ne nous permet de supposer que telle entreprise ait été le siège du démarrage du processus d'explosion, qui a culminé dans cette grande tragédie. Il s'agit de l'information que j'ai pour le moment mais je réserve mon jugement, en attente de tout ce qui peut arriver comme nouvelle information.
- Question : Votre opinion sur tous ces incendies récents. S'agit-il de sabotage ?
- Réponse :
Ecoutez, je ne peux ni ne dois spéculer sur ces faits.
- Question : Combien de temps va durer l'enquête sur cet incendie ?
- Réponse :
Nous allons faire le plus vite possible. Mais, comme je l'ai dit, s'il y a une communication étroite entre les autorités, il y a en même temps la présence de plusieurs institutions qui collaborent. Il ne s'agit pas d'un examen facile. C'est un problème complexe qui mérite étude approfondie.
- Question : A-t-on déterminé où avait commencé le sinistre ?
- Réponse :
Non. On a une idée approchée de la façon dont il a commencé à partir d'une entreprise de gaz - chose qui est connue de tout le monde.
- Question : Est-ce que vous avez pensé à l'hypothèse d'un attentat ou d'un

sabotage ?

- Réponse :

Non. Mais cela fait partie des hypothèses sur lesquelles nous travaillons. Mais nous nous efforçons sérieusement de déterminer les vraies causes.

- Question : Est-ce que vous vous préoccupez du fait que ce type d'accident nous prenne par surprise ?

- Réponse :

Je crois que la société, comme les autorités, particulièrement celles de l'Etat de Mexico, et les diverses autorités fédérales ont réagi avec une diligence exemplaire.

Nous ne pouvons pas ignorer le grand élan de solidarité qui s'est produit dans la société et la ville de Mexico aux alentours de la zone affectée. Cet élan mérite applaudissements et reconnaissance. Par ailleurs beaucoup d'autorités se sont dévouées avec efficacité et rapidité pour donner aux victimes l'aide et le soutien nécessaire.

4. Déclarations du Ministre de la Santé et de l'Assistance

1° Entretien Palais National, 20 novembre 1984

(Extraits, la traduction n'est pas mot à mot)

- Questions sur le thème : y a-t-il suffisamment de moyens ?

- Réponses affirmatives sur tous les points. Il y a eu suffisamment de lits d'hôpitaux car on a réservé les lits à ceux qui en avait vraiment besoin.

- Question sur le thème des propositions d'aide en provenance de l'étranger.

- Réponse :

Il y a eu des offres de l'organisation pan-américaine, mais elles ont été repoussées parce qu'il y a suffisamment de lits d'hôpitaux et de médicaments.

2° Autres déclarations ou communiqués

- Ovaciones [21] :

" On signale aux sans-abri que la capacité des hôpitaux est supérieure au nombre des blessés et que le droit aux soins est absolument garanti."

" Les capacités en matière de santé de la ville de Mexico ont permis de se passer des médicaments et des lits qu'offraient les gouvernements de France et d'Espagne, ainsi que d'autres organisations, des Etats-Unis notamment, de l'OMS - qui ont été remerciés pour leurs offres."

- Acierto ,[3 décembre] :

" Le ministre de la Santé, Guillermo Sobreron Acevedo, a déclaré que tant le personnel médical spécialisé dans les brûlures que les auxiliaires étaient suffisant au regard des besoins. Il a invité les donneurs de sang à proposer leur don pour un autre jour car il y avait jusqu'à 2000 unités en stock ce qui suffisait pour le moment.

Le responsable de Conasupo a précisé que les victimes étaient dans un état de bonne santé satisfaisant et qu'ils avaient tout le nécessaire. "

5. Déclarations de la Pemex

- Ovaciones , [21] :

Pemex a précisé qu'il y avait 6 employés plus 1 vigiles au moment de la catastrophe, à 5 h. 50. Seuls 2 employés ont survécu.

Le feu a démarré en dehors de notre usine . Pemex a affirmé que le feu avait commencé à l'extérieur de l'usine et non à l'intérieur, puisque jusqu'à 6h. 00 du matin les opérations étaient absolument normales : les appels ont commencé à 5 h. 50 alors que le terminal du site de stockage fonctionnait sans aucun problème.

Pour prévenir une nouvelle explosion, les techniciens de la Pemex ont fait brûler le [...] gaz liquide restant dans l'usine. Il sera fait appel à de nombreux camions citernes pour approvisionner Mexico.

- The News, [24] :

" Jeudi (22.), le directeur de la Pemex, Mario Ramon Beteta a déclaré que l'installation serait rasée et que la zone serait transformée en parc. L'installation serait reconstruite ailleurs.

Pemex a annoncé qu'elle lancerait une enquête indépendante sur les explosions, avec son propre groupe d'expert.

6. Le directeur de la Sedue (Sous-Secrétariat au Développement Urbain et à l'Ecologie)

- La Jornada, [22] :

A propos de la relocalisation de la raffinerie d'Azcapotzalco, il a fait remarquer que bien qu'il puisse y avoir potentiellement un risque à cause de la localisation actuelle, il fallait tout de même être très pondéré et mener des analyses coûts-bénéfices : parce que si on veut changer dès demain cette localisation on va se retrouver sans carburant dans la ville de Mexico - ce qui constitue aussi un état grave.

- Ovaciones, [22] :

Le responsable de la Sedue, Marcello Javelli, précise dans une conférence de presse que l'installation ne sera pas reconstruite ; que les explosions ont commencé dans une autre compagnie et qu'il espère que les conclusions du Procureur Général de l'Etat de Mexico mettront bien cela en valeur.

7. Le Gouverneur de l'Etat de Mexico

- The News, [24] :

" Le Gouverneur de l'Etat de Mexico, Alfredo del Mazo et le Sous-Secrétaire à l'Intérieur Jorge Carrillo Olea ont annoncé lundi la création d'un groupe qui devra travailler avec la commission conjointe réunissant quatre ministères fédéraux chargée d'étudier les situations pouvant conduire à des accidents semblables *en raison de l'irresponsabilité de certaines entreprises* .

Del Mazo a aussi déclaré que les premières 100 maisons pour les familles dont les habitations ont été les plus touchées seront remises à la commission la semaine prochaine.

Dans l'intervalle, a-t-il déclaré, un centre d'aide à la construction a été établi dans la zone pour apporter gratuitement des matériaux de construction.

Del Mazo a encore déclaré qu'un centre d'information avait été installé à Ecatepec pour aider les sinistrés à localiser les membres de leur famille perdus pendant la fuite loin des explosions et de l'incendie.

A l'issue d'une visite de la zone, Del Mazo et Carrillo Olea ont dit aux

journalistes que le dommage émotionnel et le traumatisme de l'événement subi par les habitants ne pourraient jamais être mesuré."

- The News, [25]

Le gouverneur a déclaré (samedi 24) que le site du stockage de gaz serait transformé en un grand parc public.

IV . LA DYNAMIQUE SOCIALE

1. L'élan général de solidarité

1° Les secours d'urgence

- Uno Mas Uno [21] :

"Ramon Aguirre, chef de la DDF [District Federal], a affirmé dans une interview que tous les moyens que compte le gouvernement de la capitale ont été mis à la disposition de ceux qui sont en charge de la coordination des secours dans la zone et il s'est félicité des *innombrables manifestations de solidarité et d'appui que les habitants de la capitales ont offert à leurs frères mexicains dans la débâcle.*

Il a dit que la DDF avait envoyé sur la zone quelque chose comme 1500 hommes, des centaines de patrouilles, un nombre imposant de motocyclettes et 3 hélicoptères. *Toute cette opération a été poursuivie jusqu'à ce que le gouvernement de l'Etat de Mexico nous ait fait savoir qu'il était en mesure de prendre en charge la situation.*"

2° L'aide multiforme

- Uno Mas Uno [21] :

"Conasupo a informé le Centre civique d'Ecatepec qu'une cuisine mobile d'une capacité de 33 000 repas était mise à sa disposition, qu'on en installait une autre d'égale capacité à La Villa, et qu'on distribuait des rations dans les Centres civiques de différents quartiers ("colonies").

Le secrétaire au Développement Urbain et à l'Ecologie, Marcelo Javelli, a annoncé un programme spécial de distribution de nourriture pour les sinistrés; il commencera grâce au Fonds national pour les habitations populaires et au sous-secrétariat à l'Ecologie."

- The News [21] :

"L'Institut Polytechnique National, à Zacatenco, est l'un des sites du district fédéral où les sans-abri de San Juan Ixhuatepec reçoivent de l'aide.

Des vivres, des vêtements et des médicaments ont été stockés mardi dans les sous-sols de sept bâtiments du campus, et des dortoirs, des aires d'attente ont été aménagés dans les salles en étage.

Les biens d'urgence apportés par les habitants de tout le district ne sont qu'un des aspects de l'assistance de grande envergure dont à fait preuve la cité.

Nous avons eu énormément de concours déclare Judith Dolores Chi Arias, infirmière diplômée d'État. Chi Arias précise qu'elle a pu venir apporter son aide parce qu'elle n'était pas de garde durant ces jours de congés.

Le Dr. Luis Ramon Luga, de l'École de Médecine de l'Institut, dit que d'autres victimes sont prises en charge *dans d'innombrables écoles de la ville. Les Mexicains répondent à ce terrible événement de tout leur cœur.*

Nous faisons cela pour aider nos frères, dit Jose Antonio Espinoza alors qu'il apporte un grand sac plein de vêtements dans un des bâtiments. *Cette tragédie nous unit "*

- The News [24] :

"A Mexico, scouts et volontaires logent, nourrissent, habillent, donnent assistance aux victimes."

- Acierto [3. XII] :

"D'après les comptes de la Pemex, on a distribué aux blessés pour 40 camions de vivres, de vêtements, de médicaments.

A partir du lundi midi les apports et les dons ont été massifs, y compris les dons du sang. Des institutions officielles comme Conasupo et des milliers de particuliers ont fourni des tonnes de vivres et de vêtements. La solidarité des citoyens a permis de faire rapidement face aux besoins des victimes."

3° La prise en charge des orphelins, des enfants de parents blessés

- The News [22] :

"Le Système intégré de la Famille (DIF), présidé par Paloma C. de la Madrid, a

pris la responsabilité d'adopter les 500 enfants devenus orphelins.

Le directeur du DIF a déclaré que l'épouse du Président avait grand souci d'aider les victimes en établissant un centre d'aide du DIF ce jour même à l'Hôtel de Ville d'Ecatepec. Le DIF a immédiatement commencé à apporter nourriture, vêtements, couvertures, et petits traitements médicaux aux évacués ne pouvant retourner chez eux. L'aide continuera aussi longtemps que nécessaire a déclaré le responsable. Cette assistance est dirigée en priorité vers les enfants pris en charge par les établissements du DIF ou l'Institut national pédiatrique. L'aide sera aussi apportée aux enfants de parents blessés."

- The News [26] :

"Le Secrétaire du Gouvernement de l'Etat de Mexico a déclaré à des journalistes que le DIF assumera une responsabilité complète pour les enfants laissés orphelins. Il a déclaré qu'il y a des centaines de couples fort désireux d'adopter des enfants. Ces adoptions se feront dans le respect des normes du DIF (enfants réellement désirés). Au cas où des foyers satisfaisants ne seraient pas trouvés par les volontaires du DIF, l'institution est prête à prendre en charge ces enfants jusqu'à leur majorité (18 ans)."

4° Le relogement des sans abri, la reconstruction

- The News [25] :

"Le Gouverneur de l'Etat de Mexico, Alfredo del Mazo, a présenté [samedi 24 novembre] les premières 45 habitations aux victimes de San Juan ayant eu leur maison complètement détruite.

Selon les ordres du Président de la Madrid, ces logements ont été entièrement meublés.

Au moins 160 familles demeurent sans abri. Des centaines d'autres ont leur habitation sérieusement endommagées.

Des rapports officiels établissent que les nouveaux logements ont coûté 1,8 million de pesos."

- Novedades [24] :

"4,2 millions de pesos ont été versés au fonds de solidarité créé par le Président de la République pour la reconstruction, a déclaré le Secrétaire au Travail."

- The News [22] :

"La Confédération des Travailleurs Mexicains (CTM) a proposé de contribuer à la reconstruction de San Juan. S'il le faut, selon le Président de la CTM, Fidel Velasquez, chacun des quatre millions et plus de travailleurs de la CTM donnera un jour de salaire pour contribuer à cet effort."

5° Des dons de l'étranger

- The News [22] :

"L'Ambassadeur américain John Galvin a déclaré mercredi qu'il était ému par le sens de la solidarité dont a fait preuve le peuple mexicain à l'égard des victimes de la tragédie.

Il apparaît qu'en raison de la générosité des Mexicains - individuellement, envers leurs concitoyens - et de l'organisation rapide et efficace du gouvernement fédéral du Mexique, des gouvernements de l'Etat de Mexico et de la ville de Mexico, pour répondre aux besoins des victimes de cet horrible événement, le Mexique n'a pas besoin, à l'heure qu'il est, d'une aide d'urgence du gouvernement des Etats-Unis.

Cependant, en témoignage de solidarité du peuple américain envers le peuple mexicain, en ce moment de douleur l'Ambassadeur a déclaré qu'il présenterait à Madame Paloma de la Madrid, en sa qualité de Présidente du DIF un don de 25 000 \$.

Les autorités mexicaines, en particulier le Président Miguel de la Madrid et le Ministre des Affaires Etrangères Bernado Sepulveda Amor *m'ont exprimé leur reconnaissance pour l'assistance offerte par les Etats-Unis, en disant qu'elle était signe de véritable amitié et de bon voisinage.*"

L'Ambassadeur a aussi félicité les organismes et citoyens américains qui ont offert leur assistance aux victimes. (Ainsi : l'offre d'un hôpital du Texas de soigner 30 enfants gravement brûlés). L'ambassadeur a indiqué la marche à suivre pour tous ceux qui voulaient apporter leurs dons aux victimes.

- The News [24] :

On enregistre 3 envois de dons en provenance des Etats-Unis. Ainsi, la Croix-Rouge américaine et l'Association chrétienne des pilotes ont envoyé 6 tonnes de colis, acheminés gratuitement par Western Airlines.

- The News [24] :

Le Ministre (mexicain) des Affaires Etrangères a donné instruction à ses consulats d'aider la chaîne d'assistance venant d'institutions ou de personnes privées. La Mexican Foreign Service Assosiation a été autorisée à coordonner toute l'assistance en matière de nourriture, vêtement, médicament, argent, en provenance de l'étranger, spécialement des mexicains résidant aux Etats-Unis. Un fonds spécial a été établi en liaison avec National Financiera pour l'acheminement des dons.

Un présentateur de radio d'origine mexicaine est arrivé de Los Angelès avec 150 000 \$ (30 millions de pesos), collectés dans la colonie hispanique américaine (dons de Salvadoriens, Guatémaltèques, Porto-Ricains, Mexicains..., variant entre 1 et 4000 \$). Il a annoncé que davantage d'argent serait apporté la semaine prochaine.

En conclusion de ce point sur la solidarité on citera le journal La Jornada qui donne bien la tonalité générale de l'élan observé et extrêmement mis en valeur. La Jornada [22] voit dans ce puissant mouvement de solidarité *une preuve des énormes réserves morales de notre pays.*

2. Des lézades dans le mouvement d'union nationale

1° Critiques sur l'aide reçue du gouvernement

- The News [21] :

" Le campus de Polytechnique, pourtant éloigné du site de l'explosion est encore plein de crainte, de confusion, de colère. *Le peuple mexicain est venu nous aider mais pas le gouvernement mexicain* dit une survivante désireuse de conserver l'anonymat.

2° Rivalités dans le contrôle des dons

- The News [27] :

"Un premier lot de 86 tonnes de vivres (dons de Mexicains et de catholiques des Etats-Unis) est arrivé dimanche à l'aéroport de Mexico. Cette cargaison

évaluée à 200 000 \$ (plus de 40 millions de pesos) était adressée à l'évêque local et transportée gratuitement par American Airlines.

L'évêque a eu des problèmes avec les maires qui ont tenté de se saisir des milliers de colis, en arguant que les victimes étaient leurs administrés. Ils avaient déjà envoyés 5 gros semi-remorques à l'aéroport. Accompagné d'autres prélats, l'évêque s'opposa à l'opération. Le représentant du gouvernement de l'Etat de Mexico intervint pour ordonner que la cargaison soit livrée à son destinataire.

Il y eut un autre problème. Les douaniers de l'aéroport voulurent se saisir de la cargaison pour inspection et paiement de taxes. Mais, sur intervention supérieure, il fut exigé que l'évêque reçoive les colis sans difficulté supplémentaire.

Les évêques ont souligné que cette aide devait se poursuivre car la zone touchée était la plus pauvre de l'Etat de Mexico, et que les victimes risquent d'être oubliées dès que viendra Noël."

3° Vols et détournement de dons

- The News [22]

" Policiers et soldats sont partout. *Nous surveillons les maisons pour être sûrs que personnes n'y entre et vole quelque objet de valeur qui y resterait. Après la dernière explosion de lundi plusieurs personnes ont tenté de voler. Mais maintenant on ne peut plus.*"

- The News [24] :

" Beaucoup de résidants à leur retour ont trouvé leur maisons volées."

- El Universal [25] :

Le journal fait état de détournements de solidarités au profit des organisateurs des distributions.

- The News [27] :

"Lundi 26 novembre 100 suspects ont été inculpés de vol sur les biens (vivres, vêtements) donnés aux victimes.

Sur les 100 suspects, 4 officiers de police et 6 membres de la Croix-Rouge ont été inculpés de vol dans les maisons abandonnées par les sinistrés.

Selon les autorités, 200 personnes ont été arrêtées, mais la moitié d'entre elles ont été reconnues comme visitant simplement leur propre maison pour sauver ce qui pouvait l'être.

Au vu de ces vols, les résidants ont demandé qu'une organisation soit chargée de la distribution des dons."

4° Approvisionnement en gaz, spéculation

- The News [25] :

"Samedi la Pemex a annoncé un plan pour rétablir la distribution de gaz domestique, interrompue du fait de l'accident. Dans un communiqué Pemex a fait savoir que *les événements regrettables du 19 novembre ont eu pour conséquence quelques difficultés dans l'approvisionnement en gaz du pays, notamment pour la population du Plateau central mexicain - l'installation de San Juan fournissant pour une large part le gaz consommé dans la zone centrale du pays.* Il a été précisé dans ce communiqué que 7 des 31 installations privées de distribution de gaz ont vu leur service interrompu jusqu'au 23 novembre, jour où 5 d'entre elles ont pu être remises en activité."

- Expresso Mexico [27] :

" Une grande spéculation se développe sur la livraison à domicile de gaz butane. Depuis la catastrophe de San Juan, les compagnies ont augmenté leurs prix de 80 %, tandis que les distributeurs réclament jusqu'à 100, 200, ou 300 pesos supplémentaires pour monter une bouteille au 1^{er}, 2^e, ou 3^e étage de n'importe quel édifice. De surcroît, les livreurs des compagnies ne donnent pas de reçu, et continuent ainsi à profiter de la spéculation.

De la sorte, une bouteille de 20 kg. qui coûtait 245 pesos avant la catastrophe, revient maintenant entre 350 et 400 pesos, prix qui ne comprend pas le coût de la livraison en étage - supplément obligatoire - et qui vaut 100, 200, 300 pesos ; si la maîtresse de maison ne verse pas ces sommes, le livreur reste à bord du camion."

5° La discussion des causes immédiates du sinistre

- Uno Mas Uno [21] :

" Bien que le Procureur Général de la République, Garcia Ramirez, ait déclaré que, pour l'instant, il n'y avait aucun indice sur les causes du sinistre, il persiste une version selon laquelle c'est une fuite au niveau de l'établissement privé Unigas qui a déclenché l'incendie des installations de la Pemex, provoquant la catastrophe.

Un autre communiqué émis hier par la même entreprise a fait connaître l'état de l'usine sinistrée et le nombre de personnes qui se trouvaient sur les lieux au moment de l'accident. Ce communiqué laisse entrevoir que l'entreprise nationale n'a rien à voir avec les causes de l'accident."

- Excelsior [21] : " La torchère de sécurité de Pemex était arrêtée"

Le journal rapporte l'interview d'un témoin, M. Jesus Delgado Zacarias, qui eut besoin de se lever à 3 h. du matin , le 19 novembre.

"Il a senti le gaz, est sorti et a vu que la torchère était éteinte. Il est rentré le dire à son épouse. Il s'est posé des questions mais il a pensé qu'il s'agissait d'une manoeuvre normale. Mais ensuite... vint l'explosion.

Sur les collines, d'autres personnes qui n'avaient pas abandonné leur maison ont affirmé aussi qu'il y avait eu une intense odeur de gaz, amené au sud par le vent du nord" [Note : ce détail factuel nous étonne (P. L.)].

- Acierto [3 XII 84] :

" Le jour même de l'accident Mario Ramon Beteta [directeur général de Pemex] déclarait que le feu *avait été communiqué à l'usine à partir d'un emplacement voisin*. Il s'est référé à Unigas.

Selon le directeur général de Pemex *le pompage normal par les gazoducs jusqu'au site de stockage de San Juan est resté à son niveau normal, même après l'annonce qu'une explosion avait été enregistrée.*

Une enquête d'Acierto sur le site a révélé qu'il y a eu des faits pour le moins étranges suggérant d'autres possibilités.

- a) Le phénomène de gazéification non contrôlé n'est intervenu que dans l'installation de Pemex. Aucune des installations des entreprises privées voisines n'a eu de dommages. Il y a un témoignage écrit de celles-ci : les installations de gaz sont à peine endommagées.
- b) Les témoignages des voisins qui ont survécu indiquent que, dans la

soirée de dimanche, la flamme de la torchère de contrôle qui, normalement, fait entre 8 et 10 m. de haut, avait atteint 50 m. de hauteur - ce qui indiquait une pression élevée de gaz.

- c) D'autres versions indiquent que, le dimanche, on a entendu un sifflement inhabituel qui provenait de l'usine de Pemex - et qui signifiait aussi qu'il y avait une forte pression.
- d) En mars il y avait eu une explosion à San Juan, d'après Jose de Molina Sanchez, Président du comité local du PRI [Parti Révolutionnaire Institutionnel, au pouvoir].
- e) Il y a 3 mois, en août, il y a eu une autre explosion selon le témoignage de Margarito Avila Escalona, leader des édiles locaux. Le responsable avait élevé une protestation contre le gouvernement de l'Etat de Mexico qui lui avait répondu que c'était *la faute de la Pemex*.
- f) L'opérateur de la Ruta 100, Jesus Delago Zacarias, se rappelle avoir repéré à 3 h. du matin lundi 19 que la torchère de sécurité était éteinte (reportage de l'Excelsior).
- g) D'autres témoins affirment que l'odeur de gaz était intense avant l'explosion. Les témoignages sont multiples.

Un ingénieur pétrolier, qui a demandé à conserver l'anonymat, a déclaré à Acierto que seule une défaillance du système informatique pourrait expliquer que rien n'ait averti que la torchère était arrêtée. Les témoins rescapés indiquent qu'il y a eu une faute de sécurité dans la nuit de dimanche à lundi. S'il est exact que la torchère était arrêtée cela signifie que le gaz liquéfié retournait à sa condition gazeuse dans une zone assez importante autour de la torchère."

6' Le thème de l'irresponsabilité ; les antécédents

- Excelsior [21] :

"Les mêmes familles [personnes habitant sur les hauteurs] ont déclaré qu'il y avait eu un incendie 5 mois auparavant dans l'usine ; mais on supposait

que seulement du bois avait brûlé et que le feu avait été contrôlé rapidement."

Dans la même publication on trouve exprimé un grand respect pour l'héroïsme des pompiers qui ont travaillé pratiquement sous les énormes flammes de gaz, et aussi pour le personnel médical ; mais on qualifie également de "scandale" la présence d'une telle installation dans une zone habitée.

- The News [21] :

"Une survivante déclare que l'explosion ne fut pas une surprise : J'ai eu peur pendant des mois. Nous avons eu de la chance cette fois-ci. Mais qu'en sera-t-il la prochaine fois?"

- Uno Mas Uno [21] :

" La tragédie avait été anticipée par des voisins de la zone où eut lieu le sinistre. Ils avaient demandé depuis plusieurs années que l'on déplace l'usine de gaz et le dépôt de la Pemex. *Mais on n'a pas tenu compte de leurs avis car ce sont des gens humbles*" a déclaré le président de l'Association écologique de Tpeyac, Adolfo Castellan.

- Uno Mas Uno [21] :

" Par l'intermédiaire du Procureur Général de la République, Sergio Garcia Ramirez, le Gouvernement a écarté l'hypothèse du terrorisme comme cause de l'incendie et de l'explosion. Il a indiqué que cette hypothèse n'était pas davantage à retenir pour les autres incendies survenus dans la capitale : "il a attribué ces derniers à la négligence et à l'impréparation."

- The News [24] :

" Conduisant un groupe de 100 victimes, des conseillers municipaux ont accusé d'irresponsabilité le directeur général de la Pemex dans ses déclarations portant sur les causes de l'incendie. Ils ont déclaré qu'ils s'étaient plaint à de nombreuses reprises antérieurement des conditions de fonctionnement des installations de Pemex. Ils ont déclaré aussi que les fuites de gaz étaient constantes.

Ces responsables ont dit que la négligence et l'indifférence montrées en de nombreuses occasions rendaient Pemex responsable de l'accident.

Ils ont aussi accusé la Pemex de mensonge dans ses déclarations selon lesquelles seulement 10 de ses employés furent atteints par le sinistre, alors qu'il y avait un grand nombre d'employés au travail au moment du drame. Le nombre exact des morts ne sera jamais connu ont-ils déclaré.

Le bâtonnier du barreau de Mexico, Roberto Pola, a souligné que les victimes étaient en droit de réclamer compensation à la Pemex ou à Unigas- en application du Code Civil et du Code de Procédures Civiles - . *Les victimes n'ont pas à attendre que les autorités aient déterminé qui devait supporter le blâme.* "

- The News [24] :

" Au cours de ces dernières années Pemex et les distributeurs de gaz ont installé d'énormes réservoirs près de la zone urbaine dans l'Etat de Mexico. juste en limite de la ville de Mexico.

Avec l'accroissement de l'immigration, qui a fait enfler les faubourgs, San Juanico a continué à se développer - jusqu'à franchir la rivière Remedos et à rejoindre les limites des installations de stockage."

7° Des manifestations

- The News [25] :

" Une association locale a annoncé samedi [24] qu'elle organiserait une manifestation silencieuse ce dimanche 25 novembre à 11 h. le long de l'autoroute de Pachuca pour demander que les installations de gaz de la Pemex - sur lesquelles elles font porter le blâme de l'accident - soient enlevées de la zone des faubourgs nord de Mexico.

Au moins 3000 résidants ont annoncé leur intention de participer à cette manifestation silencieuse. En signe de leur profonde douleur, les manifestants ont annoncé qu'ils porteraient des rubans de deuil noirs à leur manche."

- El Universal [25] : " Meeting de 10 000 personnes dans les rues de San Juan Elles exigent une indemnisation de la Pemex "

Les manifestants ont défilé avec un mannequin à l'effigie de Mario Ramon Beteta [directeur général de la Pemex], marqué du mot "assassin". Il a été brûlé devant l'école municipale.

Les manifestants ont exigé :

- * que la Pemex leur fasse don du terrain de 1,5 million de m² de ses installations pour reconstruire la ville ;
- * qu'il leur soit versé immédiatement 3 milliards de pesos ;
- * que l'on mette des espaces verts à la place des dépôts de gaz actuels.

D'autre part, les manifestants se sont plaint :

- * d'avoir à payer les maisons que le gouvernement est en train de construire : même si le prix est intéressant on estime que ces logements devraient être gratuits ;
- * de détournements effectués par les autorités sur les dons : on n'a laissé aux habitants que les vieux vêtements déchirés - les beaux ayant été soustraits à la distribution.

Autres exigences :

- * que Pemex n'échappe pas à ses responsabilités.
- * que Pemex évacue immédiatement ses installations de gaz situées dans les zones métropolitaines.

8° Autres prises de position sur les grands problèmes de sécurité industrielle

- Acierto [3. XII]

Les jours suivants, les protestations contre les installations dangereuses se sont répandues dans tout le pays et il y a eu des manifestations à Mazatlan, Cd. Juarez, Léon, Cd. Madero et dans bien d'autres villes.

Les autorités municipales de Quérétaro ont demandé aux entreprises gazières de chercher à se réinstaller dans d'autres endroits où elles ne menaceraient pas la population.

Les Chambres de Commerce et d'Industrie de Cd. Juarez ont réitéré la même exigence.

Des représentants de partis politiques comme le PRI lui-même et la Démocratie Mexicaine se sont prononcés pour que l'on change l'implantation de la raffinerie d'Azcapotzalco.

IV. DES ARTICLES DE FOND

1. "Alarma"

Le journal (dans sa parution n°1127) aborde des aspects, peu décrits par ailleurs, de l'arrière scène du drame : une scène marquée par une pauvreté multiforme.

1° L'occupation du sol aux abords immédiats du site industriel

"Le trafic de terrains est chose courante ; plus que leur sécurité personnelle et celle de leur famille, les gens recherchent un terrain sur lequel ils puissent construire leur maison ; c'est identique dans tous les quartiers qui se transforment ainsi en bidonvilles-dortoirs".

- Les migrations quotidiennes

Ce sont des zones "où les gens ont plusieurs heures de taret par jour ; 6 heures, disent-ils, en plus du temps de travail. Et c'est pour cette raison que beaucoup de pères de famille ne sont pas morts calcinés comme des centaines de femmes, d'enfants, de vieillards. A San Juan la journée commence à 4 h. 30 du matin quand des milliers de familles se lèvent pour aller au travail ; à cette heure là les gens marchent le long de l'autoroute Mexico- Querétaro jusqu'à ce qu'ils trouvent un camion qui les emmène".

3° La difficulté de se faire entendre

Le journal fait allusion à un incendie qui eut lieu six mois auparavant sur le site.

"Pour ne pas alarmer la population on chercha différents moyens d'étouffer l'affaire - ni la presse locale, ni la presse nationale ne devait être au courant. En occultant ainsi un fait, on renforçait le péril qui planait sur les 500 000 personnes vivant dans la zone.

En une occasion, des habitants se constituèrent en délégation et allèrent

voir les gens de la Pemex à la raffinerie du «18 mars» [Azcapotzalco, dans Mexico] : ils rencontrèrent l'ingénieur Ariel Bariga, directeur de l'installation, qui ne put leur répondre. Ensuite, pensant qu'une autorité quelconque les écouterait, cette même délégation s'est rendue à la mairie de Tlanepantla, Etat de Mexico, où elle a pu parler avec le président du conseil municipal ; elle pu exprimer sa crainte que *tout vole en éclat d'un moment à l'autre*. Il fut répondu de ne pas s'inquiéter. Les fonctionnaires ont affirmé qu'il ne se passerait rien parce que tout était sous contrôle."

On relève encore dans cette publication (qui avance le chiffre de 600 employés comme nombre des présents sur le site industriel au moment du sinistre), une courte interview d'un sergent responsable d'une brigade de dix hommes chargés de la sécurité du site :

A la première explosion j'ai pensé à alerter et à protéger ma famille ; et j'ai ordonné à mes troupes de prendre leurs armes automatiques car j'ai pensé qu'il s'agissait d'une attaque. En voyant que des personnes couraient, certaines d'entre elles avec leurs habits en flamme, en voyant que des maisons commençaient à brûler, moi et ma famille avons commencé à courir et à nous éloigner le plus vite possible." [Alarma, n° 1127].

2. "La Jornada"

Sous le titre " Un désastre sans responsables ? " La Jornada du 21 novembre publie le texte suivant (signé : Armando Cisneros Sosa). [les soulignements sont de nous, P.L.]

[...]"San Juan s'est perdu dans des **marais d'intérêts** qui ont rendu possible l'établissement d'un ensemble industriel hautement dangereux, entouré de quartiers populaires sans service public ni de sécurité mais où les gains des investissements sont garantis.

Aujourd'hui il faut admettre, au milieu des souffrances provoquées par les gigantesques explosions de gaz que ce type d'accident était inscrit dans **une logique de production et de développement urbain** qui menace la vie des individus. C'est une logique de production dans laquelle l'intérêt particulier prévaut sur tout ; dans laquelle il est possible que des autorités acceptent le stockage et la manutention de

substances hautement explosives à l'intérieur de la ville, cela réduisant les coûts de transport pour les compagnies de distribution mais se faisant aux dépens de la sécurité des populations.

Il n'y a pas de sécurité avec ce système, et moins encore pour les pauvres de la cité qui sont obligés de vivre à côté du péril. Et en effet, si c'est là le plus grand sinistre qu'ait connu la ville, **ce n'est pas le premier**. Il faut mentionner que, rien qu'à Icatepec, tout près du lieu du sinistre, 7 personnes sont mortes en 1980 à la suite d'une fuite d'ammoniac : on mit alors en évidence que l'on manipulait ce produit sans aucun des dispositifs de sécurité nécessaires.

Le plus terrible, c'est l'idée que les habitants des zones dans lesquelles on manipule des substances explosives sont en grave danger ; c'est la certitude que d'ici peu se produira un autre désastre. Le cas de Ixhuatepec est **terriblement exemplaire**. Il y a un an les pompiers de Tlanepantla avaient averti du danger. Pour eux il s'agissait d'une "bombe à retardement".

Etait-ce inévitable? Souvent on pense que c'est dans la nature des accidents d'être inévitables et fortuits. Sans aucun doute, si nous laissons la responsabilité de tels accidents au hasard, nous n'avons plus qu'à fuir la cité. Dans tous ces accidents on peut toujours trouver des causes et des raisons. Cela ne signifie pas qu'ils soient provoqués volontairement par une personne, mais qu'au delà il y a un **système de fonctionnement et des mécanismes** qui les rendent possibles ou qui pourraient les éviter. Les mécanismes de préventions sont coûteux et les entreprises ne les mettent pas en pratique pour des raisons économiques. Pour sa part, l'Etat se montre laxiste dans le contrôle des risques. Aucune instance, locale ou nationale, n'a rendu obligatoire l'établissement de normes strictes de sécurité qui s'appliquerait aux compagnies gazières.

Quelqu'un a commenté ces explosions en les comparant à un volcan qui aurait fait irruption en pleine ville. La différence, c'est qu'un volcan a des causes naturelles et que l'explosion de gaz a des causes humaines. Il n'y a pas de victimes de l'enfer. Il y a des victimes d'une grave erreur de localisation d'un complexe de gaz et de distribution de la Pemex dans une zone urbaine en pleine croissance. Il y a des victimes de l'inexistence du contrôle gouvernemental sur les systèmes de manutention des produits explosibles. Il y a les victimes de l'irresponsabilité des administrations et des dirigeants des usines concernées. **Il y a des victimes de la logique du désastre.** [La Jornada, 21].

3. " Por Esto "

Sous le titre : " La cité de Mexico : une poudrière qui peut exploser à tout instant", la revue Por Esto [19 décembre, n° 410] aborde trois thèmes principaux.

1° Mexico, une poudrière

" Touchés jusqu'au plus profond d'eux-mêmes par l'événement du 19 novembre, les habitants de la capitale n'ont pas eu le loisir de réfléchir au fait que ces scènes de panique des habitants fuyant en masse peuvent se répéter presque aujourd'hui même, ou dans l'avenir proche. Le plus dramatique est que cette catastrophe, qui n'a pas de précédent dans l'histoire mondiale et où il a pu y avoir facilement 1000 morts, c'est que le danger subsiste.

La ville de Mexico est traversée par des dizaines de conduites de gaz ou autres combustibles qui alimentent les industries et installations, les habitations. Elle ressemble à une poudrière qui, pour l'instant, ne fait pas peur mais qui pourrait à un moment donné se transformer en milliers de fragments comme c'est arrivé aux installations de San Juan."

2° Des responsabilités que ne saurait effacer le mouvement de solidarité

" Au delà de l'hypothèse de l'explosion d'un tuyeau de gaz dans une unité de gaz privée, il y a la gigantesque responsabilité de l'entreprise nationale, la Pemex, plus préoccupée de produire du pétrole et produits pétroliers que d'assurer une sécurité à ses installations.

Il y a le problème d'un secrétariat au Commerce qui est dur quand cela lui convient, et brutalement extraordinairement laxiste : qu'il s'agisse de l'inspection des installations ou de la sécurité des entreprises de gaz de l'Etat. Il y a aussi le problème d'une initiative privée sans scrupules qui se livre à des activités diaboliques comme la fabrication de produits dangereux à proximité de dizaines d'habitations.

Et il y a encore bien d'autres charges et accusations contre tous les responsables directs ou indirects de cette catastrophe qui a occasionné une inoubliable manifestation de solidarité - qui, tout de suite, a permis de faire dériver l'indignation nationale."

3° Des incidents précurseurs ignorés

“ Il y a des versions selon lesquelles cette tragédie avait eu des antécédents ; des avertissements qui auraient été ignorés par la direction de Pemex et par les compagnies privées. Il y moins de quatre mois les voisins du site et les autorités de la localité ont signalé de fortes fuites de gaz qui ont causé des inquiétudes mais pas d'incendies.

Ni Pemex ni les gaziers des alentours n'ont pris de mesures suffisantes pour renforcer les moyens de sécurité, qui sont nécessaires pourtant lorsqu'il s'agit d'un dépôt d'au moins 15 millions de litres de gaz (soit à peu près le contenu de 750 000 bouteille de 20 kg.) ”

4° Une attaque en règle contre la Pemex, son image, son responsable

“ Au centre de la catastrophe il y a le « nouveau Pemex » qui a tant promu le financier Mario Ramon Beteta, et qui n'a rien fait pour améliorer les conditions de vie déplorables existant dans les environs du complexe de San Juan.

Le « nouveau Pemex » de Beteta continue à attirer son lot de catastrophes (les plus récentes étant survenues dans des puits de gaz, comme au puits Niespero 90) parce que ses moyens de sécurité sont limités par l'esprit de lucre.

Le « nouveau Pemex » de Beteta se targue d'une efficacité administrative que rien n'arrête mais il ne dit pas que les nombreuses installations qui ont été terminées l'ont été avec l'argent économisé sur la rénovation des installations obsolètes, sur les dépenses de maintenance [...], sur l'équipement qui aurait garanti de hautes marges de sécurité.

Pour le « nouveau Pemex » de Beteta, la seule chose importante, dans la mouvance de la politique économique favorable au grand capital, c'est de sortir du combustible peu cher pour la grande industrie, même si cela doit mettre en jeu la sécurité de milliers de personnes sous les pieds desquelles courent des gazoducs et autres réseaux de distribution de dérivés d'hydrocarbures. ”

5° Migrations et ceintures de misère

" L'infantilisme du « nouveau Pemex » dans ses tentatives visant à fuir ses responsabilités - ainsi l'excuse que le quartier de San Juan n'existait pas quand fut installé vingt et un ans auparavant le complexe gazier - ne fait que mettre en valeur l'inefficacité des gouvernements successifs qui n'ont pas réussi à mettre un frein à l'émigration continuelle des campagnes vers les zones urbaines. Cet exode massif de paysans qui fuient la pauvreté des campagnes se traduit par la constitution de cités perdues et de ceintures de misère que l'on trouve tout autour du district fédéral [...].

[...] cette tragédie de San Juan est l'aboutissement d'une politique de corruption qui a laissé voir quel était le véritable but d'une politique pétrolière menée sans objectifs sociaux, et qui a mis en valeur combien peu importe aux responsables la sécurité de la population. On déplore que le gouvernement n'annonce des mesures qu'après que la catastrophe ait eu lieu [...]. "

6° L'exploitation du témoignage de solidarité

" On utilise l'aide massive aux habitants de San Juan à des fins de propagande, on souligne que c'est là une preuve de l'unité de tous les Mexicains.

Nous serions un peuple de robots si nous n'avions pas réagi comme nous l'avons fait pour aider les victimes. C'est un instinct qui distingue l'homme des animaux irrationnels. La solidarité est un sentiment à l'état latent qui s'exprime dans les situations critiques. Pour cette raison, il est impardonnable qu'on essaye de l'utiliser à des fins de propagande. Ce n'est ni la première fois ni, qui sait, la dernière que les Mexicains ou un peuple quelconque fait montre d'une solidarité qui parte du fond du cœur pour soutenir une communauté en détresse.

Ce qu'il faut mettre en valeur dans ces témoignages de solidarité, c'est que la plus grande part de l'aide vient des classes populaires et de ceux qui n'ont pas de superflu. Il a été plus commun de voir arriver des gens de classe populaire et intermédiaire - et non des riches - avec nourriture, vêtements et médicaments. Il est plus facile à une personne sans grandes ressources de ressentir comme les siens les malheurs des pauvres que cela ne l'est à une classe aveuglée par la richesse et comblée de satisfactions matérielles."

4. " The News "

Le 27 novembre The News publie un article de réflexion qui a pour titre : " Ixhuatepec : les vrais coupables ".

" L'horreur de San Juan Ixhuatepec - un « Hiroshima » à échelle réduite mais combien déchirant néanmoins - est devenu un cauchemar qui continuera à hanter des millions de gens. Des milliers devront supporter ses traces visibles ou psychologiques toute leur vie durant. Mais **les tentatives pour jeter un blâme immédiat se révèlent un exercice aussi stérile que futile.** Est-ce que toute station de remplissage ne porte pas de façon parfaitement visible le signe « Défense de Fumer » ? Une simple cigarette jetée par inadvertance aurait pu déclencher toute cette réaction en chaîne.

De la sorte, dans une zone densément peuplée et pourtant utilisée pour le stockage de gaz, le coupable est partout. La responsabilité a été cumulative, et longue à se construire avant que l'on en arrive à cette finale ahurissante.

Le coupable a été la croissance démographique chaotique et les migrations de population ; les ceintures de misère qui se développent de façon presque anarchique autour de centres de villages séculaires.

Le coupable a été l'insécurité dans les campagnes,[...], et le fait qu'il n'y avait pas d'autres lieu où aller.

Pemex, Unigas et les autres distributeurs de gaz, les installations fabricant ou manutentionnant des produits inflammables vinrent plus tard. Et là où il y avait une activité si soutenue - signifiant des emplois - les populations des campagnes ne cessèrent d'affluer.

On pourrait même soutenir que l'on a eu de la "chance" qu'une telle tragédie ne se soit pas produite il y a bien des années déjà, même si, selon plusieurs sources dignes de foi, une explosion relativement mineure - mais non sans victimes - est bien survenue à San Juanico en mai dernier ; explosion sur laquelle on fit silence. Cela aurait dû constituer **le signal d'alarme.**

Et il y a aussi l'énorme raffinerie d'Azcapotzalco, située dans l'un des quartiers les plus densément peuplé de notre capitale. Plusieurs publications ont fait campagne contre elle, sans succès, il y a des années,

même si c'était pour une raison différente - la pollution. La raffinerie est maintenant alimentée en gaz naturel (Message à la Nation, 1^{er} septembre 1984) plus qu'en pétrole, ce qui diminue grandement le problème. Cependant des gazoducs traversent en tout sens cette zone, et d'autres zones tout aussi surpeuplées - comme dans les environs de l'aéroport, sous les habitations de myriades d'habitants. En ce qui concerne la menace potentielle d'Azcapotzalco précisément, le coût d'une relocalisation a été estimé - il y a peut-être une dizaine d'années, avant la mise en miette de notre monnaie - à 600 milliards de Pesos. De ce fait : nous devons apprendre à vivre avec elle... (?)

Nous n'imaginions guère qu'une horreur à la San Juan Ixhuatepec pouvait survenir si rapidement, lorsque nous avons publié au début de mois dernier un éditorial intitulé : « Exodus, ou Hara-Kiri urbain ».

Dans cet éditorial, étaient explorées les raisons pour lesquelles tant de programmes si bien intentionnés (certains d'entre eux applicables) devant permettre de désamorcer notre bombe métropolitaine de 17-18 millions d'habitants ont tourné court. [On a essayé une simple déconcentration administrative, qui déjà elle-même s'est révélée peu réaliste, chacun voulant être "proche du Président", dans cette bureaucratie d'élite en plein bourgeonnement .] Ixhuatepec, cependant, peut obliger à d'autres décisions politiques plus "dures" de nature plus immédiate... comme la création de **polygones de sécurité** de taille suffisante autour des installations à haut risque.

Nos pensées vont aux victimes de San Juanico et à leurs proches. On a quelque difficulté à supporter la perspective même d'un autre désastre aussi accablant.

Tout effort à longue portée pour désamorcer ce baril de poudre potentiel doit cependant s'accompagner d'un mouvement de migration à partir de la capitale. "

5. Proceso

Le 26 novembre 1984 la revue critique Proceso (n° 421) publie le "dossier" le plus volumineux et sans doute le plus documenté sur l'affaire. Il est aussi critique sinon plus que les documents précédemment cités.

Nous reprenons ici les trois articles qui le composent et dont Alexandre Bastias, du SAMU-94 (Hôpital Henri Mondor) nous a aimablement fourni la traduction. Toujours dans le but de faciliter la lecture nous avons ajouté, en caractères gras minuscules, un certain nombre d'intertitres. Les trois articles sont signés respectivement de : Heberto Castillo ; Miguel Cabildo, Momero Campa et Hemilio Hernandez ; Carlos Monsivias.

A) "Mexico, ville minée"

1° Le sinistre ; des hypothèses sur l'événement initiateur

"Le sinistre du 19 novembre 1984 à San Juan Ixhuatepec a causé plus de 400 morts, environ 5000 blessés, a touché 20 pâtés de maisons, a totalement détruit 200 maisons et en a rendu 200 inutilisables. Deux cent milles personnes furent évacuées pour les 48 h. qui suivirent l'explosion, et plusieurs milliers ne purent réintégrer leur demeure, détruite ou inutilisable.

Les sept explosions qui se succédèrent à partir de 05 h.45 le 19 novembre provoquèrent un incendie dont les flammes s'élevaient à 1000 mètres de hauteur, et projetèrent à 300 mètres des réservoirs de gaz de 30 tonnes. Les cadavres des hommes, femmes et enfants, dénudés et calcinés offraient un spectacle d'horreur.

Mexico est en deuil. Des milliers d'habitants de la capitale sont inquiets, car ils prennent conscience du fait que des accidents de plus grande échelle peuvent survenir dans la capitale, si les centaines de kilomètres de vieux tuyaux rouillés du réseau de distribution de gaz qui traversent la ville, en particulier sa zone nord, ne sont pas remplacés. Certains sont installés depuis 40 ans.

Pour l'instant, il n'y a que des spéculations sur les causes de l'accident ; l'attentat est néanmoins exclu. Selon l'une d'elle un camion allant charger du gaz à Unigas serait à l'origine du sinistre ; l'énergie produite par cette première explosion laisse penser que la cause est probablement

différente. Il est certain que la citerne d'un camion n'a pas la capacité suffisante pour produire une explosion de l'ampleur de la première.

On sait que les flammes atteignirent des centaines de mètres de haut, et que des réservoirs de 12 m. de long et de 2,5 m. de diamètre furent projetés à plus de 300 m. sans être fragmentés. Des morceaux de réservoirs pesant plusieurs tonnes furent retrouvés à plus de 2 km. Il est donc plus probable que l'explosion trouve son origine dans l'inflammation de gaz accumulé en surface, en raison de la fuite - pendant plusieurs heures - d'une conduite endommagée ; ou bien, comme le signalait un habitant du quartier, de l'extinction de la torchère de sécurité de Pemex. La version la plus plausible, vu les dimensions de la première explosion, est la fuite de gaz à partir d'un vieux tuyau endommagé. Le témoignage de plusieurs victimes, diffusé par la presse, signale la présence d'une forte odeur de gaz vers 3 h. du matin, le 19 novembre."

2° Des antécédents

" Il est intéressant de signaler qu'il y a trois ans environ, sur la route Oviaba-Veracruz, une fuite de gaz sur le réseau Pemex avait provoqué une forte explosion et un incendie conduisant à la destruction totale du petit village et à la mort de bon nombre de ses habitants. Le passage d'un véhicule avait mis le feu à la couche de gaz stagnant au sol.

A Tabasco, en mars 1984, près de Macuspana, le lieu-dit Acuchapan a complètement disparu lors de l'explosion de gaz provoquée par une fuite sur un gazoduc. Trois mois plus tard, en juin, une autre explosion, pratiquement au même endroit, a incendié et détruit le lieu-dit Colomenas."

3° Mexico, champ de mines

" Ces faits récents démontrent que les fuites de gaz sur le réseau Pemex ne sont pas inhabituelles, bien que ceux-ci soient construits en acier selon des normes modernes et rigoureuses. Que pouvons-nous attendre des vieux tuyaux installés dans le District Fédéral ?

Depuis cinq ans nous avons prévenu que, traversée par des centaines de kilomètres de gazoducs (Azcapotzalco, Tacuba, Gustavo Madero), la ville de Mexico était un véritable champ de mines."

4° Surplus de gaz en raison de difficultés avec les USA

" Durant cette période, la quantité de gaz méthane transportée pour la consommation nationale avait été augmentée, car les Etats-Unis avaient refusé de l'acquérir au prix fixé par la Pemex. Nous avons alors signalé que du gaz était brûlé dans l'atmosphère. [...]

En 1979, 56 millions de m³ par jour devaient être livrés aux USA, mais, ceux-ci ayant refusé de payer le prix fixé par la Pemex, il fallut utiliser ce gaz au Mexique. Un système de distribution fut mis au point, amenant les hydrocarbures de Reforma Chiapas vers le nord du pays.

Pemex utilisa alors de vieux réseaux pour la distribution de la plus grande quantité de ce gaz."

5° Sécurité des réseaux

" Nous avons alors averti du danger couru par les quartiers sous lesquels se trouvaient ces réseaux. Nous signalions que les rues de Guadalupe et des Misterios, ainsi que l'ancienne sortie à Pachuca étaient pleines de vieux tuyaux, des panneaux de la Pemex indiquant le danger dû au gaz et l'interdiction de pratiquer des excavations ou de planter des poteaux. Nous avons dit qu'il était très difficile de savoir si les vieux tuyaux étaient en mesure de supporter les pressions nécessaires à l'acheminement du gaz, et qu'il étaient sûrement endommagés par la corrosion.

Les fuites de gaz dans ces réseaux étaient prévisibles ; des fuites pouvaient survenir qui occasionneraient des accumulations de gaz pouvant donner lieu à explosion au passage d'un véhicule. La partie nord de la capitale se trouvait ainsi pratiquement minée, mettant en péril des centaines de milliers de vies en danger.

Il est important de signaler qu'il n'existe peut-être pas de plan de ces réseaux, car il s'agit d'installations très anciennes, ayant longtemps servi. La récente campagne de la Pemex sur ce type de signalisation et la demande faite à la population d'indiquer la localisation et l'état des canalisations sont significatives. Pemex a sans doute essayé de dresser les plans des réseaux en service.

Autrement dit, Pemex ignore où se trouvent ces véritables mines enfouies sous les pieds des habitants de la zone nord du District Fédéral."

Pemex n'a pas d'information sur ces installations construites il y a vingt ans, leurs plans ayant été perdus."

6° Sécurité des installations

" Il en est de même pour quelques installations récentes. Par exemple, à San Juan Ixhuatepec, les techniciens envoyés par l'Institut Mexicain du Pétrole, pour inspecter les installations et réaliser les réparations nécessaires découvrirent avec surprise qu'il n'y avait pas de plan. C'est peut-être pour cela que les installations ne pourront pas être reconstruites. Ces pratiques ne sont pas rares : le gazoduc du Texas, long de 2000 km. et d'un diamètre de 48 pouces fut construit sans projet définitif.

Si une fuite survenait à Azcapotzalco et si elle n'était pas découverte à temps, l'explosion qui en résulterait serait bien plus importante que celle de San Juan Ixhuatepec. A Azcapotzalco, 105 000 barils [17 millions de litres] de pétrole sont raffinés tous les jours sur un total journalier de 1,3 million [206 millions de litres] pour les neuf raffineries du pays. On ne peut plus s'en remettre au hasard quand il s'agit de vie des habitants de la capitale."

7° Déplacer Azcapotzalco pour éviter "Hiroshima"

"Plusieurs députés du Parti Révolutionnaire Institutionnel [au pouvoir] et des fonctionnaires du Gouvernement ont émis un avis favorable au déplacement de la raffinerie d'Azcapotzalco en dehors de la ville ; mais il n'existe pas de recours pour une telle opération et ils ont conclu qu'il ne restait plus qu'à courir le risque. C'est le gouvernement de l'irresponsabilité absolue.

Si des mesures d'urgence garantissant le bon fonctionnement des gazoducs traversant la ville ne sont pas prises, des incendies et de nouvelles explosions ne se feront pas attendre.

Si la raffinerie d'Azcapotzalco n'est pas relocalisée, tôt ou tard nous aurons à déplorer la pire des catastrophes par explosion de gaz, rappelant Hiroshima ou Nagasaki."

8° S'organiser pour pallier l'irresponsabilité

" Le Gouvernement, comme à l'accoutumée, ne fera pas grand chose. Il attendra que le temps calme les esprits et que tout tombe dans l'oubli. Depuis quatre ans les autorités n'ont tenu aucun compte des avertissements reçus.

La population doit s'organiser et exiger le déplacement de la raffinerie d'Azcapotzalco et un contrôle sévère des mesures de sécurité. La vie des habitants est menacée.

Le sinistre peut se produire aujourd'hui, demain ou jamais mais personne n'est en mesure d'assurer que rien n'arrivera.

Nous vivons dans une ville qui ressemble à un champ de mines dans lequel chaque pas est dangereux, chaque jour, chaque aurore marqués par ce danger."

B) "Pemex a une responsabilité juridique"

1° Au delà des justifications : négligence et corruption

" Une tragédie a été nécessaire pour se rendre compte que des milliers de Mexicains vivaient à côté d'une bombe à retardement, mise en place par le manque de prévoyance, la négligence et la corruption.

Les justifications fleurissent :

- "Il n'y avait pas d'habitations lorsque l'usine fut construite...", alors que tout le monde sait parfaitement que ce quartier date de l'époque de la colonie.
- "Pemex n'est pas responsable...", selon les déclarations hâtives de son directeur, qui s'est prononcé avant même que l'on connaisse les résultats de l'enquête.
- "Les anomalies sont connues depuis longtemps ", selon le leader

syndical de Pemex .

- *La première explosion a eu lieu dans une compagnie privée..., alors que celle-ci est moins endommagée que Pemex...*"

2° La question de la localisation du stockage de gaz à San Juan

" Quand, en 1961, Pemex entreprit la construction de son usine de stockage et de distribution de San Juan Ixhuatepec, le village existait déjà, connu également sous le nom de San Juanico.

Pourquoi la construction d'une usine potentiellement dangereuse fut-elle autorisée au milieu d'une ville ? Cette question n'a pas de réponse officielle. De plus, Pemex aurait violé l'instruction relative à la construction et à la mise en service des établissements de stockage de gaz liquéfié de pétrole, qui stipule dans son article 3 :

Les usines de stockage doivent se trouver en dehors des zones de résidence et de forte densité de population, existante ou en voie de réalisation. Leur construction doit avoir été approuvée par le Secrétariat de la Salubrité et de l'Assistance. Les constructions avoisinantes ne doivent pas présenter de risques pour la sécurité des usines.

Cette réglementation a été publiée au Journal Officiel du 21 décembre 1970 , quatre ans avant que la compagnie Unigas Y Asociados installe son usine de San Juan Ixhuatepec. Les installations furent dès le départ un danger potentiel pour les habitants installés dans la Colonie.

La municipalité de Tlalneplanta, dans l'Etat de Mexico, a enregistré des habitants de San Juanico ayant participé à la construction de l'aqueduc de Guadalupe, et avant, à la construction de l'ancienne basilique de Guadalupe. Depuis lors la ville ne cesse de se développer, en raison surtout de la proximité de Mexico. En 1925, San Juan Ixhuatepec bénéficia d'une concession d'extension urbaine.

Ce n'est pourtant qu'en 1960 - après la construction de l'usine Pemex et en grande partie pour cela - que les 300 hectares appartenant à des petits et grands propriétaires connurent un peuplement anarchique et disproportionné.

En 1975, lorsque ces terrains, déjà très densément occupés, furent expropriés par le Gouvernement Fédéral, les grands propriétaires Rosa Moralès, Eduvigés Sorario et Mena Rum fractionnèrent et vendirent leurs

terres - ce qui fut source de bénéfices juteux.

Il y eut ensuite le processus de régularisation de la propriété de la terre qui, conjugué à l'installation de l'eau et de l'électricité accéléra la venue des populations.

Au début de l'année 1984, San Juan Ixhuatepec comptait une population fixe de 45 000 habitants et une population flottante de 25 000 personnes."

3° Les déclarations hâtives de la Pemex

" Le jour même de l'accident, le directeur général de la Pemex, Mario Ramon Beteta écarta toute responsabilité pour son entreprise. Interrogé par un journaliste de "Noticiaro 24" il rejeta toute la responsabilité sur la compagnie Unigas. Très offusqué par l'idée que la Pemex puisse avoir une responsabilité dans l'accident, il déclara que sa compagnie allait exiger des réparations d'Unigas, pour les dommages subis par ses installations.

Salvador del Rio, porte-parole en titre de la Pemex, confirma les paroles de son directeur et affirma que l'usine de stockage de San Juan Ixhuatepec avait travaillé sans contre-temps jusqu'au moment de l'explosion, *ce qui veut dire que le feu est venu de l'extérieur*. a-t-il déclaré.

Personne ne sait sur quelles informations les fonctionnaires de la Pemex se sont fondés pour tirer de telles conclusions.

Le Dr. Sergio Garcia Ramirez, Procureur de la République, a écarté l'hypothèse d'un sabotage et a coupé court aux spéculations en déclarant que seule l'enquête pourrait permettre de déterminer les causes du sinistre."

C) - La solidarité a été populaire.
La protection officielle n'est venue qu'après les enterrements -

*** LES FAITS**

1° Le sinistre

" Lundi 19 novembre vers 5 h. 30 le ciel s'est illuminé d'un coup à San Juan Ixhuatepec, quartier populaire de l'Etat de Mexico : explosions en chaîne, champignon gris, chaleur, lumière aveuglante, tremblement de terre, réservoirs de combustible qui tombent du ciel, apparition instantanée de ruines et déluge de feu qui souffle les maisons dans lesquelles des familles entières sont surprises et essayent désespérément de fuir, paysage de gravas et de décombres, hurlement de corps calcinés dans les maisons et dans les rues.

Ce furent les premiers résultats des explosions multiples de l'usine de gaz Pemex (au début avait circulé une version selon laquelle le feu avait commencé par un choc dû à un camion dans les installations d'Unigas).

Dans les deux heures qui suivirent, la dévastation s'amplifia : un demi-million de personnes ont fui par tous les moyens - pieds nus, à demi vêtues et priant dans les rues. La télévision commença à donner les premières informations, et une bonne partie des activités de la capitales furent suspendues. La radio commenta ces scènes d'horreur dantesques, mais les mots n'étaient pas assez forts pour rendre compte de la catastrophe. Les dépôts de gaz étaient en flammes, les lieux jonchés de cadavres et de blessés."

2° La réponse : extraordinaire

La réponse à la catastrophe a été extraordinaire. Le Gouvernement fédéral et l'Etat de Mexico ont mis en oeuvre tous leurs moyens. L'armée et la police ont organisé l'exode et la circulation. Tous les lits disponibles dans les centres hospitaliers ont été répertoriés, et des centres de soin ont été

organisés dans les centres d'hébergement, les écoles, la basilique de la Guadalupe, et d'autres bâtiments encore.

L'aide s'organisa immédiatement, en particulier le travail des pompiers et des experts de la Pemex. Plus que jamais, les expressions de sympathie et d'appui concret se manifestèrent. La population acheta des couches, des biberons, des couvertures, du lait en poudre. Les donateurs de sang formèrent des files immenses. Les vendeurs ambulants offrirent leur marchandise. Des milliers de chaussures et de vêtements, des médicaments et de l'argent furent offerts. Des évacués furent reçus chez des particuliers ; des centaines de médecins, d'infirmières et de religieuses se mobilisèrent pour porter secours aux victimes ; des réchauds furent livrés ; [...].

Alertés et mobilisés par la radio et la télévision - l'information apportée par Televisa [la grande chaîne de télévision mexicaine, chaîne privée] a été très importante, celle de la télévision officielle beaucoup plus modeste - des millions de personnes ont pris conscience du drame et ont voulu apporter leur aide.

La solidarité, terme souvent employé aujourd'hui, est un phénomène naturel, spontané, émouvant ; c'est une réponse inattendue, pour ceux qui perçoivent la crise économique comme facteur d'égoïsme. Cette solidarité magnifique et concrète n'a pas été comme le prétendent quelques fonctionnaires et journalistes le résultat d'un mouvement national. Il s'est agi de quelque chose de plus sobre et de plus simple : l'inquiétude pour des êtres comme nous, le besoin de participer de façon responsable dans cette tragédie, de se mettre à la place des victimes, par des actes d'altruisme anonymes.

Les donateurs de sang interrogés ont tous répété la même phrase : *ils sont nos frères, et nous devons faire quelque chose*. Il existe des précédents à cette générosité (en particulier l'aide apportée aux victimes du tremblement de terre de Managua au Nicaragua), mais jamais, au cours des dernières décennies, une telle manifestation de solidarité n'avait eu lieu. Ce fut, si l'on veut, la solidarité du Peuple avec lui-même, ce fut aussi un mouvement de démocratie à la base. Ceux qui ont aidé dans les centres d'accueil, qui ont secouru les blessés, ont exercé un devoir civique et humain ; ils ont fait leur l'union nationale habituellement si lointaine.

A en juger par les témoignages, une grande partie des habitants de la zone et ceux de San Juan Ixhuatepec en particulier étaient conscients des

risques encourus et pourtant ils restaient, non qu'ils avaient confiance dans le gouvernement, mais plutôt avec un désespoir tranquille et souvent souriant, engendré par le manque d'alternative. Informés de leur situation, ils ne sont pas restés par inconscience "macho" mais pour survivre, tout simplement. Comme des milliers de Mexicains à travers les pays, ils ont vu dans la proximité avec le danger une dimension supplémentaire de leur pauvreté, et, à titre de compensation psychologique, ils ont fait confiance, implicitement ou explicitement à la "bonne fortune".

Ils furent les victimes de l'absence de choix, des spéculateurs terriens, des experts de la Pemex, des autorités locales et de l'Etat, de la désinformation. Quel intérêt a-t-on déjà accordé aux désastres provoqués par les erreurs de la Pemex ? "

3° Le rôle crucial de Televisa

" Lundi 19 novembre, le pouvoir de la télévision et le recours sans limite à ce média ont été affirmés ; comme aussi - ce qui est différent -, l'efficacité de Televisa. Il a été prouvé que la force de la télévision découlait en premier lieu de celle de Televisa (par identification du média à la chaîne), et ensuite de la méfiance généralisée envers tout ce qui vient de l'Etat.

Pendant que la 13^e chaîne [publique] essayait, par des efforts maladroits, de mettre sur le compte de l'émotion sa pauvreté en moyens personnels et matériels, la gravité des circonstances ont fait de Televisa le centre de coordination de l'information et un vecteur important de la solidarité.

Le caractère familier, pour chaque foyer, des commentateurs de la télévision, contrastait avec l'anonymat des fonctionnaires qui, par ailleurs, ont gaspillé leur temps d'intervention en faisant l'apologie du Gouvernement. Les leaders syndicaux quant à eux ont trouvé là une tribune pour s'exprimer.

Pendant ce temps, les téléspectateurs apportaient des informations sur les mécanismes d'aide ; on voyait la solidarité devenir réalité sur fond d'images de feu et de mort.[...]

* LES INTERPRETATIONS

4° " L'irresponsabilité institutionnelle "

" Le terme d'accident utilisé pour parler du désastre de San Juan Ixhuatepec, bien que répété, est controversé. Le contraire d'accident n'est pas nécessairement sabotage, mais négligence institutionnelle. Si on considère la définition classique du mot accident : "fait éventuel qui altère l'ordre des choses", elle ne correspond pas à la situation à San Juan Ixhuatepec, où l'ordre des choses était la négligence, l'oubli programmé des mesures de sécurité, le mépris des protestations.

L'ordre des choses ne fut pas altéré à San Juan Ixhuatepec ; il a atteint son point culminant, dramatique, et c'est alors que la catastrophe est survenue. Ce sont trop d'années de permissivité avec la certitude "qu'il n'arrivera rien" - ou, plus exactement, "que rien n'arrive à ceux qui se permettent tout".

" Des gens en situation précaire arrivent et s'installent. Pourquoi les déloger, puisque d'autres viendront - l'explosion démographique rendant impossible toute maîtrise - ? Nous ne nous ferons pas de souci pour des insensés qui ont décidé de risquer leur vie. C'est leur problème." dit en souriant l'expert avec indifférence.

Le fonctionnaire de l'Etat de Mexico signe et ses supérieurs approuvent sans le savoir, mais aussi sans l'ignorer. Dans notre bureaucratie, être fonctionnaire de quelque niveau signifie avoir l'impunité, et ce ne sont pas les campagnes symboliques de moralité [l'actuel Président de la République a lancé une action en ce domaine de la moralité] qui nous ferons mentir. L'impunité est forte et sourde.

A quoi cela servirait-il d'entendre des doléances? Depuis au moins dix ans, des groupes d'universitaires, de journalistes, de scientifiques ont dénoncé les conséquences néfastes sur le plan écologique et humain de certaines activités de la Pemex. (" S'ils veulent une nation moderne, qu'ils ne se plaignent pas de la pollution. Ni Tokyo ni Los Angeles n'ont été construites en un jour"). Si des administrateurs sont saisis, ils répondent : "c'est faux ", et lancent des campagnes pour rassurer l'opinion.

Silence et démagogie sont l'habitude ; c'est l'attitude de la Pemex et du complexe industriel. Ils restent fidèles aux habitudes de la Révolution Mexicaine, à cette succession de comportements autoritaires qui vont de pair avec la dévotion pour le capitalisme et le conservatisme. La ligne est claire : si on prête attention à qui que ce soit, il faudra partager le pouvoir. Il vaut mieux nier l'évidence, et si plus tard une rectification est inévitable, il faut faire comme si personne n'en avait jamais parlé et dire: " le Gouvernement, soucieux du bien-être national, a décidé...". Si cette attitude rend incompatible l'autocritique avec la dignité du pouvoir, il reste divers recours à portée de la main, comme la référence au fait que les circonstances étaient exceptionnelles, ou les déclarations de bonnes intentions. Cette manoeuvre a été réalisée les 19 et 20 novembre.

Les fonctionnaires subalternes ont profité du moment pour se livrer à l'éloge de leurs supérieurs : "conscient de la gravité de la situation, Monsieur le [...] a décidé..." ; puis, après les premières heures, à celle des électeurs : " cette démonstration massive de solidarité nous a rempli d'orgueil...". Une fois la situation contrôlée, des affirmations économisant d'autres explications disaient : " nous renforcerons les conditions de sécurité, ... nous protégerons les citoyens, ... toute la lumière sera faite..."

Pour ce qui touche au fond de l'affaire, il faudra attendre les résultats de l'enquête. Mais les images qui se répètent depuis trois jours sont déjà en elles-mêmes un élément important. Il est illusoire de parler de sécurité, lorsque l'on a permis à la "tache urbaine" (nom de substitution adopté pour évoquer la "lèpre de la pauvreté") de s'installer autour de l'usine Pemex et de l'ensemble des entreprises qui livrent 40% du gaz consommé dans le District Fédéral.

Cette absence notable de prévention nous oblige à un jugement critique. Dans les premières heures, les fonctionnaires insistèrent sur la capacité d'aide du Gouvernement Fédéral (c'était leur devoir et ils s'en sont très bien acquitté), et sur l'aide populaire impressionnante. Mais dans les jours qui suivirent, l'autre geste envers les victimes - celui de reconnaître les erreurs - n'a pas même été ébauché.[...]

Il aurait été juste, passé les premiers instants, que le discours officiel abandonne son triomphalisme habituel et se repose le problème du projet de progrès à n'importe quel prix - qui a voulu épuiser les ressources du pays en deux décennies. Il est certainement illusoire d'attendre du Gouvernement (et de n'importe quel gouvernement) une autocritique qui apporterait des points à l'opposition.

Mais l'ampleur de la tragédie exigeait des attitudes différentes à celles dont fit montre par exemple de directeur de la Pemex, Mario Ramon Beteta, qui, à la question de savoir si la Pemex indemniserait les victimes, répondit : *puisque'on parle d'indemnisations, j'espère que nous aussi serons indemnisés*. De même, le gouverneur de l'État de Mexico, Alfredo Del Mazo, qui sans avoir un aperçu de la situation, s'est fâché avec la presse en l'accusant d'irresponsabilité, quand elle parlait de soixante morts. Que voulait-on faire : réduire la panique en minorant les chiffres, ou mesurer l'ampleur de la catastrophe ? "

5° Le "paradis de l'irresponsabilité"

" Le capitalisme que nous subissons s'est fondé sur la différence de considération pour la vie humaine. Son projet de "liberté" pour les masses c'est l'entassement ; son but, l'exploitation immédiate de tout ce qui se trouve à portée de la main ("tout l'argent et vite"). [...]

Peu importe la qualité des produits, la fatigue et le manque d'entrain des ouvriers, la sécurité. Produire beaucoup, s'est traduit par produire n'importe comment, en trompant les fisc, des matériels de mauvaise qualité, à n'importe quel prix humain.

C'est ainsi que l'irresponsabilité est née, et c'est là qu'on trouve l'origine de la catastrophe.

Mais l'irresponsabilité encouragée par le capitalisme n'est pas un mal mexicain ; c'est la programmation de la réduction des coûts, le mépris des normes de qualité, la succession des négligences, qui font fi du respect des consommateurs, inhibent toute capacité de travail et favorisent l'exploitation sans pitié de la main d'oeuvre non spécialisée.

Ces pratiques, encouragée par la bureaucratie administrative, se sont solidement installés dans les services du Gouvernement et assurent au Mexique le titre de "paradis de l'irresponsabilité".

6° "Bombes à retardement" et résignation

" Selon Enrique Krauze, le fait de ne pas annuler le défilé militaire du 20 novembre (commémoration de la Révolution) a été une erreur. Nous n'en

sommes pas sûr, et , en tout cas, le fait de ne pas voir dans la catastrophe autre chose que la tragédie elle-même est une erreur politique bien plus grave.

Aujourd'hui, il est impossible de nier que la catastrophe de San Juan a eu des antécédents au cours de dix dernières années : des villes qui poussent en fonction des caprices du désastre agricole et de la spéculation urbaine sont des "bombes à retardement" que chaque Président passe à son successeur. Les générations à venir auront à construire une démocratie qui les obligera à porter des masques et à vivre sous terre.

Les images transmises par hélicoptère ont permis de confirmer à l'évidence le manque de prévention de la part des gouvernements qui, dans leur grande majorité, ont profité de la croissance incontrôlée pour créer leurs empires économiques. Que la population s'installe comme elle veut, qu'elle se débrouille pour avoir l'électricité, l'eau, le tout-à-l'égout, les écoles et les transports. Les fonctionnaires utilisent leur temps à assurer leur propre promotion, et, fait plus important, ils perpétuent la tradition en mettant dans les tiroirs tout projet de développement démocratique urbain : "il n'y a pas de moyens, les circonstances sont plus forte que nous, la vague démographique nous submerge".

C'est la résignation en chaîne."

7° La douleur, comme ultime voile pour l'irresponsabilité

" Un idéologue du Parti Révolutionnaire Institutionnel refuse "d'habiller de signes politiques l'intense douleur individuelle et collective". Il existe une douleur que l'on ne peut pas politiser ; mais vouloir isoler la défaillance, c'est l'utiliser politiquement, en considérant les faits en dehors de leur contexte, en oubliant les origines et les conséquences.

Le mépris administratif pour le risque encouru tous les jours par la population, la conviction que le progrès rend inutile toute tentative d'opposition aux volonté de la Pemex, les protestation entendues seulement lorsqu'elles sont posthumes sont la règle.

Les fonctionnaires déclarent: "pour nous, le plus important est d'aider les victimes et non de déterminer les responsabilités".

Mais pour nous, le plus important est que la protection ne commence pas le lendemain des enterrements."

8° Pemex responsable : anomalies, corruption, déficiences

" Salvador Hernandez, leader du Mouvement des Pétroliers Indépendants "Lazaro Cardenas" a déclaré au Proceso :

Nous avons été frappés par les déclarations de Ramon Beteta, qui a émis un jugement avant de connaître les résultats de l'enquête ; personne ne sait mieux que lui que la Pemex est au moins co-responsable, en particulier pour la réparation des dommages. [...] R. Beteta a émis un jugement juridique en faussant ce qui est établi par le Droit, et en fuyant ses responsabilités ; même si le feu a trouvé son origine en dehors de la Pemex, celle-ci est partiellement responsable sur le plan légal. Pour nous, elle est doublement responsable, puisqu'elle a donné des concessions de gaz à des entreprises privées, dénaturant ainsi l'esprit initial de l'article 27 en matière pétrolière.

Un des survivants, Jesus Torres Alvarez, responsable des vigiles chez Unigas et Gasomatic, déclara le 22 novembre à "Universal" que la première explosion avait eu lieu dans les installations de la Pemex, à la suite d'une fuite sur l'un des gazoducs alimentant l'usine ; *la preuve en est que les usines Unigas et Gazomatic n'ont souffert que de dégâts minimes, essentiellement provoqués par la chute de débris de réservoirs de la Pemex.* L'information fut confirmée par des employés d'Unigas à notre rédaction, signalant que trente camions sur les cent ont subi des dégâts limités aux carrosseries.

Hector Castanon, Yvan Carrillo et Ramon Campos, employés à l'usine de gaz ont rappelé qu'au mois de mars, il y avait eu une explosion dans l'usine Pemex et qu'elle avait été tenue secrète ; plusieurs autres accidents sont survenus ces dernières années.

Le sénateur Salvador Barragan Camacho, leader des travailleurs du pétrole, a pris la défense de la Pemex jeudi 22 novembre en déclarant à Ciudad Juarez (Etat de Chihuahua) : *nous ne considérons pas la Pemex comme responsable, bien qu'il s'agisse d'une industrie complexe et à risques majeurs.*

La veille, aux portes du Sénat, le secrétaire général du STPRM avait dit que les installations de la Pemex étaient détériorées et déficientes, et que *les risques d'accidents n'existent pas seulement dans les*

raffineries, mais aussi dans les complexes pétroliers relativement récents.

D'après Barragan Camacho, ces anomalies ont été dénoncées depuis longtemps. Pourquoi n'a-t-on pas insisté sur ces faits ? Encore une question sans réponse.

A San Juan Ixhuatepec, la vie cotoyait le danger tous les jours. Le danger le plus important venait du compteur qui liait directement la station de pompage de Pemex aux installations Unigas, pratiquement à la même pression que celle régnant dans le gazoduc d'alimentation.

Mais ce n'est pas tout : on avait dénoncé le manque d'entretien des installations Pemex et leur mauvais état. La seule présence de compagnies privées à proximité les ont transformées en véritables bombes à retardement. Le puissant consortium formé par Unigas, Gasomatico, Gas Chapultepec, Gas Metropolitano et Transportadora Valdes, avait passé sous silence les dispositions du Secrétariat d'Etat à l'Industrie et au Commerce, ainsi que la valeur des marges de sécurité établies.

Depuis 1975, la direction commerciale de Pemex, dirigée par Torse Espinoza de los Reyes avait adressé une étude à l'ingénieur Bruno Mascanzoni, alors directeur général de l'Institut Mexicain du Pétrole dans laquelle on pouvait lire que pour rentabiliser la distribution et la commercialisation des produits, *il devait se créer une entreprise publique pour la distribution et le stockage*. Les choses ne se passèrent pas ainsi, et le scénario, qui allait par la suite engendrer la plus grande tragédie du District Fédéral, était en place depuis que les autorités et les politiciens avaient encouragé les installations irrégulières, les quartiers urbanisés au voisinage de l'usine de Pemex.

L'usine de San Juan Ixhuatepec a commencé à fonctionner en 1961. Depuis, elle livre du gaz à des concessionnaires dans le District Fédéral et à Cuautla, Acapulco, Puebla et Texcoco. Le gaz arrivait par un gazoduc venant de Minatitlan (propane et butane) et par un autre venant de Pozo Rica (propane) ; deux autres étaient utilisés de façon intermittente afin d'amener du gaz depuis Tula et Azcapotzalco.

Le gazoduc, d'un diamètre de 14 pouces est conçu pour fonctionner à des pressions de 24 à 45 kg/cm². L'usine recevait 3 000 barik à l'heure. Les installations sont en service depuis 23 ans, depuis moins longtemps que celles de la raffinerie 1803 de Azcapotzalco, en service depuis 30

ans.

Salvador Hernandez, qui a travaillé dans l'usine de San Juan Ixhuatepec pendant dix sept ans dénonce :

Au fond, il y a eu corruption. C'est un secret de polichinelle : il existe une dérivation qui suit le Los Remedios. Cette ligne possède d'un côté un "by-pass" supposé utilisable lors d'un blocage du complexe. Pendant la nuit, un robinet était fermé et un autre ouvert afin de permettre le passage du gaz et de remplir les réservoirs des compagnies privées sans qu'il soit enregistré par la Pemex ; nous avons rapporté ces faits à la police de protection et de sécurité de la Pemex, l'année dernière, sans connaître les suites données à cette affaire. Maintenant, nous demandons au Procureur Général de la République d'intervenir avant que la direction des projets et des constructions de la Pemex ne fasse tout disparaître. [souligné par nous P. L.]

Hernandez désigne deux anciens directeurs de la Pemex comme coupables :

Ces deux personnes ont gagné beaucoup d'argent. Herrejon est resté depuis la construction de l'usine en 1961 jusqu'en 1981, date de sa retraite. Il serait intéressant de connaître le nom de ses neveux, puisque tout a été mis à leur nom. Qui sont les propriétaires d'Unigas? Ils ont peut-être pris la précaution de mettre le nom d'hommes de paille dans le registre public de propriété. [...]

En vertu de l'article 27 de la Constitution, Pemex avait le monopole du pétrole, depuis les recherches, l'exploitation, le raffinage, jusqu'à la vente et la distribution du pétrole et de ses dérivés. [...]

Hernandez déclare :

Sous le gouvernement de Miguel Aleman, dans les années 50, tout, y compris les affaires les plus rentables, était cédé aux particuliers, le principe-guide étant celui "d'une aide franche aux favorisés"

L'essence et le gaz furent laissés à des concessionnaires - politiciens, artistes, anciens fonctionnaires de la Pemex - en argumentant de leur coût trop élevé. Les équipements ne furent pas renouvelés, afin de permettre l'entrée des compagnies privées sur le marché.

Nous, les travailleurs, avons demandé que la Pemex s'occupe de la distribution, créatrice d'emplois. Pemex n'aurait pas eu à déplorer les accidents que l'on a connu : moins en tout cas que les concessionnaires.

Il y a peu de temps, Pemex, Secofi et des compagnies privées ont créé un fond commun afin de palier la prolifération des accidents et de

changer les équipements. Car les entreprises privées cherchent à amortir au maximum le coût de leurs équipements, sans se soucier de la sécurité des consommateurs.

Par ailleurs, les travailleurs de ces compagnies perçoivent des salaires très bas, pour un travail très dur, pratiquement sans droit syndical. Cela constitue encore une source de corruption : *de cette façon, le pétrole et le gaz sont encore une source d'enrichissement pour quelques fonctionnaires et anciens employés de Pemex, dénoncent les travailleurs.*

Salvador Hernandez ajoute : *les syndicats doivent prendre en main cette situation, même si les dirigeants actuels sont corrompus. Ce sont là deux problèmes distincts.*

A propos de l'accident lui-même, Hernandez déclare :

Nous pouvons dire que la quantité d'énergie accumulée dans l'usine Pemex était trop importante. Nous allons le démontrer dans les prochains jours.

Néanmoins, il faut souligner que le danger présenté par la présence de compagnies privées adjacentes à la Pemex, sans aucune mesure de sécurité. Unigas utilisait l'infrastructure de Pemex et le gaz était directement pompé à partir d'une dérivation des sphères, à la même pression que celle du gazoduc. C'était très dangereux.

La corruption fut très importante, lors de l'accord des concessions : d'anciens fonctionnaires de la Pemex avaient tout intérêt à voir les compagnies privées se développer. "

9° Au delà de San Juan : Azcapotzalco, et les autres

" Apparemment, le danger est passé ; mais il existe des zones où les conditions sont les mêmes qu'à San Juan Ixhuatepec. La plus souvent évoquée est la raffinerie du 18 Mars à Azcapotzalco - mais ce n'est pas la seule.

Sergio Alcazar, conseiller juridique de la Coordination Nationale du Mouvement Urbain et Populaire (CONASUP) pense que l'apathie des autorités et la corruption des fonctionnaires ou des simples inspecteurs sont plus fortes que les efforts de prévention de ce type d'accident. *Ensuite, ils se demandent pourquoi de telles tragédies surviennent.*

ANNEXES

EXPLOSION DE GAZ A SAN JUAN IXHUATEPEC LE 19 NOVEMBRE 1984

500 morts, 1000 blessés et 1200 disparus

Compte-rendu de la mission Société Française de Médecine de Catastrophe
Médecins sans Frontières

Par Jean Michel ABBEYS

Lundi 19 Novembre 1984, jour de pont entre Dimanche et Mardi 20, jour anniversaire de la Révolution mexicaine, chômé, à 05 h 30, une explosion puissante et sourde, première d'une série de dix, ravage une partie de la petite "colonie" de la banlieue nord de Mexico : San Juan Ixhuatepec, dite San Juanico. Les premiers bilans de ce sinistre trouvant son origine dans une usine de stockage de gaz font état de plusieurs centaines de morts, de plus de mille blessés, et de deux cent mille évacués.

1 - LA MISSION

Le Gouvernement Mexicain refuse l'aide internationale, et la mission prévue par le Secrétariat d'Etat à la Prévention des Risques Majeurs est annulée Mercredi 21 à 10 h. Malgré les avis de Monsieur l'Ambassadeur de France à Mexico, traduits par le Quai d'Orsay, Médecins Sans Frontières et la Société Française de Médecine de Catastrophe nous mandatent afin de constituer un dossier de synthèse, en nous rendant à Mexico, accompagné par un photographe professionnel. La mission y parvient Vendredi 23 Novembre à 23 Heures, et séjourne cinq jours sur place.

2 - LE CONTEXTE

Gros producteur de pétrole, la République du Mexique raffine deux cent mille tonnes de pétrole par jour, dont une partie est transformée en gaz butane et propane à usage domestique et industriel. Le refus des USA d'acheter ce gaz à la PEMEX (Pétroles Mexicains, nationalisée), semble obliger à la combustion de gaz en mer (12 millions de mètres cubes en 1983, selon la presse), et

à favoriser largement son usage. La distribution industrielle du gaz, à partir d'entreprises situées en zone urbaine, utilise un réseau souterrain dont le cheminement n'est pas entièrement connu, permettant d'observer de nombreuses mises en garde placardée sur la voie publique, interdisant de planter des poteaux ou de creuser sur la voie publique.

La presse écrite mexicaine voit probablement sa virulence limitée par le quasi monopole de l'Etat sur les importations de papier ;

Le Parti Révolutionnaire Institutionnel (P.R.I.), partie du Gouvernement, et le Syndicat des Travailleurs Mexicains (C.T.M.), largement majoritaires pour ne pas dire uniques dominant l'activité politique et syndicale.

Des accidents du même type, relevés dans la presse révèlent que des villages ont déjà été détruits par des explosions de gaz, et que l'usine PEMEX de San Juanico a été l'objet d'un incendie huit mois auparavant, et de nombreux autres sinistres (Mars, Avril, Août 1984 selon les journaux).

Mexico, mégapole, compte 18 millions d'habitants, et est cernée par une "ceinture de misère", banlieues pauvres, habitées par des migrants ruraux. La ville constitue le District Fédéral. Les banlieues et provinces voisines, l'Etat de Mexico, de compétence différente. L'usine PEMEX sinistrée se situe dans l'Etat de Mexico, mais relève de la juridiction du District. Elle borde la limite nord de la partie la plus défavorisée de San Juanico, à 2200 mètres d'altitude, cernée par quatre collines dont le rôle dans la localisation des dégâts, peut-être par "réverbération", est possible.

3 - L'ENTREPRISE PEMEX ET SA VOISINE UNIGAS

Elle voisine avec une entreprise privée, UNIGAS, située à 200 mètres, et comprend :

- . Deux grosses sphères de stockage ;
- . Quatre cylindres verticaux de 2 millions de litres de gaz ;
- . Quarante cylindres horizontaux (12,5 mètres de long, et 2,5 mètres de calibre) de 47 000 litres de gaz.

UNIGAS :

- . Deux groupes de quarante cylindres horizontaux de 47 000 litres
- . Un parc découvert de stationnement de 36 camions-citerne de gaz, rangés en colonnes serrées ;
- . un hangar de stockage de bouteilles de 20 Kg de gaz, vides.
- . Un parc de réparations pour les camions ;
- . Un parc découvert de stationnement de camions de livraison de bouteilles pleines, à usage domestique.
- . Un hangar

4 - LE SINISTRE

Deux explosions, les plus puissantes, surviennent à 5 h 40 et 5 H 50 ; suivies de huit autres, en une heure. Ce sont tout d'abord les quatre cylindres verticaux de deux millions de litres qui explosent, puis une partie des quarante cylindres horizontaux de 47 000 litres. Des fragments de plusieurs centaines de Kilogrammes des premiers et des cylindres entiers sont retrouvés dans un rayon de 1,5 kilomètre, y compris dans la zone habitée. Les deux sphères principales, ouvertes comme un oeuf à la coque, brûlent par leur pôle supérieur, et la "boule de feu" des explosions entraîne, selon nous, la destruction partielle du hangar de stockage des bouteilles vides de la zone UNIGAS, la destruction des trente-six camions citernes, sans qu'ils explosent, la destruction des camions de livraison chargés de bouteilles de gaz, sans explosion de celles-ci semble-t-il, épargnant miraculeusement les deux groupes de cylindres horizontaux. L'ensemble du sinistre a consommé environ douze millions de mètres cubes de gaz, soit l'équivalent de 700 000 bouteilles de 20 Kg. Le sinistre a intéressé par sa propagation sur la colline nord et dans le village une superficie de 5 Km carrés et a causé cent millions de francs de dégâts.

Un bilan officiel après quelques jours mentionne 500 morts, 1000 à 1500 blessés, 200 habitations disparues, 139 habitations détruites, 344 habitations endommagées, 700 familles sinistrées, et un millier de disparus.

5 - LES SECOURS A MEXICO

A - Les organismes de couverture sociale

- IMSS : Institut Mexicains de Sécurité Sociale, privé
- SSA : Secrétariat de Santé et d'Assistance, équivalent d'un Ministère de Santé

- ISSSTE : Institut de Sécurité et Service Social des Travailleurs de l'Etat

Ces trois organismes outre la couverture sociale des ayants droit, gèrent des hôpitaux et des services d'ambulances (transport des assurés, du domicile à l'hôpital).

B - Les hôpitaux et les ambulances

Outre ceux des trois services précédents, la ville de Mexico possède hôpitaux et ambulances (dont quelques unes médicalisées pour les transports inter-hospitaliers), regroupés dans la Croix Verte.

La Croix Rouge Mexicaine, dont le PC POLANCO est dans la partie sud-ouest de la ville, à l'hôpital Central de la Croix Rouge gère, outre ce dernier, un ensemble d'hôpitaux en périphérie et le système d'ambulances ayant la charge de la relève des patients sur la voie publique (secouristes en cours de formation de "paramedics")

La "Rescate", service sanitaire de la Police fédérale, complète la Croix Rouge avec des ambulances et quelques hélicoptères souvent médicalisés.

L'Hôpital Central Militaire et quelques hôpitaux privés complètent la ressource.

Le DIF (Développement Intégral de la Famille), organisme de planing familial joue un rôle social important.

Les hôpitaux publics doivent posséder des "lots catastrophe" et conserver 15 % de leurs lits disponibles, en vue d'un afflux massif de victimes.

6 - ORGANISATION DES SECOURS A L'OCCASION DE CE SINISTRE

A Le plan de secours

Le plan n°3 de Défense Nationale ("DN 3"), coordonnant l'assistance et engageant les troupes de la première zone militaire a été mis en application dès 6 h 10. Elles ont cerné la zone, patrouillé et distribué 17000 rations alimentaires.

B Les Pompiers

Engagés des 05 h 55, et renforcés par des éléments de l'Etat

et de l'aéroport, ils parvinrent à contrôler le sinistre à 10 h et à déclarer le feu éteint à 18 h le Mardi 20 (H 36).

C Secours engagés

- 350 ambulances de la Croix Rouge (100 unités présentes à 06 h) ;
- Ambulances de la Rescate, de l'IMSS, de l'ISSSTE, de la Croix Verte...
- 40 camions de la PEMEX et 26 grues pour le dégagement des routes ;
- Mobilisation de bonne partie des véhicules publics de la ville (transport de vivres et de matériel de soins).

Trois mille personnes en tout dont 1000 de la Police ont participé aux secours ; A 06 h 30, 1200 personnels de secours étaient regroupés à 1,5 km de l'épicentre.

7 - LES EVACUATIONS

Quatre points de regroupement et de secours ont vu affluer réfugiés et blessés :

- Rancho Grande, large zone sportive close ;
- Basilique de Guadalupe, haut lieu du culte catholique ;
- hôpital de Traumatologie de la Croix Verte, hôpital le plus proche ;
- Institut Polytechnique National, le plus grand bâtiment public voisin ;

Il faut considérer que ces quatre points n'ont certainement pas été désignés volontairement, mais qu'ils correspondent à un afflux naturel des victimes vers des références connues.

A leur niveau, quelques soins ont été prodigués, mais il ne semble pas qu'un triage réel ait été effectué.

La ligne de Métro n°3, dans sa portion "Indios-Verde" - Hôpital La Raza" a été réquisitionnée sur ordre du Gouverneur, avec trois voitures par rame réservées aux blessés. Soixante mille réfugiés et blessés à l'heure ont pu ainsi être évacués.

Une douzaine d'hélicoptères de différents services ont été engagés, mais seules quelques évacuations ont été réalisées par ce mode de transport, l'essentiel des missions étant : observation, commandement, transport d'autorités et d'équipes de télévision.

Une centaine d'autobus de la compagnie "Route 100", une centaine de taxis volontaires et des voitures particulières complétaient le dispositif.

8 - HOPITAUX ET HEBERGEMENTS

A Hôpitaux :

Sur vingt trois hôpitaux finalement concernés, essentiellement six de la zone nord de Mexico ont reçu l'essentiel des blessés :

- Hôpital 1er Octobre, Hôpital Las Salinas, Hôpital Général de zone n°24, Hôpital La Raza, Hôpital Lenero et Hôpital Lomas Verde.

Les témoignages des personnels soignants et des secouristes s'accordent à reconnaître plusieurs faits :

- . le quota des 15 % de lits disponibles n'était pas respecté ;
- . la mise à disposition des "lots catastrophe" a posé de réels problèmes ;
- . les renforts en personnels hospitaliers a été réalisé en maintenant les agents à leur poste à l'issue de leur service ;
- . De nombreux malades peu graves ont été renvoyés dans leurs foyers ;
- . les infirmiers décrivent une confusion lors de l'afflux des blessés ;
- . la presse et les témoignages évoquent la saturation des hôpitaux, alors même que les communiqués officiels du lundi soir font état de 966 Lits de médecine générale et de 100 lits spécialisés disponibles.

B Les hébergements

Effectués dans les écoles, les centres civiques, les établissements sociaux ; nous avons pu en répertorier quarante huit dont les principaux étaient : basilique Guadalupe, Institut Polytechnique, Centre Civique d'Ecatepec, et les Centres du Bien-être Social.

Quarante deux familles ont pu être relogées à la fin de la semaine dans des logements préfabriqués, occasion d'une cérémonie de "remise de clés" par le Gouverneur de l'Etat, en présence de la presse et de la télévision.

9 - LES VICTIMES

La visite de la zone sinistrée objective le peu d'effets mécaniques des explosions. En effet :

- . les poteaux et les fils électriques sont intacts à 80 mètres de l'épicentre ;
- . des hangars ont leur structure métallique conservée aux mêmes distances ;
- . la végétation (cactus en particulier) est conservée ;
- . les éléments aériens (antennes de télévision) restent en place ;
- . Certaines habitations, sur le front de l'explosion, sont pratiquement intactes ;
- . les témoignages rapportent qu'une famille de quinze personnes a été retrouvée morte dans une habitation intacte.

Ces éléments que nous jugeons fondamentaux, nous permettent de penser que l'effet vulnérant principal était à dominante thermique brève, associée à une onde de compression peu importante.

Le témoignage du Médecin Chef du Service de Soins Intensifs de l'Hôpital "Las Salinas" (Dr D.HERNANDEZ) révèle que 67 brûlés graves ont été reçus entre 06 h et 07 h le Lundi, dont la moitié avec une superficie corporelle lésée à 60 % ou plus, avec huit décès le deuxième jour et vingt survivants le neuvième jour, tous avec des brûlures inférieures à 20 %.

La technique de travail adoptée mérite d'être citée :

mise en place d'une caisse de solutés de perfusion et de drogues à chacun des 67 postes de travail, avec une infirmière et une feuille de prescription photocopiée, standardisée en fonction de la superficie brûlée.

Outre les lésions tégumentaires, les blessés présentaient pratiquement tous des brûlures des voies aériennes supérieures, qui n'ont malheureusement pas pu être objectivée, le fibroscope étant en panne. Ils ont été trachéotomisés, avec respiration spontanée ou contrôlée par appareils Bird ou Benett.

L'inhalation de gaz chauds et toxiques a été la règle ; aucun dosage du monoxyde de carbone n'a malheureusement été réalisé.

La radio et la télévision ont lancé des appels pour favoriser la collecte du sang dès Lundi matin, permettant de prélever cent donateurs à l'heure ; la collecte a été suspendue le mardi matin, les quantités recueillies étant suffisantes.

8 - MESURES SANITAIRES

L'accès de la zone a été contrôlé pendant dix jours par la Police et l'Armée ; Mardi 20 Novembre, une fosse commune a permis d'ensevelir les restes de 276 victimes, avec des problèmes d'identification majeurs.

Mercredi, le SSA a pulvérisé des organophosphorés dans les habitations sinistrées, avec marquage des maisons visitées.

La zone sinistrée a été divisée en trois parties :

- "A" : à détruire ;
- réparer ;
- Intacte

Une campagne de vaccination anti-tétanique et typhoïde et la distribution de tablettes chlorées pour l'eau a été organisée dès le Mardi.

9 - AUTRES ELEMENTS

A Recherche des personnes disparues

Mercredi 21, un service d'information sur les personnes disparues, hospitalisées ou décédées ou a été ouvert par le Gouverneur, avec l'aide de la Société Locatel, sur le mode informatisé.

Au Centre civique d'Ecatepec, les certificats de décès étaient rédigés au fur et à mesure des identifications.

B - Rôle de la télévision

Il a été très important ; dès le lundi matin, la télévision a servi de centre de communications, permettant les appels pour la collecte de sang, les consignes générales, les ordres d'évacuation, et la diffusion des recherches de personnes disparues. Un hélicoptère a été mis à la disposition dès le Lundi matin 08 h. sept équipes étaient sur place.

C - Protestations

Une manifestation de quelques milliers de personnes réclamant une réparation financière (4200 millions de pesos) s'est déroulée sur la zone le Dimanche 25.

D - Pillages, incidents

Quarante personnes ont été arrêtées pour pillage ou détournement de matériel.

Certains témoignages évoquent l'interdiction de la zone à la Croix Rouge, pour les personnels non munis de carte professionnelle, sur le prétexte des pillages...

D'autres témoins évoquent des indécrotesses de la part de la Police Judiciaire...

E - Spéculation

Dans les jours suivant la catastrophe, le prix de la bouteille de 20 kg de gaz est passé de 245 à 400 pesos.

F - Commissions d'enquête

Quatre commissions ont été constituées :

- Institut Mexicain du Pétrole ;
- PEMEX
- Justice d'Etat de Mexico
- Justice Fédérale.

G - Persistance du risque

Les camions d'Unigas, livrés le 17 étaient toujours en place le 24.

Cinq autres usines à gaz sont dans les environs immédiats.

Le problème général de la qualité des structures des réservoirs et du réseau de distribution persiste bien sûr.

10 - HYPOTHESES SUR LES ORIGINES DU SINISTRE

La PEMEX affirmait que le feu avait débuté "dans une compagnie privée voisine".

Dans l'après midi du dimanche, un sifflement anormal de la torchère de sécurité de PEMEX, et des flammes hautes de 50 mètres au lieu des dix mètres habituels sont cités par des témoins, ainsi qu'une forte odeur de gaz.

A 03 h du matin, le Lundi, selon d'autres, la torchère était éteinte.

Une des versions officielles évoque une fausse manoeuvre d'un camion dans l'enceinte de la PEMEX.

Cette mission, bien que tardive, a permis la rédaction d'un dossier de synthèse accompagné de documents photographiques, malgré le contexte défavorable lié à la réticence des autorités locales à développer l'affaire, et à la réticence de l'ambassade de France à Mexico.

TEMOIGNAGES RECUEILLIS A L'OCCASION DE LA MISSION

- . Carlos German Arteaga Gil de A. Secoursite Croix Rouge Mex.
 Guadalupe Victoria 125 # 13
 Colonia Martin Carrera CP 07070

- . Arturo Sanchez Monterrubio Secoursite Croix Rouge Mex.
 Norte 94 # 6550
 Colonia Don Pedro El Chico
 CP 07480

- . Mercedes Aguilar Montes de Oca
 Subdirectora de Comunicacion
 Secretariat de Gobernacion, Bucarel # 99, Mexico DF.

- . François Saint Paul
 Second Secrétaire, Ambassade de France à Mexico
 Havre # 15, Mexico 6 D.F.

- . Guignard
 Attaché de Presse, Ambassade de France à Mexico
 Havre #15, Mexico 6 D.F.

- . René Centassis
 Directeur AFP
 Torre Latino Americana, Piso 28
 CP 06007, Centro Mexico DF.

- . Gerardo Dorantes
 Directora de Communication
 Instituto Mexicano del Seguro Social (IMSS)
 Liega # 8, Piso 5, Mexico

- . Dr Duhamel
 Shakerpeare, # 30 Piso 6.
 Correspondant Europe Assistance

• Padre Malhomme

Cale Santana, #164. Colonia Martin Carrera.
Mexico 14.

• Dr José Deveaux Carzola

Directeur Général du Service de Santé au District Fédéral (Ville de Mexico)
Oaxaca #58, piso 1
Mexico DF.

• Angel Sanchez G.

Secrétaire Général Service de Santé du District Fédéral
Oaxaca # 58, Piso 1
Mexico D.F.

• Dr Alvaro Zamudio Tiburcio

Hospital Central de la Cruz Roja Mexicana
Ejercito National # 1032
MexicoD.F.

• Dr Milton P. Carrera Silva

Hospital Central de la Cruz Roja Mexicana
Ejercito National, # 1032
Mexico D.F.

• Commandante J. Martinez

E. Transporte, Cruz Roja Mexicana
Ejercito National # 1032
Mexico D.F.

• Commandante Raul Ignorosa

Responsable Croix Rouge Ville de Mexico
Cruz Roja Mexicana
Ejercito National # 1032
Mexico D.F.

• Dr Mucio de Jesus Avelar

Sous Directeur Medical
Hôpital de Traumatologie Las Salinas
Eje vial Fortuna, sin numero, Esq, Av. Politecnico National
Mexico D.F.

- Dr Daniel Hernandez
Médecin Chef Service de Soins Intensifs
Hôpital de Traumatologie Las Salinas
Eje vial Fortuna, sin numero, Esq, Av. Politecnico Nacional
Mexico D.F.

- X...
Pilote hélicoptère Police Fédérale Mexico

- X ...
Capitaine Sapeurs Pompiers Mexico

- X ...
Policier, police Routière Etat de Mexico, affecté à la surveillance de la zone
sinistrée.

Mexican gas disasters

THE gas explosion in Mexico City last November may have killed 1,000 people. The cause of the explosion is not yet known, but what has emerged is that the Mexican state oil monopoly Pemex, has a poor safety record.

In June 1984 there was an explosion at a Pemex natural gas pipeline in Tabasco. The explosion demolished a house and a school, 11 people were killed and 44 injured. The explosion occurred as workmen repaired damage to the pipe caused by an earlier serious explosion in April.

Also in June, four people were killed after a leak of ammonia gas in a pipeline by the Los Pajaritos petrochemicals complex. Some of those killed were local residents and around 46 people suffered respiratory illnesses.

In June and September oil wells blew up in Veracruz and Tabasco states. No deaths were reported but there were serious fires. And in October two Pemex workers were killed after an escape of hydrogen sulphide on an oil rig.

According to recent reports in *New Scientist*, a diplomat who

recently visited Pemex wells and other installations with foreign oil experts said they had been "appalled at the safety infractions. There were some workers smoking and others even making up barbecues close by to cook their tortillas."

Residents close to the site of the latest accident and explosion are blaming the indifference and irresponsibility of Pemex officials for the disaster. A heavy gas leak was apparently reported to Pemex 12 hours before the explosion, but no action was taken.

Pemex is blaming a private distributor, Unigas, for an explosion which the state company alleged spread to huge storage tanks owned by Pemex. Doubts remain about this theory, however, as while the Pemex facilities have been totally destroyed, those belonging to Unigas remain largely intact.

The owner of Unigas has fled the city on an assumption, according to observers, that guilty or not, with Pemex and the Government keen to exonerate themselves of blame, he might have been thrown into jail until proved innocent.

La fin du monde commence à Mexico...

La catastrophe, qui, le 19 novembre, a dévasté tout un quartier populaire de Mexico, a fait plusieurs dizaines de morts, 3 000 blessés et 10 000 sans-abri... Une explosion dans un entrepôt de gaz liquéfié aurait-elle créé un tel cataclysme dans une ville « normale » ? Mais Mexico préfigure les mégalopoles cancéreuses et fragiles de l'an 2000.

De notre envoyé spécial

Mexico. — Vue d'hélicoptère, Mexico semble, avec son quadrillage tentaculaire, une preuve aux milliers de bras engouffrant, l'un après l'autre, les petits villages des alentours qui avaient pour nom San-Angel ou Coyacoan. Vu d'en bas, au ras de ses artères ouvertes à grands coups de bulldozers, c'est une ruée en folie, où des flots ininterrompus de véhicules semblent tourner indéfiniment en une farandole sans but.

Des flots de verdure subsistent certes, comme le fameux parc Chapultepec, mais, plus loin, Xochimilco et ses jardins flottants se rétrécissent comme une peau de chagrin. Plus que jamais, Mexico s'est transformé en une véritable cistive de résonance des contradictions de tout le pays.

Capitale d'une nation en développement, à l'économie secourue par la brutale irruption du pétrole, Mexico se retrouve aux prises avec tous les fléaux d'une centralisation à outrance, l'incurie des autorités et l'impécuneté de faire face aux problèmes de logement, de l'emploi et de la distribution des services. A cela s'ajoute une délinquance croissante, et l'extension difficilement contrôlable, de la ceinture de bidonvilles qui envahit de plus en plus une vallée autrefois paisible.

Étendue sur un millième à peine du territoire national, la mégalopole, à plus de 2 200 mètres d'altitude, absorbe aujourd'hui quelque dix-sept millions de personnes, soit près du quart de la population. Elle s'adage la part du lion des dépenses publiques, pour tenter de pourvoir aux nécessités immédiates d'une armée de fonctionnaires — les trois quarts du corps administratif se concentrent dans la capitale — et des migrants poussés par l'exode rural à s'agglutiner par milliers autour du mitage urbain. Plus de soixante mille fabriques et usines s'étagent à Mexico et dans ses environs immédiats.

« Nous allons nous entre-dévorner »

A en croire les estimations quelque quatre mille tonnes de poussière et de déchets en tout genre s'abatent quotidiennement sur l'agglomération, prise au piège de sa démesure. La pollution est encore aggravée par près de trois millions de véhicules, dont huit mille autobus pétorants, tandis que le parc automobile s'accroît au rythme de 12,5 % par an. « *Aucun endroit au monde n'a été aussi endommagé que la vallée de Mexico* », s'exclame avec amertume M. Feliciano Bejar, peintre et écologiste convaincu. « *Si nous ne nous ressaisissons pas pour stopper la destruction de la ville, les gens se finiront les uns sur les autres, finiront par s'entre-dévorner.* »

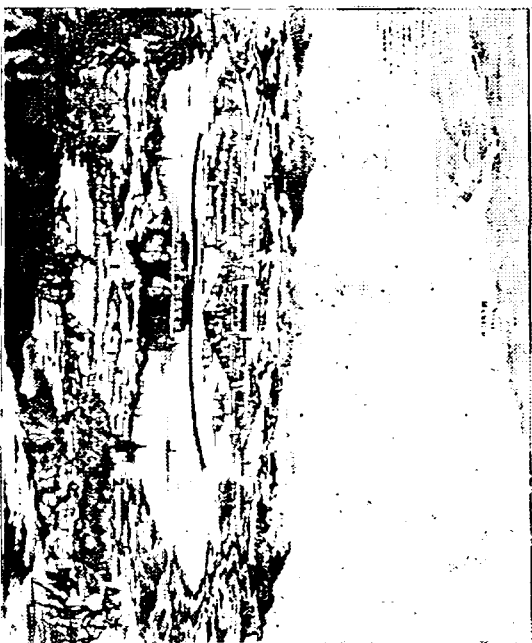
Visiblement dépassées, les autorités se sont longuement contentées de parler au plus pressé, sans guère se soucier du lendemain et des mesures élémentaires de sécurité.

L'implantation sauvage des « cités perdues » aux abords des usines, des entrepôts, de l'aéro-

port même, est devenue un défi permanent pour les responsables de la mégalopole incontrôlable. Des voies routières rapides et de nouvelles lignes de métro sont certes prévues. Mais, pour les bâtir, des pâtés entiers de maisons sont détruits et les habitants envoyés sans ménagement se reloger ailleurs. Avec pour toute

dance à sous-estimer le sordide mécontentement qui couve dans les quartiers périphériques où survient péniblement la moitié de la population métropolitaine.

Il est vrai que l'administration précédente a été en partie paralysée par de multiples scandales et par une corruption effrénée.



Gravure représentant Mexico en 1684.

indemnité... cinq cents briques pour reconstruire un logis de fortune.

« *En quatre mois, nous indiquons l'ancien géant (maître de la ville), M. Carlos Hank Gonzalez, nous avons dû rassembler 2 000 maisons et déplacer 70 000 personnes pour aménager une voie express. Je croyais que j'allais me faire lyncher. Mais nous l'avons fait, car notre peuple est très bon et très compréhensif.* » L'extension des zones de misère trouve ainsi une explication supplémentaire, d'autant que les autorités ont ten-

ques de la police qu'à lutter contre les émanations noires des industries et contre les gaz d'échappement...

Les beaux quartiers se replient sur eux-mêmes, encore relativement protégés. Mais l'ancienne « cité des palais » creève de sa croissance désordonnée, cernée désormais de toutes parts par des zones marginales qui s'accroissent jour après jour. Il n'est que de prendre la mesure de Nezahualcoyotl, ce satellite de dorvotiers né de rien, enraciné sur le sol aride et poussiéreux autour de l'aéroport. Comme nous l'explique un chifonnier, « *Nezahualcoyotl a été bâtie pour protéger Mexico des tourbillons de salpêtre s'élevant de l'ancien lac asséché Tenochtitlan* ».

Une ville meurtrie

Quand les avions touchaient terre il y a une trentaine d'années, c'était en rase campagne. Aujourd'hui les manœuvres d'approche sont d'une précision extrême, car l'aéroport se dresse au milieu d'un fouillis de ruelles, de dépôts d'ordures, de maisons en carton, en torchis ou en dur, qui ont proliféré à la va-comme-je-le-pousse, pour constituer la deuxième ville du Mexique : quelque trois millions d'habitants dont le seul espoir demeure, chevillé au corps, de dépasser enfin la précarité des conditions d'existence pour s'installer ailleurs, dans un autre quartier, mais toujours dans cette ville devenue l'une des plus meurtries et des plus invivables du monde.

L'eau manque et se paie à prix d'or. La moitié des habitants ne dispose ni de canalisations ni d'égoûts, les services publics ne parviennent pas à assurer le ramassage des monceaux de déchets.

Après maints cris d'alarme demeurés sans écho, la récente catastrophe va-t-elle servir d'aver-

tissement ? Des voix s'élèvent pour exiger le départ immédiat des usines les plus polluantes et les plus dangereuses, notamment de la raffinerie de Petroleros Mexicanos, la société nationale des pétroles d'Azapotlitzaco qui constitue une menace permanente pour le million de personnes habitant le quartier.

D'autres suggèrent la convocation rapide d'une conférence nationale des secteurs et des organismes directement concernés pour arrêter un programme de décentralisation industrielle. Pour sa part, le gouvernement a lancé, en août dernier, un vaste plan de redéploiement démographique, dont le but prioritaire vise précisément à décongestionner la capitale, ainsi que les deux grandes villes de Guadalajara et de Monterrey, avant qu'il ne soit trop tard.

En l'espace de trente ans, la population de la zone métropolitaine a déjà plus que quadruplé. Selon les experts, tant de l'ONU que des services de planification municipale, Mexico comptera entre 24 millions, au mieux, et 41 millions, au pis, d'habitants en l'an 2000. Face à ces prévisions, les autorités auraient motif à être découragées. Les responsables mexicains veulent encore croire que le pire n'est pas inévitable et espèrent encore trouver les moyens de freiner un gigantisme aux retombées désormais trop prévisibles.

En attendant, comme pour résumer une situation dont bien peu de spécialistes se hasardent à prédire l'issue, un avertissement est au coin d'une vieille rue coloniale propose des billets de loterie et bilingue inlassablement les passants : « *Tentez votre chance ! La fin du monde commence à Mexico ! Moi, j'aime mieux ne pas voir ça !* »

JEAN-CLAUDE BUHNER.